

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LA
REVOLUTION ECONOMIQUE
DANS LA
CHINE CONTEMPORAINE
(1840-1929)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Sié TSO-TCHÉOU



EDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, RUE VICTOR-COUSIN

PARIS

—
1930

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LA
REVOLUTION ECONOMIQUE
DANS LA
CHINE CONTEMPORAINE
(1840-1929)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Sié TSO-TCHÉOU



EDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, RUE VICTOR-COUSIN

PARIS

—

1930



AVANT-PROPOS

Cette étude sur « La Révolution économique dans la Chine contemporaine » n'est, à vrai dire, qu'un modeste essai, une mise au point d'un mouvement de rénovation nationale et économique qui vient à peine de commencer.

Nous l'eussions désirée plus étendue et plus approfondie.

C'est dire d'avance que nous en connaissons toutes les lacunes et toutes les imperfections.

Nous y aurions même renoncé sans les encouragements éclairés et les conseils de M. le professeur Hauser, qui a bien voulu accepter la présidence de cette thèse et à qui va notre profonde reconnaissance.

Nous adressons nos remerciements à M. le professeur Fauconnet, à M. Granet, un des maîtres de la sinologie moderne, qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail et à M. Mestre, chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes Chinoises qui nous a fait bénéficier de son expérience et de sa science.

Les études concernant l'histoire économique et sociale de la Chine deviennent de plus en plus nombreuses.

L'Université de Lyon, de même que celle de Paris, a créé un institut franco-chinois.

Puissent ces relations intellectuelles amener un rapprochement éclairé entre la France et la Chine.

Pour nous qui avons reçu l'enseignement des maîtres d'une des plus grandes cités intellectuelles qui soient dans le monde, nous ne saurions oublier tout ce qu'il y a de grâce et de douceur dans le visage de la France.

INTRODUCTION

Les secousses politiques et économiques qui ont ébranlé les fondements de l'ordre politique en Europe à la fin du XVIII^e siècle n'ont pas eu leur répercussion en Chine. Le développement de la technique industrielle était resté jusqu'au commencement du XIX^e siècle complètement ignoré. Faut-il s'en étonner et parler à ce propos de léthargie pour expliquer l'arrêt de développement dans lequel se trouvait la Chine alors que les nations occidentales marquaient les progrès les plus accentués dans tous les domaines de la connaissance intellectuelle et pratique. La civilisation chinoise est sans doute parmi les plus anciennes. Au point de vue physique même, son étendue géographique place la Chine dans une situation privilégiée. Elle possède de grands fleuves et de vastes lacs qui ont contribué à l'irrigation et à la fertilisation des terres. Car la terre chinoise est fertile, nous dirons même plantureuse, son sol est riche : riz, coton, thé, canne à sucre, soie brute, dans la région du Sud ; dans la région du Nord, du blé et du sorgho. La richesse de son sous-sol est également très grande, mais elle est à peine exploitée et sa superficie dépasse de beaucoup celle de la France¹. Citons quelques chiffres : en 1922, on a exporté 306.552 piculs de soie brute

1. Hauser, *Les principales puissances du monde*, Paris, 1929, p. 448.

représentant une valeur de 148.457.492 taëls¹, en 1919, l'exportation des laines était évaluée à 13 millions de dollars².

La Chine est donc bien le pays des « fabuleuses richesses³ ». Son développement économique est à peine commencé : que ne pourra-t-elle réaliser quand elle aura véritablement conscience de sa force et qu'elle connaîtra la tranquillité !

On peut se demander pourquoi elle a marqué depuis si longtemps un temps d'arrêt dans son développement ? A notre sens, il est facile de donner une réponse à cette question.

Tout d'abord les Chinois qui appartenaient aux plus anciennes familles s'adonnaient exclusivement à l'étude des belles-lettres, de la philosophie et des principes de la morale. Ils considéraient l'esprit comme étant une réalité substantielle et ils rejetaient avec dédain toute étude qui n'était pas spéculative.

C'était, à vrai dire, la pensée de Confucius (551-479 av. J.-C.) et celle de Meng-Tseu (IV^e s. av. J.-C.) dont l'influence s'est fait sentir en Chine durant de longs siècles. Il nous suffira de rappeler à ce sujet quelques-unes des maximes les plus célèbres du célèbre philosophe : « L'homme supérieur fixe ses pensées sur la vertu, l'homme vulgaire les attache à la terre ». « L'homme supérieur ne se préoccupe que du respect qu'il doit aux lois de la Cité, l'homme vulgaire ne pense qu'au profit qu'il

1. Dubarbier, *La Chine contemporaine, politique et économique*, Paris, 1926, p. 258.

2. Niu-Tsai-Chun, *China's trade in furs for the the past 50 years*, Changhai, 1923.

3. Legendre, *La civilisation chinoise moderne*, Paris, 1926, p. 277.

4. *La doctrine de Confucius ou les quatre livres de philosophie morale et politique de la Chine*, traduit du Chinois par M. G. Pauthier Paris, 1914, p. 9, 37.

pourra retirer de toutes choses⁴ ». On raconte que Meng-Tseu étant allé visiter le roi Liang Hwei-Wang¹, ce dernier lui demande ce qu'il fallait faire pour acquérir le plus de richesse : « Qu'est-il besoin de parler de gains ou de profit, répondit le célèbre philosophe, ne vous suffit-il pas d'être juste et bon »².

Un autre philosophe qui a exercé une grande influence sur la vie spirituelle de la Chine ancienne, Lao Tseu, considérait que deux choses seules sont dignes de la recherche des hommes : La voie naturelle et la vertu naturelle³.

La vertu c'est la loi qui régit la vie universelle. C'est elle que l'homme digne de ce nom doit rechercher et non son profit personnel. Qu'entendait-il par voie naturelle ? C'est la loi qui donne aux êtres humains la direction qu'ils vont suivre. Il n'est pas besoin de contrainte pour déterminer un individu à rechercher ce qui lui convient le mieux. C'est pourquoi Lao Tseu pensait que les peuples doivent se gouverner eux-mêmes. Son ouvrage fondamental *Tao-Té-King*, prêchait l'inaction, l'ignorance et l'humanité⁴.

Parmi les écrivains de ces époques anciennes, antérieures de beaucoup au christianisme, on ne trouve en réalité que des pensées d'une morale très élevée et nulle recherche se rattachant à des préoccupations économiques. A peine pourrait-on mentionner que le célèbre historien Seu-Ma-Tsien⁵ dans son grand ouvrage parle de négo-

1. Roi du petit Etat de Wei, à l'époque de Meng Tseu.

2. *Doctrine de Confucius, opus citat.*, p. 208.

3. Philosophe chinois du VI^e siècle av. J.-C. Il écrivit un livre en deux parties (la voie naturelle et la vertu) qui serait la source du fameux ouvrage intitulé *Tao-Té-King*. Puis le sage disparut et on ne sait ni où ni quand il mourut.

4. *Encyclopédie*.

5. Il a écrit à la fin du II^e siècle av. J.-C. la première histoire générale. Son ouvrage a servi de modèle à tous les autres traités d'histoires dynastiques. Il comprend : *Annales impériales* (livre 1 à 12); *Tables chrono-*

cians qui étaient célèbres leurs richesses et il a écrit un chapitre « Ping Cheun chu¹ », dans lequel il conseille au gouvernement de son pays d'acheter là où la marchandise atteint le prix le plus cher, pour revendre au prix le plus bas pour favoriser le peuple. On pourrait plutôt voir dans ce procédé un mépris des lois les plus élémentaires de l'économie politique et à la vérité le plus grand dédain qu'il soit permis de montrer pour toute pensée mercantile. Dans ce même ouvrage, il a écrit un chapitre sur « les canaux du fleuve », consacré notamment à l'irrigation nécessaire à l'agriculture.

Ensuite le peuple chinois, dès l'époque de Chen Nong, le souverain à tête de bœuf qui inventa la charrue et enseigna les règles de l'agriculture, est un peuple qui se consacre aux travaux de la terre. Les paysans aiment leurs terres et ils l'exaltent dans leurs pastorales : « Semons, semons les graines, allons au travail, moissonnons en foule; en foule² ». La production agricole était la grande richesse au point de vue moral et privé. On trouverait dans les recueils de la vieille poésie populaire des poèmes consacrés tout entiers à la glorification des travaux des champs. La société chinoise était répartie en quatre classes : d'abord les lettrés qui exercèrent une influence considérable et dont la situation était « analogue à celle qu'occupait dans la Chine des fiefs la noblesse féodale³ ». Puis les agriculteurs qui, eux aussi, marquèrent de leur empreinte l'histoire de la civilisation chinoise. Il nous

giques (liv. 13 à 22); *Traité spécial* (liv. 23 à 30); *Dynasties* (liv. 31 à 60); *Biographie, notions sur les peuples étrangers* (liv. 61 à 129); *Préface de l'auteur* (liv. 130). Cet ouvrage se trouve à la bibliothèque Nationale.

1. C'est le nom du fonctionnaire qui s'occupe des finances à l'époque de la dynastie des Han.

2. Voir *Che-King*, un des livres classiques de la poésie.

3. Granet. *La civilisation chinoise*, Paris, 1929, p. 161.

suffira de citer Liou-Pong, qui était un paysan et qui est le fondateur de la dynastie des Han (202 av. J.-C.). Au troisième rang les ouvriers. Et tout en bas de l'échelle sociale se trouvent les marchands dont on peut dire qu'ils n'ont joué aucun rôle digne d'être remarqué. Au surplus, ils étaient considérés avec beaucoup de mépris. C'est ainsi qu'à l'époque de Kao Tsou¹, ils ne pouvaient monter à cheval, ni endosser l'habit de soie². Cette double interdiction est à noter au point de vue sociologique.

On peut faire ici une remarque intéressante qui montrera que les physiocrates français, s'ils n'ont pas connu l'histoire de la Chine, lui ont emprunté, à leur insu, une de ses pensées les plus originales. Le Chinois considère le travail de la terre comme le premier de tous les travaux. C'est la véritable richesse, tandis que les industriels et surtout les commerçants font partie de la « classe stérile ». Ce n'est pas là une pensée qui soit morte avec les dynasties féodales puisque, avant la révolution de 1911, le fils du Ciel (l'Empereur) une fois par an mettait avec solennité la main à la charrue pour montrer à tout son peuple en quelle estime il tenait la classe des paysans. C'est un grand monarque, l'Empereur Wen (180-157 av. J.-C.), qui est considéré comme une sorte de Marc-Aurèle chinois, qui a réduit l'impôt sur les terres mais a augmenté celui que payaient les marchands.

Tous ces faits, et beaucoup d'autres que nous pourrions citer, sont significatifs. Il font la preuve que dans l'esprit de tous les Chinois cultiver tout ce qui se ratta-

1. Fondateur de la dynastie des Han, il reçut à sa mort (195 av. J.-C.) le nom de Kao-Tsou.

2. Lao-Chi-Chen, *Etudes sur l'histoire sociale de la Chine*, Changhaï, 1929.

che au commerce ou à l'industrie était chose négligeable.

On conçoit dans ces conditions que l'évolution économique de la Chine s'en soit ressentie.

Néanmoins, depuis 1840, avec la suppression du régime politique et social qui s'était maintenu depuis des millénaires, la Chine, au point de vue économique est entrée dans une voie révolutionnaire.

A notre sens, on n'a pas suffisamment marqué les nécessités qui ont forcé la Chine à accomplir sa révolution économique. Il faut se rappeler que 1840 vit la guerre dite de l'Opium avec l'Angleterre qui devait se terminer par le traité de Nankin (voir troisième partie, chap. II).

Cette date a son importance, elle est le point de départ de l'emprise des principales puissances occidentales sur la Chine, lesquelles en vertu de la doctrine de « l'égalité des chances » l'obligèrent à ratifier des traités qui consacrèrent à leur profit des situations privilégiées. Dès lors, une ère nouvelle commençait. La Chine, bien malgré elle, était tirée de son isolement. La force militaire ouvrait au commerce international des ports et des villes commerçants. C'était la preuve que l'étude des belles-lettres et de la philosophie ne suffisait pas à garantir son indépendance même vis-à-vis des Etats européens les plus épris de progrès. Le contact un peu brutal avec les civilisations européennes eut pour résultat de faire naître des initiatives intéressantes. C'est ainsi qu'en 1862, était fondé à Pékin le Tong Wen-Kwang, le premier institut des recherches scientifiques dont un Anglais, M. W. Martin, fut le directeur¹. En 1871, deux

1. *Les problèmes économiques de la Chine* (publication de l'Association économique de la Chine), Changhaï, 1829, p. 318.

hommes qui ont joué un grand rôle dans la politique de la Chine, Sseu Kuo Fin et Li-Hong Tchang demandèrent au gouvernement d'envoyer en Europe les élèves de nos grands établissements pour s'initier à l'étude des questions économiques et techniques. Le gouvernement de Pékin acquiesça et, en 1876, 46 étudiants faisaient route pour l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Ils devaient visiter les principaux établissements de la marine et les grandes usines métallurgiques, étudier les disciplines non pas intellectuelles mais industrielles et saisir quel profit pourrait en retirer l'économie chinoise. Le résultat de cette enquête fut intéressant. Des usines, des ateliers, des imprimeries pour la traduction des livres furent créés de toutes pièces¹.

Disons quelques mots sur les premières traductions en Chine. Elles nous aideront à comprendre quelles étaient les préoccupations des Chinois cultivés. Il est utile de le constater que ce furent des livres concernant la science économique, comme le *Manuel of political economy*, de Henry Fawcett (1863), traduit en chinois en 1880 par M. Wang Hong Tso, professeur de Tong Wen Kwang et le livre célèbre de W. S. Jevons, *Principles of political economy*, 1878. Mais ces livres, quoique intéressants, n'excitèrent pas une grande curiosité, car ils étaient trop dogmatiques. Par contre, le grand ouvrage, d'Adam Smith sur la nature et les causes de la richesse des nations connut un succès prodigieux. Il fut traduit en 1901, par M. Yin Foo. M. Yin Foo n'était pas un économiste, mais un mathématicien. Il fut un des chefs du mouve-

2. Kuo-Ping-Weng (recteur de l'Université Nationale du Sud-Est) a marqué cette évolution dans *China's advanced education for the past 50 years*, Shanghai, The Shun Paos, 1923).

ment pour l'étude de la pensée occidentale. Il fit divers séjours en Angleterre, s'intéressant surtout aux questions maritimes, philosophiques et sociologiques. C'est ainsi qu'il traduisit *Evolution and Other essays* (Huxley), le *System of logic* de Stuart Mill et les *Studies of Sociology*, de Spencer. Il a expliqué lui-même les raisons qui l'ont amené à traduire Adam Smith¹. D'abord, dit-il, cet ouvrage, quoique vieux de plus d'un siècle, est toujours vivant et utile pour la compréhension des problèmes du temps présent. Ensuite, cet économiste a exposé les erreurs du gouvernement anglais relatives à sa politique générale et cela est intéressant, parce que nous avons vu que, sur ce point, le gouvernement anglais n'avait rien appris². Adam Smith a étudié à fond les systèmes économiques français et anglais. Sa documentation est abondante. Grâce à lui, il est inutile de recourir à d'autres auteurs antérieurs. Son jugement enfin est très sûr. La traduction de M. Yin Foo a eu un très grand et très légitime succès, car il s'est efforcé de suivre de très près la pensée du célèbre économiste anglais sans néanmoins négliger le caractère littéraire de l'œuvre qu'il nous faisait connaître³.

Signalons aussi que le bureau spécial de traduction de Kiang Nan, entre 1868 et 1897, ne compte pas moins de 170 volumes de langues étrangères traduits en langue

1. Voir l'avant-propos de sa traduction, p. 2.

2. Nous voulons dire que l'Angleterre a presque complètement délaissé l'exploitation agricole pour l'industrialisme. Les résultats sont, qu'elle est obligée de faire appel au Continent pour se nourrir et qu'elle subit une crise de chômage dont on ne peut dire ni quand ni comment elle prendra fin.

3. Hu Shi-Tse (professeur de l'Université de Pékin), *China's literature for the past 50 years. The past fifty years, 1892-1922*, Changhaï.

chinoise et dont le plus grand nombre se rapportait aux questions économiques¹.

Ce mouvement a eu une grande importance. On s'est mieux rendu compte en Chine de l'idée générale de la science économique et de ses applications. C'est de cette époque que date l'introduction des premières machines fabriquées en Europe. Nous avons donc à bon droit considéré la guerre de 1840, comme inaugurant une ère nouvelle pour la Chine au point de vue économique et politique. C'est le commencement de la fameuse politique de la porte ouverte qui devait aboutir au régime des concessions et aux luttes d'influence de l'impérialisme économique européen.

Cette révolution économique, le mot n'est pas trop fort, devait aussi amener des transformations profondes dans l'organisation de la production et du commerce. Il serait vain de rechercher tout d'abord ici si ce progrès matériel n'a pas ébranlé les fondements de l'éthique chinoise. La révolution industrielle de l'Angleterre qui s'est opérée au XVIII^e siècle par l'introduction de la machine à vapeur et le développement de la grande industrie a eu sa répercussion dans le déplacement des courants sociaux. Une économie nouvelle détermine une sociologie nouvelle et si l'industrie comme dit Saint-Simon est la « source de toutes les richesses et de toutes les prospérités », elle est aussi la cause des révolutions politiques et sociales.

Nous croyons qu'il peut être utile pour connaître quelle serait la meilleure méthode susceptible de déterminer une nouvelle évolution de la Chine, d'étudier la

1. *Les problèmes économiques de la Chine*, p. 315 (publication de l'Association économique de la Chine, Changhaï, 1929).

révolution économique qui s'est produite dans la Chine contemporaine.

Je m'estimerai récompensé de mes efforts si cette étude pouvait présenter quelque intérêt et surtout s'il en pouvait résulter quelque bien pour l'avenir de notre cher pays.

PREMIERE PARTIE

La transformation de l'agriculture en Chine dès la seconde moitié du XIX^e siècle

Nous savons que la Chine ancienne accordait la première place dans l'échelle des valeurs économiques à l'agriculture et que de tous les pays c'est celui où l'exploitation agricole a atteint le plus haut degré d'intensité. La classe paysanne, de nos jours encore, constitue 85 % de la population totale¹.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les principales nations occidentales se disputent ses débouchés extérieurs et essaient de mettre la main sur les points par où s'écoulent toutes ses richesses. Le régime d'échanges qui en résulte amènera le développement de l'agglomération urbaine et le développement encore inconnu jusqu'à cette époque de l'industrie et du commerce.

Les fondements économiques de la Chine subissent ainsi de profonds changements. Mais il ne faut pas se faire d'illusion. Sans doute, la sécheresse et les inondations ne sont pas près de disparaître, d'autant que rien n'a été entrepris pour en combattre les désastreux effets. Mais l'exploitation de la terre reste néanmoins la pièce principale et maîtresse dans l'économie chinoise.

1. Revue Internationale économique, Bruxelles 1928, vol. IV, p. 497.

Nous y attachons une extrême importance. C'est pourquoi nous retracerons rapidement l'organisation des principaux types d'exploitation agricole.

La crise qui atteint la classe paysanne n'est pas un phénomène particulier à l'Europe. Elle existe également en Chine et a posé d'une manière singulièrement aiguë le problème agraire. Nous essaierons d'en caractériser les principales phases, ses causes et ses remèdes.

CHAPITRE PREMIER

LES TYPES PRINCIPAUX D'ORGANISATION AGRICOLE ET LA QUESTION AGRAIRE

Section I

Les statistiques récentes relatives aux exploitations agricoles

a) Statistique des exploitations agricoles

L'histoire générale de la Chine nous fournit de nombreux documents relatifs aux statistiques des exploitations agricoles. Cette statistique n'aurait pas été établie moins de 46 fois depuis l'avènement de la dynastie des Tchéou (1122 av. J.-C.) jusqu'à la dynastie Tsien (1911)¹. Les études relatives à l'impôt foncier et les données démographiques que nous trouvons dans le Wen Hsien Tong Kao² (ou histoire générale administrative et économique) nous font connaître que l'étendue des terres arables était de 400.000 arpents chinois à l'époque de la dynastie des Tchéou. La population comprenait 111.941.923 hommes et le système d'exploitation pra-

1. *Les problèmes économiques de la Chine, opus citat.*, p. 7.

2. *Recueils historiques des principaux règlements édictés avant la dynastie des Yuan*, par Ma. Toang Lin. Son ouvrage se compose de 348 livres, divisé en 24 parties. Celles qui nous intéressent particulièrement se rapportent à la population et à l'impôt foncier. Des suppléments de cet ouvrage ont été rédigés sous les Tsieng par ordre de l'empereur Kien Loung. La première série va jusqu'à la fin des Ming. La seconde concerne la dynastie mandchoue. Cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque Nationale. Cote : Chinois courant 768-782.

tique était sous la forme de Tsien-Tien¹. Chacun pouvait recevoir 100 arpents chinois de terre lorsqu'il atteignait l'âge de vingt ans, mais arrivé à la soixantaine, il devait les restituer à la collectivité, c'est-à-dire au gouvernement. On estime que le nombre des exploitations était dans la proportion de 2 /5 comparé au chiffre de la population. Cette statistique est vraisemblable parce que nous savons que la même proportion existait dans la période du Kao-Tsou (fondateur des Han, 202 av. J.-C.). La terre cultivable était évaluée à 827.053.600 arpents chinois. Mais en l'an 146 (dans les dernières années des Han) elle n'était plus que de 693.012.338. A l'époque de la dynastie Tsi, en 589, elle atteint 1.940.426.700, et en 611, 5.585.404.000. Ce dernier chiffre nous paraît pour le moins sujet à caution, car il est difficile d'admettre que le nombre des terres cultivables ait atteint une telle progression dans une période de 22 ans. Quoi qu'il en soit, sous la dynastie Song (960-1279) on ne trouve plus que 524.758.432 arpents, d'après les statistiques de 1021. Pendant la dynastie des Yuan (1280-1367), nous trouvons 1.983.000.000 d'arpents; pour retomber au chiffre de 850.762.368 en 1393, sous la dynastie Ming et 422.805.800 en 1502². Dans la période comprise entre 1675 à 1911 (dynastie Tsieng), on trouve en 1734,890 millions 138.724 arpents; en 1766 : 741.449.550 pour une

1. Ce système pourrait être qualifié de système communiste. La terre se trouvait divisée en 9 carrés, chaque carré était l'équivalent de 100 arpents chinois. Au centre se trouve ce que les Romains appelaient « l'ager publicus », les huit autres étaient attribués à huit familles avec chacune 100 arpents. Chaque famille était obligée de cultiver la terre appartenant à l'Etat.

2. Supplément de Wen Hsien Tong Kao.

population qui avait atteint plus de 200 millions¹, en 1887, 911.976.606 avec une population de 377.636.000².

Passons au changement de régime : de 1914 à 1918, le Ministère du Commerce et de l'Agriculture publie annuellement des statistiques se rapportant aux questions agricoles, divisées en deux parties : 1^o les rizières, 2^o les terres arables. On trouve les données suivantes³.

Années	Rizières (arpents chinois)	Terres arables (arpents chinois)	Total
1914	1.394.146.418	184.201.507	1.578.347.925
1915	1.319.511.191	122.818.497	1.442.333.668
1916	1.384.937.701	125.037.760	1.509.975.461
1917	1.218.367.436	106.821.664	1.565.186.100
1918	1.217.299.298	97.192.892	1.314.472.190

Ces données statistiques doivent être accueillies sous bénéfice d'inventaire. Nous savons en effet que beaucoup de gouvernements provinciaux négligèrent de faire les déclarations qui leur étaient imposées : ainsi, pour la province de Houpé qui comprend 69 districts, 62 seulement répondirent à l'enquête : pour la province de Kwangsi sur 84 districts, il n'y eut que 77 districts qui s'y conformèrent⁴.

Mais pour corroborer cette statistique, nous possédons une autre source, qui est l'enquête qui fut faite par le Comité d'Informations agraires du Kuomintang et qui a été publiée en 1925. On y trouve que les terres arables ont dépassé 1.300.000.000 arpents avec 56 millions d'exploitants⁵.

1. *Les problèmes économiques de la Chine*, p. 13.

2. *Revue périodique de la Science sociale*, éditée par l'Université de Pékin, t. III, n° 4.

3. Statistique du Ministère du Commerce et de l'Agriculture, 1919.

4. *Les problèmes économiques de la Chine*, p. 27.

5. *The Eastern miscellany* (The commercial press), vol. XXV, numéro de janvier 1928, p. 33, Changhaï, 1928.

b) *Nombre des exploitations*

Nous utilisons les statistiques publiées par le Ministère du Commerce et de l'agriculture de Pékin.

On trouve :

1914	.....	50.420.315
1915	.....	46.766.250
1916	.....	59.322.504
1917	.....	48.907.853
1918	.....	43.935.478

A cause de la guerre civile qui sévit en Chine, nous ne possédons pas de statistiques plus récentes.

Section II

Morcellement et transformation des Domaines

a) *Morcellement des Domaines*

L'exploitation agricole a toujours été assez médiocrement effectuée. Il n'existe pas en Chine ce qu'on peut appeler la grande exploitation. Un recensement a été effectué en 1920, d'une façon incomplète d'ailleurs, mais tel qu'il a été fait, il suffira pour nous donner une idée des différents types d'organisation agricole.

Superficie des domaines

en arpents chinois

Nombre des expl.

moins de 10	.....	17.805.125
de 11 à 30	.....	13.248.474
de 31 à 50	.....	10.123.214
de 51 à 100	.....	5.358.314
plus de 100	.....	2.853.464

On remarquera que l'exploitation inférieure à 10 arpents représente 30 % tandis que celle supérieure à 100 arpents n'est que de 5 %. Nous ignorons si les derniers événements qui se sont passés pourraient apporter de grands changements. C'est peu vraisemblable; car le type de la petite exploitation fait partie depuis très longtemps de l'économie rurale chinoise.

b) *Transformation des domaines*

Les socialistes ont coutume de diviser l'humanité en deux classes : ceux qui possèdent des terres et ceux qui n'en ont pas, autrement dit : les propriétaires fonciers ou les entrepreneurs et les salariés. En Chine, nous distinguons les petits propriétaires (puisque la grande propriété y est, de nos jours encore, une exception), ceux qu'on appelle des demi-propriétaires et enfin les fermiers qui louent leurs terres.

Années	Petits propriétaires	Demi- propriétaires	Fermes
1918	53 %	21 %	26 %
1919	49 %	19 %	32 %

Ce tableau, dans sa sécheresse, est digne de remarque. Il nous montre dans un espace de temps très restreint, le nombre décroissant des petits propriétaires. Il faut l'attribuer sans doute aux guerres civiles qui ravagent périodiquement la Chine, mais aussi au développement du capitalisme. Les petits propriétaires ne peuvent soutenir la lutte; ils disparaissent et leurs terres vont s'agglomérer dans celles appartenant à de vastes entreprises qui se sont formées depuis 1918, surtout dans les provinces du Sud-Est de la Chine où on trouve un grand

nombre de métayers ou fermiers travaillant pour un grand propriétaire. Tandis que, dans les provinces du Nord-Ouest, le cultivateur a pu se maintenir. Mais il ne faudrait pas exagérer le développement de la classe capitaliste agricole : elle est à peine née.

CHAPITRE II

DE LA DECADENCE DE L'AGRICULTURE DANS LA CHINE CONTEMPORAINE

La transformation de l'agriculture se présente en Chine sous un aspect inquiétant. La Chine connaît également la crise agricole. Ses campagnes commencent à se dépeupler et par voie de conséquence l'étendue de terres incultes s'amplifie. On arrive à ce résultat paradoxal de voir le plus grand peuple de paysans qui soit obligé d'importer des matières alimentaires. Cet état de choses qui était latent depuis le changement de régime s'est accentué depuis 1918.

Section I

Augmentation de l'étendue des terres incultes

D'après l'annuaire de la Chine, publié par la Société sino-japonaise, les terres incultes qui, en 1914, recouvraient une étendue de 358.235.867 arpents chinois sont passées en 1918 à 848.935.748 arpents¹, c'est-à-dire une

1. Li-Ta, *Etude sur l'évolution industrielle de la Chine*, Changhaï, 1929, p. 34.

augmentation de près de 60 %. Nul doute qu'avec les guerres civiles qui sévissent actuellement à l'état endémique, ces chiffres ne soient à l'heure actuelle dépassés.

Section II

La dépopulation des campagnes

Nous avons vu que le nombre des exploitations qui était en 1914 de 50.420.315 n'était plus que de 43.935.478 en 1918, ce qui, évidemment est la preuve d'un certain exode rural. Les causes de cet exode sont multiples. Il ne faut pas oublier que la Chine est le pays des inondations et des grandes sécheresses qui sévissent périodiquement dans un grand nombre de provinces. Le docteur Legendre, qui a passé de longues années en Chine, a pu dire que pour certaines provinces la mortalité était véritablement effrayante, en particulier dans le Tchili, le Chantoung et le Honan¹. Les pouvoirs publics ne se sont jamais inquiétés de lutter efficacement contre ces fléaux. Les paysans rançonnés et découragés se sont enrôlés dans les armées des généraux qui se disputaient le pouvoir public : il est plus facile de piller que de labourer et s'ils ne recevaient pas toujours la solde qui leur était promise on leur laissait toute facilité pour se dédommager quand l'occasion s'en présentait. Enfin le développement de l'industrie, depuis ces vingt dernières années, a amené la surpopulation de certains grands centres voisins des ports par où se fait tout le trafic com-

1. Legendre, relation de son voyage en Chine dans l'*Illustration* de 1920 et v. aussi son livre : *La civilisation chinoise moderne*, Paris, 1926.

mercial. Changhaï nous offre à ce sujet un exemple typique; il y a une trentaine d'années, ses habitants ne dépassaient pas 100.000 âmes, aujourd'hui, elle est devenue la métropole commerciale et industrielle de la Chine avec une population de 2.758.350¹. Même en tenant compte de l'afflux des émigrants japonais, il est évident que cet accroissement extraordinaire n'a pu se faire que par le « pompage » des masses rurales.

Section III

Accroissement de l'importation des denrées alimentaires

C'est un fait : la terre chinoise, faute de bras pour la mettre en valeur, ne nourrit plus son peuple. Elle est obligée de faire appel au riz de l'Inde, de l'Indochine et de la Californie.

Les statistiques sont ici singulièrement éloquentes : l'importation des denrées alimentaires dans les années de 1902 à 1911 faisaient ressortir une valeur de 26.131.837 taëls, d'après leur passage en douane. Pour les années 1912 à 1920 on trouve 37.641.076 taëls. Pour les mêmes périodes, l'exportation n'est que de 2.084.967 taëls (1902 à 1911) et 10.174.550 (1912 à 1920)².

Les données statistiques les plus récentes que nous possédions concernent l'année 1923 : elles accusent la progression régulière du mouvement des importations étrangères puisqu'elles représentent une valeur de 140

1. Tche Shun Paos (*Journal de Changhaï*), Changhaï, 8 octobre 1929.

2. Kao Cheng-Chung *China's agricultural history for the past 50 years* (1872-1922).

millions 388.750 taëls contre seulement 21.268.581 taëls à l'exportation¹.

Le thé était le principal objet de commerce extérieur, depuis l'année 1657, surtout avec l'Angleterre, son exportation pour les années 1876 à 1884 était évaluée à plus de 30 millions de taëls². Sa réputation le faisait rechercher sur les principaux marchés européens. Or, chose inouïe, aujourd'hui, on ne le trouve presque plus, même sur le marché de Londres. Il a cédé la place aux thés des Indes et de Java, lesquels pour la seule année 1916 représentent à l'exportation une valeur de 6.700.000 taëls. Je crois qu'il est difficile de trouver un autre pays où l'on pourrait assister à une aussi douloureuse agonie de la production nationale.

1. Li-Ta, *Etudes sur l'évolution industrielle de la Chine*, p. 38.

2. Nieh-Chi-Chieh (ancien président de la Chambre de Commerce de Changhaï), *China trade for the past 45 years. The past fifty years* (1872-1922), Changhaï, 1923. The Shun Paos.

CHAPITRE III

LES CAUSES QUI ONT AMENE LA DECADENCE DE L'AGRICULTURE

Quelles sont les causes, que l'on pourrait appeler destructrices de l'agriculture en Chine ?

Elles peuvent être ramenées à trois ordres d'idées :
1° les causes qui sont imputables à l'évolution des rapports économiques internationaux; 2° la guerre civile; 3° les rapports entre le capital et le travail dans l'agriculture.

Section I

Causes imputables aux rapports économiques internationaux

La première de ces causes vise surtout les empiètements des puissances étrangères en Chine. Cette période commence avec la guerre de l'opium, en 1840 jusqu'au soulèvement des Boxers en 1901, qui fut un mouvement de réaction nationaliste contre l'invasion étrangère¹.

1. Kao Ching Chung, *China's agricultural history for the past 50 years. The past fifty years (1872-1922)*, Changai, 1923. The Shun Pao.

La Chine fut contrainte de consentir sur son propre territoire des situations privilégiées à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la France et à la Russie et de plus à leur payer de très fortes indemnités de guerre. Mais le gouvernement mandchou ne trouvait pas toujours l'argent nécessaire et il était obligé, pour payer l'un, d'emprunter à l'autre. En 1894, au lendemain de la guerre russo-japonaise, le gouvernement russe comme contre-partie d'un emprunt consenti à la Chine et qu'il garantissait se fit consentir le droit de prolonger le transsibérien à travers la Mandchourie septentrionale et de construire un embranchement qui devait aboutir à Port-Arthur. C'était le commencement de ce que lord Salisbury a appelé la « bataille des concessions¹. » De 1900 à 1914, les grands groupements financiers des puissances intéressées investissent un grand nombre de leur capitaux en Chine.

Ils prenaient ainsi une hypothèque sur notre sol, car ces emprunts n'ont amélioré que médiocrement la situation économique de la Chine, mais servaient surtout de gage et de source de profit à des hommes d'affaires, puissances interposées travaillant pour le compte de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la Russie. C'est ainsi qu'en avril 1923, des groupes financiers appartenant à ces puissances et au Japon avaient consenti un emprunt de 25 millions de livres. Le gouvernement de Yuan Chi-Kai en utilisa le produit pour tenter le rétablissement de la monarchie à son profit². Très souvent d'ailleurs, il en fut ainsi, et l'argent étranger servait à alimenter l'activité des coterie politiques. Les puis-

1. Achille Viallate, *L'Impérialisme économique*, Paris, 1923, p. 143.

2. Wang Ching Wai (Président du Comité exécutif du Kuomintang), *La Chine et les nations*, traduct. de M. Heywood, Paris, 1928, p. 121.

ces y trouvaient doublement leur avantage. Elles se faisaient remettre des gages (contrôle des douanes, concessions de chemin de fer, etc.) et elles tenaient par ce moyen le gouvernement à leur dévotion. Mais qu'est-ce qui supportait les charges fiscales, devenues de plus en plus lourdes, directement ou indirectement pour le remboursement des sommes empruntées, si ce n'est la population rurale.

La politique de la « Porte Ouverte » a eu pour résultat de faire écouler les marchandises de provenance européenne non seulement sur les grands centres de l'intérieur, mais aussi dans les villages. Ce fut là un coup très sensible porté à la petite industrie rurale. En effet, les paysans chinois s'adonnaient à leurs heures de liberté, à l'élevage des vers à soie, à la culture des fils de lin, etc. Ils ne le font plus aujourd'hui, puisqu'ils ne trouvent plus la possibilité d'en tirer bénéfice.

Le commerce de la soie occupait dans la première moitié du XIX^e siècle une place prépondérante dans l'économie chinoise et même mondiale. En effet, près de 50 % de sa production totale provenait de la Chine et était exporté. Aujourd'hui, la soie de provenance chinoise a dû céder le pas à celle du Japon et de l'Italie; si bien qu'en 1916 ce commerce ne représentait plus qu'une proportion de 27 %¹⁾.

Section II

L'influence néfaste de la Politique intérieure

a) *L'exaction fiscale.*

C'est peut-être la principale cause du déclin de l'agriculture chinoise. Il est facile de s'en convaincre. D'abord

1. Li-Ta, *opus citat.*, p. 125.

cette politique des coteries a engendré, depuis plus de vingt ans, la guerre de province à province. Le paysan voit périodiquement ses champs dévastés par la soldatesque ou les bandes de pillards qui profitent des troubles pour se répandre dans les campagnes.

A l'heure actuelle, cette guerre continuelle a amené la dissociation politique de la Chine. Les gouvernements provinciaux se taillent des vice-royautés et font fi du gouvernement central. On peut comparer notre situation à celle de la France féodale, lorsque la royauté était encore trop faible pour lutter contre les grands seigneurs avec cette différence que si les vassaux avaient vu leur pouvoir confirmé en s'acquittant de l'hommage qu'ils devaient au Roi souverain fief-feux du royaume, il n'en est pas de même en Chine¹. Le gouvernement de Pékin ou de Nankin n'a jamais reconnu les usurpations qui ont été faites de ses pouvoirs. Ce morcellement politique entre la Chine du Nord et la Chine du Sud a, au point de vue économique, des conséquences désastreuses, car, chaque gouvernement qui s'est rendu indépendant s'est empressé d'établir une ligne de douane à sa frontière. Si on en croit un professeur de l'Université de Pékin, M. Ma, qui a fait une enquête sur la douane intérieure chinoise, on compterait présentement plus de 700 douanes intérieures. La province de Kiang-Su a elle seule en possédait 58¹. Inutile d'ajouter que la stabilité n'est pas le caractère principal de ces tarifs et qu'ils sont remaniés toutes les fois que le gouverneur militaire ou civil le juge à propos. Il faut signaler également la multiplicité des impôts qui pèsent sur la terre.

1. Conférence de Ma Yin Chu, Changhaï, 1924, t. I, p. 223.

Sous la monarchie mandchoue, les paysans étaient redevables : 1^o de la taxe de service personnel; 2^o de la capitation; 3^o de l'impôt proprement dit de la terre. A l'avènement de la République en 1912, on condensa toutes ces redevances en une seule. Mais depuis, le taux en a été considérablement augmenté : de 39 % de 1912 à 1928. Un économiste allemand, M. Wagner a pu dire que le paysan chinois payait 15 fois plus d'impôts que le paysan prussien d'avant 1870¹, puisqu'il devait acquitter une somme équivalente à 1 dollar 7 sous par arpent.

La perception de l'impôt donne lieu à l'arbitraire le plus éhonté. Les agents du fisc ne sont pas rétribués par l'Etat, en conséquence, ils prélèvent en sus de l'impôt, une sorte de « pourboire » qui leur tient lieu de traitement. A la faveur des discussions intestines, les gouverneurs provinciaux font rentrer directement les impôts et en fixent eux-mêmes le montant. On peut même affirmer que, sur ce point, ils font preuve d'un singulier esprit de prévoyance : les impôts sont perçus trois ou quatre ans à l'avance et même plus, puisqu'on cite certaines provinces qui ont payé au fisc jusqu'en 1940. Mais les malheureux contribuables chinois ne sont pas quittes à si bon compte. Au cas de changement de gouverneur dans la province, ce qui arrive fréquemment, le nouveau fonctionnaire qui trouve les caisses du Trésor vides, s'empresse de fixer de nouveau les impôts et à les percevoir à partir de l'année où il entre en charge.

b) *La question monétaire.*

Elle revêt, comme dans tous les pays, une importance très grande, mais avec des caractéristiques qui en ren-

1. *Die Chinesische Landwirtschaft*, Berlin, 1926, p. 139.

dent la solution très difficile. La Chine pratique actuellement le système du monométallisme argent. La monnaie en circulation est la monnaie de cuivre. Le système de la liberté de la frappe a été reconnu aux gouverneurs. Ce fut là l'origine de ce qu'on pourrait appeler les « troubles monétaires ». Tous les dictateurs de province, petits ou grands, ont inondé la Chine de leur monnaie, mais comme la circulation était de beaucoup supérieure à l'encaisse métallique, il arrive ce qui est toujours arrivé en pareille occurrence : le signe monétaire ne correspondait bientôt plus à rien. Il s'ensuivit une perturbation générale des prix.

Quant à la monnaie de papier les billets qui étouffent le marché intérieur sont inconvertibles en monnaie métallique. Et comme les gouvernements qui se succèdent ont été obligés de décréter le cours forcé, on imagine quelle valeur peut être accordée à une pareille monnaie. C'est ainsi que pour la période qui commence en 1920 et qui est marquée par la guerre du Chili-Anhwei qu'on appelle aussi la bataille du Chi-An (une des plus grandes batailles qui ont illustré les guerres civiles continues depuis la fin de la guerre mondiale) la dépréciation des billets de banque a été de 57 % de sa valeur, celle de la monnaie de cuivre municipale de Pékin, de 42 %¹.

Pour la même année 1920, il y avait pour plus de 1.628.360 dollars de billets inconvertibles en circulation dans les provinces de Hou Nan. De 1927 à 1929, les guichets des banques furent fermés par ordre du gouvernement dans les provinces de Honan et de Kiangsi².

1. Conférence de Ma-Yi-Chu, Changai, octobre 1924.

2. *Bulletin du Commerce* (la Chambre de Commerce de Changhaï), vol. VIII, n° 2.

La Banque de Mandchourie se trouvait dans l'impossibilité d'opérer le moindre investissement et la dépréciation du billet de banque était telle que 5.000 billets ne valaient plus que 100 dollars d'argent¹, les prix des marchandises subirent des fluctuations formidables; ils étaient de plus de 566 % en 1927-1928² (en prenant 100 pour 1914). Le gouvernement achetait les approvisionnements de blé et de riz qui lui étaient nécessaires avec un billet devenu inconvertible, mais il obligeait les paysans à payer leurs impôts en monnaie métallique.

Section III

Les rapports du Capital et du Travail dans l'Agriculture

Nous examinerons succinctement cette question telle qu'elle se présente en Chine. Nous avons vu qu'il existe dans ce pays un mouvement de concentration agricole qui est postérieur à la guerre; d'autre part, 70 % environ de la population rurale pratique le bail à ferme, soit sous forme d'affermage, soit sous la forme de métayage.

a) *L'affermage*

Il est payé en nature ou en monnaie. Si c'est un affermage en nature, le fermier donnera au propriétaire une quantité convenue de riz ou de blé. Ce régime est encore pratiqué dans un très grand nombre de provinces

1. *The Banker's Weekly*, Changai, 21 février 1928, vol. XII, n° 6.
2. *The Eastern miscellany*, Changai, 1928, vol. XXV, n° 19, p. 19.

mais il va sans dire que la mesure de l'affermage varie de province à province. Ainsi, dans le Kiangsu, elle est de 11 boisseaux de riz pour un arpent chinois, dans le Hupé de 8 à 20 boisseaux¹. L'affermage en monnaie se rencontre surtout dans la province de Kwangton et il équivaut de 10 à 20 dollars par an pour chaque arpent.

Ce système s'est révélé très dur pour le fermier, car si le paysan chinois est sobre et travailleur, il ne possède pas encore les moyens scientifiques qui sont employés actuellement dans les autres parties du monde pour augmenter le rendement du sol. Nous savons aussi qu'il lui manque la sécurité nécessaire, depuis 1918 surtout, pour recueillir les profits de son dur labeur, puisqu'il arrive que les campagnes servent de champ de batailles aux armées du Nord et du Sud.

b) *Le métayage*

C'est l'association entre le propriétaire du sol et le métayer, mais elle est particulièrement difficile à maintenir sur des bases équitables puisque l'un ne voudra tenir compte que de l'amélioration du rendement provenant du capital engagé et que l'autre associé envisagera surtout le travail qu'il a fourni. Le partage se fera d'après la coutume établie ou par la convention. Dans les provinces du Nord et du Centre, une très vieille coutume veut que les droits du propriétaire et du métayer soient les mêmes quant aux produits. Dans le Chensi, le métayer touche les 6 dixièmes des produits nécessaires à l'exploitation et les animaux¹.

1. *The Eastern miscellany*, vol. XXVI, mai 1929.

2. *The Eastern miscellany*, vol. XXVI, n° 9, Changai, 1929.

Il existe aussi une organisation agricole intermédiaire entre le fermage et le métayage : c'est l'entreprise. En réalité, elle correspond à une sorte de sous-location de la terre. Cette forme revêt souvent le caractère d'une société anonyme. C'est ainsi qu'à Kwangton une société s'est formée avec un capital d'un million de dollars. On a dénombré également sept sociétés anonymes avec ensemble un capital de 332.450 dollars constitués spécialement pour le financement des entreprises agricoles.

La situation de fermier dans l'entreprise est encore plus dure que dans l'exploitation sous forme de métayage ou de fermage. C'est qu'en effet la société constituée pour le marché de la sous-location de la terre prélève un très lourd tribut puisqu'elle doit à la fois maintenir intact le capital engagé dans l'entreprise et servir un intérêt aux actionnaires.

c) *De la nécessité de l'institution du crédit agricole.*

Le crédit agricole en Chine comprend deux catégories : le mont-de-piété et le crédit personnel.

Lorsque le paysan avait besoin d'argent il ne trouvait personne pour lui en prêter. Et comme, de tout temps, les prêteurs d'argent font entrer dans le calcul de l'intérêt l'élément rétribution et l'élément risque¹, il était arrivé que le taux de prêt dans l'Empire du fils du ciel avait atteint un plafond qui n'était dépassé par aucun pays. C'est pourquoi le gouvernement avait décidé que le taux de prêt consenti par le mont-de-piété ne devait pas dépasser 3 %. En réalité, au moment de la disette, les taux s'élèveront à 20 et jusqu'à 40 %.

1. *Principes d'économie politique* de M. Gide, 1920, p. 527.

Pour le crédit personnel, les créanciers exercent le prêt à la petite semaine avec un intérêt de 10 % par jour¹.

Dans certaines provinces, comme le Kiangsi, on pratique le prêt en nature. Le paysan qui emprunte un dollar argent doit en rembourser l'équivalent sous la forme de dix boisseaux de riz ou de blé. Il arrive très souvent que toute la production se trouve accaparée par l'usurier et que le paysan ne pouvant plus payer son fermage se trouve réduit à une condition des plus misérables.

1. *The Eastern miscellany*, vol. XXVI, n° 9, Changaï, 1929.

DEUXIÈME PARTIE

Le développement de la nouvelle industrie en Chine

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE DANS LA CHINE ANCIENNE

Section I

Caractère familial des premières manufactures

L'évolution industrielle de la Chine a été très longue et on peut dire que jusqu'à la fin du xix^e siècle les Chinois sont demeurés un peuple exploitant avant tout la terre. L'industrie manufacturière qui est très ancienne n'a été pendant longtemps considérée que comme une occupation accessoire. On ne s'y adonnait que lorsqu'on ne pouvait cultiver la terre. Ce qui la caractérise essentiellement, c'est son caractère familial, les travailleurs ont chez eux un petit métier où ils tissent à la main¹.

1. Voir Tseng Tung chun, *De la production et du commerce de la soie*, thèse, Lyon, 1928. Cet auteur chinois insiste avec raison sur le respect dû au travail de la terre : « chaque empereur, dit-il, avait un morceau de terre qu'il se faisait un plaisir et un devoir de cultiver; chaque impératrice possédait des maisons et des terres réservées à la culture. Les commerçants retirés des affaires, les anciens fonctionnaires, tous n'avaient qu'un désir, celui de se livrer pour le reste de leur vie à la culture du sol tandis que leurs épouses s'occupaient de sériciculture » (p. 11).

Le matériel, très sommaire, est d'ailleurs souvent fabriqué par le paysan lui-même. C'est là l'origine de l'industrie de la soie chinoise qui, pendant longtemps, a été sans rivale. Comme l'industrie de la soie, la céramique, elle aussi, est d'origine rurale. C'est dans la province de Kiangsi que se trouve le centre le plus actif de l'industrie de la porcelaine, qui est devenue la ville célèbre de Kinté-Tching, qui n'était aux environs du ^{vii}^e siècle qu'un tout petit bourg habité par de modestes fermiers.

L'industrie manufacturière s'est développée considérablement, tout en conservant un caractère archaïque. Les artisans n'ont à leur disposition qu'un capital de faible importance : très souvent, les marchands qui leur achètent leurs marchandises leur fournissent à l'avance les matières premières. Le maître, le compagnon, l'apprenti travaillent ensemble. Seul, le compagnon est rétribué. Ce caractère corporatif de l'industrie chinoise explique le haut degré de perfectionnement auquel ont atteint la soie, la porcelaine et la céramique. Les heures de travail ne sont pas réglementées. C'est que le travail n'offre pas ce caractère qui révèle son origine servile, qui est le propre du travail européen. L'atmosphère de l'atelier chinois est celui d'une grande famille, on y respire la gaieté et ce sont parfois des bavardages interminables au milieu des tasses de thé qui circulent.

Les vacances sont fréquentes, surtout à l'occasion des fêtes du nouvel an. Les ateliers chôment alors pendant de longues semaines. Ajoutons que si le travail se fait en commun, les compagnons et apprentis partagent la même table et le plus souvent habitent sous le même toit.

Section II

Organisation de l'apprentissage

Les parents chinois envoient volontiers leurs enfants commencer leur apprentissage de très bonne heure. Le contrat est fait quelquefois par écrit : l'âge n'est pas déterminé, c'est ainsi qu'on trouve des apprentis de moins de sept ans et de plus de vingt ans.

Dès le jour de son entrée en apprentissage, l'apprenti devient en quelque sorte la *res* du maître. Il ne peut le quitter pour aller travailler chez un autre patron ; il doit le servir en tout et non pas seulement dans le métier qu'il veut apprendre. Mais il ne faut voir dans cette situation aucune analogie avec l'esclave romain.

Les apprentis ne reçoivent aucun salaire, mais seulement la nourriture. Quant à la durée de l'apprentissage elle est de trois à sept ans. Ici encore c'est la coutume de la profession qui est maîtresse et non pas la loi. Quand l'apprenti a donné satisfaction, il peut devenir un compagnon. Il reçoit alors les outils nécessaires pour exercer sa profession. Plus tard, il deviendra maître. On le voit, cette organisation offre de grandes similitudes avec l'ancien système de travail qui a régné dans toute l'Europe médiévale.

Section III

Le développement de l'Industrie mécanique

Nous venons de rappeler brièvement les origines familiales et rurales de l'industrie chinoise. L'apparition de l'industrie mécanique allait-elle lui faire subir une transformation totale ?

Sur ce point, la Chine a mieux résisté que les autres pays. Pendant longtemps, les industries européennes n'ont pu trouver place chez elle; le progrès industriel s'est heurté aux vieilles traditions du travail familial. Le développement de l'industrie mécanique n'a pu se faire qu'au détriment des vieilles industries. Nous en donnerons un exemple. Voici d'après les plus récentes statistiques¹ que nous possédions la situation de l'industrie de l'huile d'haricot.

<i>Années</i>	<i>Nombre de manufactures</i>	<i>Artisans huiliers</i>
1915	247.774	1.350.383
1916	122.927	446.369
1917	102.340	382.901
1918	92.741	357.194

Voici maintenant le nombre des établissements étrangers (comptoirs, industries, banques) qui, à partir de la fin du xix^e siècle, ont déterminé le mouvement d'industrialisation de la Chine qui se poursuit de nos jours.

<i>Pays</i>	<i>Etablissements</i>	<i>Personnes</i>
Le Japon	4.446	239.339
L'U. R. S. S.	964	74.089
La Grande-Bretagne	714	14.670
Les Etats-Unis	510	9.401
L'Allemagne	314	2.963
La France	19~	2.270

1. Statistique du Ministre du Commerce et de l'agriculture de l'année 1922.

Le Portugal	177	3.926
L'Italie	46	783
Le Danemarck	45	626
Les Pays Bas	35	469
Belgique	25	549

Ces chiffres sont donnés par le *Journal de la Chambre de commerce internationale* (numéro d'avril 1929).

CHAPITRE II

L'EVOLUTION HISTORIQUE DE L'INDUSTRIE MODERNE EN CHINE

Si la Chine n'a connu que très tardivement l'industrialisation moderne, il ne faut pas en conclure que les arts mécaniques et la science pure lui étaient choses inconnues. Tout le monde sait que les Chinois se servaient de la boussole longtemps avant tous les autres peuples. Tchang Heng en l'année 132 avait inventé un appareil destiné à enregistrer les secousses déterminées par les tremblements de terre¹. Etc'est le premier ministre de Shu, Chu Kos Liang, qui remplaça le cheval et le bœuf par des machines automatiques.

Mais il est vrai que les Chinois étaient des lettrés, des spéculatifs, bien plutôt que des partisans de la vulgarisation des progrès scientifiques.

Section I

Apparition de procédés industriels à la fin du XIX^e siècle.

La fabrication des armes

La transformation économique qui s'est opérée en Europe au cours du XIX^e siècle a déterminé des besoins

1. Né en l'an 68 de l'ère chrétienne. Tchang Heng fut un astronome éminent. Son appareil pour l'enregistrement des secousses sismographiques était fondu en bronze pur, et avait huit pieds de diamètre. Voir la description de son mécanisme ingénieux dans le *Bulletin franco-chinois*, numéro d'octobre-décembre 1929, p. 218-223.

incessants de matières premières en même temps que la recherche de débouchés nouveaux pour éviter les conséquences catastrophiques des crises de surproduction.

La Chine, avec ses 400 millions d'habitants et son étendue énorme (11 millions de kilomètres carrés, alors que l'Europe n'en possède que 9 millions 773.000) devait attirer les marchands et les industriels européens. Mais l'accès n'en était pas facile. Les puissances européennes n'hésitèrent pas : pour donner accès à leur marchandises elles eurent recours à la force. Nous n'avons pas à en traiter ici.

Humiliée à diverses reprises, la Chine voulait conserver à tout prix son indépendance. Il lui fallut créer et perfectionner son armement. C'est pourquoi Li Hong Tchang et Seu Kuo Fin demandèrent l'établissement d'arsenaux, de fabriques d'armes et de poudreries.

L'apparition de cette industrie guerrière commence en 1862 jusqu'en 1890. La Chine possède alors huit grandes fabriques d'armes et deux arsenaux maritimes. A la même époque, une école navale est fondée à Tien-Tsien¹.

Mais le développement de cette industrie, ne profita en rien ni à l'Etat, ni à la Nation. Les raisons en sont nombreuses. Tout d'abord les chefs d'entreprises n'étaient pas des techniciens mais des mandarins qui ne connaissaient que les formules épistolaires. En outre, le gouvernement ne put pas maintenir la discipline dans ses services, il en résulta une grande anarchie et une gabegie effroyables. Ainsi toutes les fois que la Chine fut obli-

1. Yang Schun (ancien doyen de la Faculté du génie de l'Université de Nankin), *China's Industrial enterprises for the past 50 years The past fifty years (1872-1929)*, Changai, 1923.

gée pour se défendre de recourir aux armes, elle fut vaincue, car les arsenaux étaient vides et les soldats n'avaient que des baïonnettes, mais ni canons, ni équipement, ni cartouches.

Section II

Le développement des entreprises d'Etat et des entreprises à caractère mixte

Les objets nécessaires à la fabrication des armes, sont le fer, l'acier et le charbon. La construction des voies ferrées présente aussi une importance considérable pour les opérations militaires. La première ligne de chemin de fer importante qui ait été construite est celle qui reliait Changai à Wousong, ces deux villes sont séparées l'une de l'autre par seize kilomètres. Elle l'avait été en 1887 par des commerçants anglais qui étaient venus s'installer dans la région. Les paysans y avaient fait une violente opposition parce qu'ils considéraient cet événement comme une mainmise des colonies européennes sur leur territoire. Il avait fallu, en effet, s'emparer de plusieurs kilomètres de terre labourables pour construire la voie. C'était un spectacle pittoresque de voir des cortèges d'hommes, de femmes et d'enfants, au nombre de plusieurs milliers parcourir les chantiers de construction et se coucher sur les rails à peine posés pour empêcher le train de sortir de la gare. Le gouvernement de Pékin qui craignait une émeute décida que la ligne projetée n'entrerait pas en circulation et il remboursa les frais que la compagnie anglaise avait déboursés.

En 1890, Li Hong Tehang, gouverneur du Chili et qui était très féru d'européanisme fit construire la ligne de

Tang-San à Tan-kou : c'est la ligne qui relie aujourd'hui Pékin à Mandahn. Elle était nécessaire pour le transport du charbon dont avaient besoin la flotte chinoise et les bateaux de la Compagnie de navigation de Tchao Chang Chu.

Cette ligne fut par la suite prolongée vers le sud jusqu'à Tsen Tsien et dans sa partie nord jusqu'à San-hai-Kuan (1894).

Li Hong Tchang occupe une grande place dans l'évolution économique de la Chine. C'était un homme de progrès, quoiqu'il fût demeuré fidèle à la monarchie mandchoue. Il fonda une grande filature à Changai en 1882 et deux hôtels pour la frappe des monnaies : l'un à Tien Tsien et un autre à Pao Ting, qui est la capitale du Chili.

Tchang Tse Tung, gouverneur de Hunkun, voulait également industrialiser la Chine. Il avait été frappé par ses prodigieuses ressources et le peu de débouchés extérieurs qu'elle possédait. Mais il redoutait l'ingérence étrangère. De 1886 à 1889, il fit construire un hôtel des monnaies, une filature, un tissage mécanique et une grande fabrique de tissus à Wu-Cheng dans la province de Hupé. Il a été l'initiateur de la grande industrie, de la fabrication mécanique et métallurgique. Grâce à lui de grands arsenaux s'ouvrirent à Hang Yang, situés en face de Hankow et qui, même de nos jours, peuvent soutenir la comparaison avec la grande industrie européenne.

Tsan-Tse Tung n'était pas à vrai dire un économiste, ses réalisations étaient l'œuvre de son expérience. Il avait été directeur général des manufactures de l'Etat et de son passage dans ce poste, il avait gardé une sorte

d'aversion pour toute entreprise purement étatiste. C'est qu'il avait vu à l'œuvre les fonctionnaires prévaricateurs se soucier uniquement de leur intérêt personnel. Aussi il voulut réaliser l'association de l'Etat et de l'industrie privée pour les grandes exploitations. Il rencontra beaucoup de difficultés dans la réalisation de ce dessein, parce que les Chinois ne connaissaient pas encore l'entreprise mixte. C'est sous cette forme, cependant, que furent construites la filature de Changhaï (1890), la manufacture des allumettes de Tsu-Cheng, celle de Cheng-Chang (1894). Il arriva même que quelques-unes de ses réalisations se firent avec l'appoint de capitaux étrangers, ce fut le cas pour la compagnie de navigation de Tchao-Chang Chu à laquelle s'intéressèrent des groupements financiers anglais et pour la compagnie métallurgique de Han-Yang qui fut l'occasion pour les Japonais de s'immiscer dans la vie économique de la Chine.

Section III

L'investissement des capitaux étrangers et la naissance de l'entreprise individuelle

Au lendemain de la guerre russo-japonaise (1894), les puissances européennes décidèrent de s'installer fortement en Chine. Elles demandèrent d'abord la signature de traités de commerce qui leur accorderaient des avantages économiques à chacune d'entre elles, puis des concessions et des sphères d'influence où leurs nationaux pourraient en toute liberté installer leur commerce et leurs industries. Ce fut aussi la période de

l'investissement des capitaux étrangers dans les grandes entreprises économiques du pays, en particulier pour la construction des chemins de fer. C'est ainsi que le Chemin de fer de l'Est Chinois a été établi en vertu d'une convention signée le 29 octobre 1913 entre le gouvernement mandchou et la Russie. Sa longueur totale était de 1528 kilomètres. Plus au sud, à la suite de l'accord du 29 octobre 1903, la France faisait construire la ligne de Hokow à Yunnan, d'une longueur de 465 kilomètres, avec un capital investi de 165 millions de francs.

De même l'Angleterre obtenait la concession de la ligne de Pékin à Mandhan et celle de Changai à Nankin.

En 1897, un syndicat belge commençait l'exploitation de la grande ligne qui traverse tout le centre de la Chine, de Pékin à Hankow¹, le Japon celle de la Mandchourie méridionale. L'Allemagne assurait le contrôle du réseau de Pékin à Poukow.

Enfin, en mai 1911, des groupements financiers anglais, français, allemand et américain établirent un accord avec la Chine pour la construction d'un réseau d'une très grande importance au point de vue économique : le réseau des chemins de fer dits du Hukuan, c'est-à-dire de Canton à Hankow et de Hankow à Szechun.

C'était l'emprise économique et sous sa forme la plus dangereuse, à savoir, le moyen de communication qui commençait à se manifester. Qui possède le chemin de fer d'un pays menace l'indépendance du pays. La Chine devait en faire l'expérience. L'industrie extractive attirait également les convoitises. C'est ainsi que l'Angle-

1 . Ce syndicat était en réalité un consortium russo-franco-belge.

terre dirigeait par ses ingénieurs et ses capitaux les mines de charbon de Kaï-Lan. Le Japon se faisait concéder les mines de fer de Ta Yé, tandis que l'Allemagne s'efforçait de pénétrer dans les provinces de Chang Toungh et de Chan Si.

Le Traité de Shimonoseki avait établi en 1895 la vassalité économique de la Chine puisqu'il accordait au Japon le droit d'établir des établissements industriels. Ce fût là l'origine de la ruée des puissances européennes, car s'il est vrai que la grande industrie chinoise doit sa naissance aux capitaux étrangers, il n'en est pas moins vrai que l'Angleterre, la France, le Japon, la Russie (pour ne mentionner que les principales puissances d'alors) trouvaient en Chine des matières premières qui leur faisaient défaut, une main-d'œuvre abondante et à bon marché et des débouchés pour leur production. Au surplus, nous traiterons cette question dans la troisième partie du chapitre II.

La prospérité des entreprises créées sur le territoire chinois par les gouvernements étrangers ne manqua pas d'attirer l'attention du gouvernement de Pékin. Il était facile de concevoir qu'elles pouvaient servir de stimulant aux commerçants et industriels chinois. Il suffisait pour cela de desserrer la mainmise de l'Etat et d'encourager l'industrie nationale. C'est pourquoi Tchang Tsé Tung demanda la suppression des entreprises gérées par l'Etat pour donner un plein essor à l'initiative privée. Il s'adressa directement à l'impératrice Tsou-Hi. Tchang Tsé Tung, était alors gouverneur du Hukang et il avait l'esprit particulièrement éveillé pour tout ce qui concernait la prospérité du pays. Il demanda à

l'impératrice d'appuyer de sa haute autorité des mesures qui auraient pour but d'intensifier la production.

Il s'agissait, en particulier, de remanier les lois commerciales pour mieux les adapter aux nécessités économiques du moment, de créer des sortes de monopoles, non pas au profit de l'Etat, mais des particuliers, et qui étaient légitimes puisqu'ils portaient sur leur œuvre d'invention et de création pendant 50 ans, de libérer les commerçants de tout un formalisme tracassier quand ils voudraient créer des succursales ou donner de l'extension à leurs entreprises.

En même temps, il s'agissait d'orienter la jeunesse des écoles non plus vers les professions dites libérales, mais dans l'industrie et le commerce. Le gouvernement fonda une école supérieure de commerce à Tien-Tsin, où les élèves recevaient par des professeurs dont un grand nombre avaient fait de longs séjours à l'étranger, en particulier en Angleterre et en Allemagne, une initiation particulière leur permettant de lutter avec leurs rivaux européens et japonais.

Un musée commercial fut ouvert à Pékin, un autre à Wu-Chang. Pour mieux juger des efforts qui avaient été faits et pour leur donner une impulsion nouvelle, une exposition commerciale et industrielle s'ouvrit à Nankin en 1910². Cette époque de 1890 à 1910 vit donc se développer un grand nombre d'entreprises privées, en particulier celles de la porcelaine, de la verrerie, du tabac, de la soie et tout particulièrement de la filature

1. Yang Chun, *China's industrial enterprises for the past 50 years* (1872-1922), Changai. The shun paos.

qui donna naissance à une douzaine d'établissements avec 970.000 brochets¹.

Le gouvernement chinois ne voulut pas laisser aux étrangers le monopole de la construction des voies ferrées. Il entreprit la ligne de Chu-Ping (de Chu-chow, Li-Ling, Ping-Cheing), qui met en communication Kiangsi avec le Hounan, pour le transport des charbons et des combustibles destinés à l'arsenal de Han-Yang, à l'endroit où le fleuve Hsiang devient navigable. Cette ligne fut concédée à une société chinoise pour son exploitation, sa longueur atteignait plus de 112 km. le coût total de la construction s'est élevé à 4 millions 516.910 dollars, soit l'équivalent de 12.600.000 francs d'après le change de cette période². Les riches commerçants de Canton, de leur côté, constituaient en 1905 une société au capital de 40 millions de dollars³ pour le rachat du réseau de Canton-Haukow qui avait été concédé en 1898 aux Etats-Unis. D'autres lignes furent également construites par des sociétés chinoises, citons, parmi les plus importantes, celles de Changai à Hong-Tchéou; de Tchang Tchéou à Amoy, de Hankow à Szechun; la ligne de Longhai, qui traverse toute la province de Honan. Pour quelques-unes seulement, on fit appel à la participation étrangère.

1. *Bulletin de la fédération des filatures chinoises*, Changai, 1927.

2. Charignon, *Les chemins de fer chinois*, Paris, 1914, p. 41.

3. Li-Ta, *Etude sur l'évolution industrielle de la Chine*, Changai, 1929, p. 70.

Section IV

Extension de l'industrie en Chine pendant

la guerre mondiale

La guerre qui fut déclanchée en 1914 devait être pour la Chine une chance inespérée de développer son commerce et son industrie, et d'essayer de se libérer de toute entrave étrangère. En effet, les grandes puissances qui avaient accaparé le marché chinois étaient toutes engagées dans le conflit. Elles ne pouvaient plus soutenir financièrement leurs établissements. Un grand nombre d'entre eux furent fermés. D'autre part, les marchandises européennes, à cause de l'insécurité des mers, ne pouvaient plus arriver en Chine. Les marchands chinois étaient donc libérés de leurs rivaux, exception faite cependant de leurs voisins Japonais. La prolongation de la guerre, au delà de toute prévision avait créé de grands besoins en Europe. Pendant toute sa durée, la production sauf celle consacrée à la guerre, avait subi un temps d'arrêt. La Chine pouvait donc exporter ses produits en grandes quantités sans voir se fermer les barrières douanières. Le riz, la soie, la filature étaient désormais assurés de débouchés. Le Japon essaya de contrecarrer cette expansion par des relèvements de tarifs et des mesures de dumping : mais l'étoffe de coton d'origine japonaise, pour nous borner à cet exemple, ne pouvait lutter avec l'étoffe chinoise plus fine, de meilleure qualité, et de prix plus avantageux. Enfin, il ne faut pas oublier que l'Europe presque tout entière, sauf l'Espagne, la Hollande, les pays scandinaves et la Suisse n'ont connu, de 1914 à 1918, d'autre monnaie que celle de papier qui avait

cours forcé, ce qui donnait un avantage considérable aux commerçants chinois qui n'acceptaient que le paiement en monnaie d'argent ou d'or. Pendant cette période, la prospérité de l'industrie chinoise a été considérable et sans précédent dans son histoire. Dans la seule partie des bassins du Yang-Tseu, le capital investi dans les entreprises créées pendant la grande guerre peut être évalué à plus de 150 millions de dollars¹.

Malheureusement, cette prospérité ne devait être que passagère et les luttes civiles allaient de nouveau compromettre l'économie chinoise renouvelée.

1. Li-Ta, *opus citat.*, p. 79.

CHAPITRE III

LA SITUATION ACTUELLE DES PRINCIPALES INDUSTRIES

Section I. — L'Industrie minière

a) *Le charbon.*

Cette industrie est une des plus importantes de la Chine. Ses ressources houillères sont, en effet, prodigieuses. Ses gisements étaient estimés en 1922 à 23 milliards 435.000.000 de tonnes, ils sont surtout importants dans les provinces de Feng-Tien, de Kirin, Chili, Honan, Chang-tong, Kiangsi, Kiangsu, et surtout dans la province de Chansi où se trouvent les plus riches : ils seraient de plus de 5 milliards 830.000.000 de tonnes de charbon et de 2.370 millions de tonnes d'anthracite¹. De cette richesse énorme, la Chine n'en tirait en 1925 que 14 millions de tonnes métriques par an. (La Grande-Bretagne, 247 millions; le monde 1.117.547.000.) Les mines ne sont pas exploitées d'après les méthodes scientifiques modernes, ce qui explique leur rendement insuffisant; seules, quelques compagnies possèdent l'outillage approprié. La capacité

1. Dubarbier, *La Chine contemporaine politique et économique*, Paris, 1922, p. 268.

de la production annuelle était en 1921 de 19.871.782 tonnes et en 1924 de 23.711.000 tonnes¹, quoique insuffisante encore, elle a fait néanmoins des progrès, puisqu'en 1904, elle atteignait un peu plus de 1 million de tonnes, puis 1.930.000 tonnes en 1914 et 8.100.000 tonnes en 1918². Ses principaux débouchés sont le Japon, la Corée, Formose, Hong Kong et Singapoure³. Les groupements financiers étrangers ont depuis longtemps été attirés par l'exploitation des mines chinoises. Le tableau ci-dessous emprunté aux documents les plus récents en montrera l'importance.

<i>Nationalité des propriétaires</i>	<i>Capitaux (en dollars)</i>	<i>Production (en tonnes)</i>
Chine	50.900.000	7.100.000
Angleterre	22.000.000	4.000.000
Japon	27.500.000	4.500.000
	100.400.000	15.600.000

b) *Le fer, l'acier et l'antimoine*

L'industrie du fer et de l'acier est plus développée au Japon qu'en Chine. Il s'agit de la production du fer brut et voici un tableau qui nous donne en tonnes métriques une évaluation pour les deux pays.

1. Li-Ta, *Etude sur l'évolution industrielle de la Chine*, p. 84.
2. Ting-Wen-Chiang, *China's mining industry for the past 50 years* (in *The past fifty years*, opus citat.).
3. *The china year book* (1925-1926). The tien-Tsin Press. *The Mineral Resource of the Far East*. (Dans *Foreign Affaires* 1526 p. 433).

	<i>Japon</i>	<i>Chine</i>
1919	690.000	276.000
1920	613.000	257.000
1921	273.000	226.000
1922	642.000	163.000
1923	710.000	
1924	698.000	

Ce sont les travaux d'un savant allemand, M. Von Richtofen, publiés à Berlin en 1877, qui ont contribué à faire connaître les richesses minières de la Chine. Ce géologue étudia particulièrement la région de Chansi et il y constata l'existence de nombreux gisements de minéral de fer et de charbon.

Un syndicat fut créé à Pékin et il chargea, en 1898, un ingénieur américain M. Shockley de se livrer à des prospections.

En 1913, M. Shockley présenta le résultat de ses recherches à l'Institut américain des industries métallurgiques. Il fit connaître qu'il avait rencontré des gisements de charbon et d'anthracite en grandes quantités et qu'il évaluait à 50.000 tonnes par an le rendement que l'on pouvait en attendre.

Cet exposé attira l'attention des hommes d'Etat chinois et lorsque Sun-Yat-Sen arriva au pouvoir un programme d'études fut établi.

Une enquête géologique fut organisée sous la direction de M. Ting, qui était un spécialiste diplômé de l'Université de Glasgow. On lui adjoignit M. Wang qui avait fait ses études à l'Université de Louvain. M. Anderson, directeur du service géologique du royaume de Suède, fut désigné comme conseiller technique.

L'état-major était brillant mais il fallait des troupes. C'est ce que comprirent MM. Ting et Wang qui initièrent pendant deux années à l'Institut géologique de Rhin aux méthodes de la géologie une trentaine d'étudiants désignés à leur attention et qui avaient reçu dans les instituts étrangers une éducation scientifique.

Les résultats de l'enquête dirigée par MM. Ting et Wang ont été relatés dans un mémoire publié par l'Institut géologique de Pékin. Ce mémoire comprend deux volumes et un atlas avec un texte anglais et chinois.

Les réserves de minerai de fer qui existent dans les terrains où on le rencontre pourraient être ainsi évaluées :

Chihli	32.000.000	9.600.000
Fengtien	70.000.000	25.000.000
(région de Miao-er-Kou).		
Kung-Ch'ang-Lung Fenghen	268.000.000	90.000.000
(région de An-Shan) Fenghen		
	400.000.000	144.444.000
(région de Kuo-Ti-Shan)		
Fenghen	2.000.000	600.000

D'après les analyses qui ont été faites, on considère comme minerais riches ceux qui contiennent 60 à 70 % de fer; comme minerais pauvres, ceux qui renferment 34,58 à 37,83 % de fer mélangé à d'autres substances.

Dans le Chantoung, près de Ching-ting-chen, à l'ouest de Tsing-tao, la construction de la voie ferrée attira l'attention sur des gisements de fer très importants qui se trouvaient dans cette région. Une compagnie, à la tête

de laquelle se trouvait la maison Krupp, se forma pour leur exploitation. On avait évalué à près de 100 millions de tonnes la teneur de ces gisements avec un rendement probable de près de 49 millions de tonnes.

Mais néanmoins il ne résulte pas que, dans l'état actuel des choses, la Chine puisse accroître la quantité de fer dont les industries métallurgiques auraient besoin, ni même alimenter une industrie nationale chinoise dont les besoins en acier seraient aussi grands que ceux des pays d'Occident. Si on en croit les ingénieurs de la mission Ting-Wang, la quantité totale de fer contenue dans les gisements, même de ceux qui pourraient être exploités ultérieurement suffirait à peine aux besoins de l'industrie métallurgique des Etats-Unis pour une période de neuf années.

Jusqu'à ces temps derniers les mines les plus importantes sont demeurées la propriété de l'industrie nationale. Il faut cependant mentionner que le gisement important de Kai Lan est sous le contrôle anglais et celui de Fou-Tchwen sous le contrôle japonais.

Sept grandes compagnies sont spécialisées dans la production des mines de fer. La plus importante est celle de Han-Yéping qui a absorbé en 1928 les trois sociétés de Han-Yang, Ta-Yé et de Ping-chang. Son capital est de 20 millions de dollars avec une production annuelle de 1.154.000 tonnes.

Toutes ces Compagnies sont de nationalité et de capitaux chinois. Le Japon qui a de grands besoins de minerai de fer, a obtenu de la Compagnie de Han-Yé-Ping en 1911, une production de 15 millions de tonnes de

fonte et de 8 millions de tonnes de fer à répartir sur une période de 40 années pour une somme de 15 millions de dollars¹. Le Japon s'efforce de mettre la main sur les exploitations qui se trouvent en Mandchourie où se trouvent deux sociétés importantes : l'une dans le district de Pen-Tchi (province de Fing-Tien) avec un capital sino-japonais et dont la capacité de production est évaluée à 115.000 tonnes.

L'autre, de capital entièrement japonais, a été établie à An-San par la Compagnie du Chemin de fer de la Mandchourie méridionale.

L'exploitation de l'antimoine n'existe que dans la province de Hounan. Elle a surtout acquis de l'importance depuis la guerre mondiale. Les publications techniques mentionnent pour l'année 1920, 20 fonderies avec un capital de 284.000 dollars².

L'exportation a été importante pendant les années 1915 avec 23.000 tonnes et 1917 avec 34.000 tonnes. Mais l'armistice de 1918 lui a porté un coup mortel puisque pour l'année 1919, l'exportation n'a guère dépassée 8.200 tonnes³⁻⁴.

1. Ting Wen Chiang, *China's Mining industry for the past 5 years The past fifty years (1872-1922)*, Changai,

2. Statistique du Ministère du Commerce et de l'agriculture de 1920 publiée dans l'*Annuaire de la Chine*, 1924-1925.

3. Ting-Wen Chiang, *China's mining industry for the past 50 years*.

4. Voir sur toute cette question l'ouvrage fondamental de M. Foster Bain, *Ores and industry in the far east*, New-York, 1927 et celui de M. Cole, *Antimony in China* (Mineral Scientific Press.)

Section II

L'industrie des transports

a) *Chemin de fer*

Le type d'exploitation des chemins de fer a consisté d'abord dans la régie directe par l'Etat. Le régime de la concession a été appliqué ensuite sur la majeure partie du réseau qui comprend trois catégories : 1° les compagnies de nationalité étrangère exploitant avec un capital étranger, qu'il soit avancé par le gouvernement de la nationalité de cette compagnie ou souscrit par les nationaux de ce gouvernement. C'est le cas des chemins de fer de Hokowa à Yunnan (concedés à la France¹), de la Mandchourie méridionale (concedés au Japon¹), etc... Dans ce régime, l'Etat chinois est, durant toute la durée de la concession dépossédé de sa propriété; il ne peut excercer aucun contrôle.

2° L'Etat chinois emprunte directement aux gouvernements étrangers, mais il garde la direction et le contrôle de l'exploitation.

3° Le système de la compagnie chinoise constituée avec des capitaux chinois. C'est ce système, dit de l'initiative privée, qui est pratiqué en Europe, quoique certains Etats tendent de plus en plus à la monopolisation des chemins de fer.

La Chine en 1926 ne possédait que 13.200 kilomètres de chemins de fer contre 390.000 pour l'Europe (qu'elle dépasse en superficie) et 1.230.000 pour le monde. Il lui en faudrait 350.000.

Le ministère des communications a publié en 1923 le tableau suivant qui indique en dollars les recettes des chemins de fer de l'Etat chinois (6.983 kilomètres).

Années	Recette brute (en dollars)	Dépenses	Recette nette (en dollars)
—	—	—	—
1920	91.443.932	42.780.106	48.463.825
1921	96.450.836	53.967.645	42.483.790
1922	99.556.229	56.659.483	42.896.745

D'après cette statistique, la recette annuelle d'un kilomètre ressortirait à 6.900 dollars.

La ligne de Pékin à Moukden qui fut la première construite comprend une longueur de 733 milles anglais c'est-à-dire 1180 kilomètres; le capital investi dans la construction s'est élevé à 49.594.428 (dollars)¹; les résultats de l'exploitation pour les années 1909 à 1912 accusent un bénéfice brut de 25.644.166 (dollars)¹ soit un bénéfice annuel, en moyenne, de plus de 6 millions. Nous ne possédons pas de statistiques plus récentes.

Voici quelles sont, présentement, les principales lignes en exploitation du réseau chinois.

1. Chemin de fer de Pékin-Moukden, commencé en 1881, terminé en 1907. La ligne est de 1180 kilomètres en 3 comprenant des embranchements.

2. Chemin de fer de la Mandchourie méridionale, commencé en 1902, terminé en 1907. La ligne principale est de 701 kilomètres avec plusieurs embranchements représentant au total 396 kilomètres.

3. Chemin de fer de l'Est chinois, commencé en 1897, terminé en 1903. La ligne principale est de 1350 kilomè-

1. Charignon, *Les chemins de fer chinois*, Paris, 1914, p. 20.

tres avec plusieurs embranchements représentant au total 521 kilomètres.

4. Chemin de fer de Kirin à Tchang-Chun, commencé en 1909 terminé en 1912. La ligne est de 127 kilomètres.

5. Chemin de fer de Chi-ping-Kai à Tchao-Nan, commencé en 1918 terminé en 1923. La ligne est de 312 kilomètres.

6. Chemin de fer de Pékin-Hankow, commencé en 1898, terminé en 1905. La ligne principale est de 1214 kilomètres, avec plusieurs embranchements représentant au total 108 kilomètres.

7. Chemin de fer de Che-Kio-Tchang à Tai-Yuan, commencé en 1904 terminé en 1907. La ligne principale est de 242 kilomètres, avec la ligne secondaire représentant 101 kilomètres.

8. Chemin de fer de Tao-Tchéou à Tsiang-hwa, commencé en 1902, terminé en 1904, la ligne est de 150 kilomètres.

9. Chemin de fer de Lan-Tchéou à Hai-Tchéou, commencé en 1905. La ligne avait 360 kilomètres.

10. Chemin de fer de Ping-Tchang à Chu-Tchéou, commencé en 1914, terminé en 1918 — 417 kilomètres.

11. Chemin de fer de Pékin à Sieu Yuan, commencé en 1905, terminé en 1922. La ligne principale est de 817 kilomètres, avec une série de lignes secondaires représentant 67 kilomètres.

12. Chemin de fer de Tien-Tsien à Poukow, commencé en 1908, terminé en 1912. La ligne principale est de 1009 kilomètres avec des lignes secondaires représentant 96 kilomètres.

13. Chemin de fer de Tsien-Tao à Tsi-Nan, commencé en 1899, terminé en 1904. la ligne principale est de

395 kilomètres avec une ligne secondaire représentant 34 kilomètres.

14. Chemin de fer de Changhaï à Nankin, commencé en 1904, terminé en 1908. La ligne principale est de 311 kilomètres, avec une ligne secondaire représentant 16 kilomètres.

15. Chemin de fer de Changhaï à Hang-Tchéou commencé en 1906, terminé en 1909. La ligne est de 180 kilomètres, avec une ligne secondaire de 5 kilomètres.

16. Chemin de fer de Kiou-Kiang à Nang-Tchang commencé en 1907, terminé en 1915, 128 kilomètres.

17. Chemin de fer de Canton à Hankow, commencé en 1904, 351 kilomètres seulement ont été construits.

18. Chemin de fer de Canton à Kiou-long, commencé en 1908, terminé en 1911, 143 kilomètres.

19. Chemin de fer de Swa-Tao à Tcho-Tchéou, commencé en 1904, terminé en 1906 — 40 kilomètres.

20. Chemin de fer de Sin-Ning, commencé en 1906, terminé en 1909 — 148 kilomètres.

21. Chemin de fer de Tchang-Tchéon à Amoy, commencé en 1908 terminé en 1918, 44 kilomètres.

22. Chemin de fer de Hokow à Yunnan, commencé en 1904, terminé en 1910, 464 kilomètres.

b) *La navigation*

La navigation maritime n'est guère plus développée que les chemins de fer. Le pavillon chinois qui avait flotté sur toutes les mers du Pacifique a été éliminé. La douane maritime de Changhaï faisait connaître pour l'année 1920 un mouvement de 6.798 bateaux dans le port avec un commerce d'exportation évalué à 1.380.000.000 taëls

Mais il s'en faut que la majorité de ces bateaux soient chinois; la majeure partie portent un pavillon étranger : 38 % (anglais); 37 % (japonais); 8 % (américain) et 15 % (pays divers) Ainsi le commerce maritime est entre les mains de compagnies anglaises et japonaises. Il n'existe en fait qu'une compagnie maritime qui soit véritablement chinoise : elle a été fondée en octobre 1915 avec un capital de 2.500.000 dollars et possède une flotte de trois unités seulement naviguant sur le Pacifique. Les autres compagnies sont en réalité des compagnies étrangères. Quant à la navigation intérieure elle est également sous le contrôle de sociétés étrangères. La Compagnie Tchao-Chang-Chu, fondée en 1871 avec un capital de 8 millions de dollars, est chinoise, mais son importance est secondaire.

Sa flotte comprend seulement 35 vapeurs et un tonnage total de 34.683 tonnes.

Les autres compagnies, au nombre de trois, dont deux anglaises et une japonaise, sont d'importance inégale. Les sociétés anglaises sont très florissantes : l'une a été fondée en 1875, c'est l'Indo-China steam navigation Co, elle possède 52 vapeurs avec un tonnage total de 58.847 tonnes; son capital est de 1.200.000 livres. L'autre, la China Navigation Co fait naviguer 47 vapeurs avec un commerce de 60.495 tonnes et un capital de plus de 1 million de livres.

Quant à la compagnie japonaise, elle est de date plus récente, puisqu'elle a été fondée en 1898. Quoique sa raison sociale soit chinoise, elle s'appelle en effet le Chi-Tsing, le capital de 16.200.000 dollars a été souscrit par un groupe financier japonais. Elle possède 12 vapeurs avec un tonnage de 25.807 tonnes.

En un mot, la Chine possédait en 1927, 2000 tonneaux de jauge de voiliers sur 1.926.000 dans le monde 326.000 tonneaux de jauge de vapeur et bateaux à moteurs sur 63.267.000 répartis sur tous les continents.

Section III

Les industries textiles

a) *L'industrie du coton*

C'est une des plus importantes qui existent actuellement. Nous avons déjà indiqué que pendant la guerre mondiale elle s'était considérablement développée¹, puisqu'elle s'était augmentée de près d'un million de broches.

Les principaux centres se trouvent dans les villes de Changhaï, Tsien-Tao, Tien-Tsien. On ne compte pas moins de 119 filatures avec 3.684.681 broches et 29.861 métiers, représentant un capital de plus de 160 millions de dollars².

La majorité de ces filatures est sans doute chinoise, car nos nationaux ont pu se maintenir dans cette industrie. Mais les Japonais et les Anglais se livrent à une concurrence acharnée et ils ont pu édifier de nombreux établissements avec un outillage très moderne.

1. Mo Hsiang Yao, vice-ministre du commerce et de l'industrie du Gouvernement de Nankin, *Progress of china cotton textile industry for the past 50 years*, Changai, 1925.

2. *Bulletin de la Fédération des filatures chinoises*, Changai, novembre 1927, n° 2.

Nous donnons un aperçu de la situation économique des filatures dans le tableau ci-après¹.

Nationalité des propriétaires	Filatures, broches, métiers (pour la Chine, sauf Changhaï)			Filatures, broches, métiers (à Changhaï)		
Chinois	74	2.151.053	13.980	24	807.082	6.364
Japonais	42	1.380.308	13.981	30	1.025.900	11.494
Britanniques	3	153.320	1.900	3	153.320	1.900
Au total ..	119	3.684.681	29.861	57	1.986.302	19.758

La fin de la grande guerre amena un ralentissement dans cette industrie comme dans beaucoup d'autres. Nous avons sur ce point un document intéressant. C'est le rapport pour l'année 1927 de la Fédération des Industriels de l'industrie cotonnière. Après avoir constaté que la situation de cette industrie donne beaucoup d'inquiétudes pour l'avenir, il recherche les causes de ce déclin. Il indique tout d'abord l'âpreté de la concurrence des filatures installées en Chine par des groupements étrangers. Elles sont mieux pourvues des procédés techniques avec une main-d'œuvre très spécialisée. C'est ensuite la guerre qui a ralenti les transactions à cause de l'insécurité et de la précarité des moyens de communications. Enfin la quasi-disparition de l'industrie rurale, que nous avons déjà mentionnée, est venue s'ajouter à ces causes de régression; en effet, dans les campagnes on pratiquait beaucoup la filature comme industrie familiale. Les tissus ainsi fabriqués étaient très appréciés à l'étranger. Mais le tissage mécanique installé dans les grandes villes produisait en plus grande quantité et à

1. D'après la *Revue internationale du Travail*, Genève, août 1929, p. 268.

meilleur prix. Aussi les paysans délaissèrent-ils un métier qui, pour la plupart, ne leur servait plus de rien.

b) *L'industrie de la soie*¹

C'est la plus ancienne qui ait été connue en Chine. Elle était déjà pratiquée au 26^e siècle av. J.-C. Elle s'est répandue ensuite dans le monde occidental. Ainsi, les historiens parlent des caravanes de marchands chinois qui, dès le temps d'Auguste circulaient dans l'empire romain. L'industrie séricole est même antérieure à celle du thé et de la porcelaine, qui toutes deux ont été cependant pratiquées avec éclat dans toute l'Asie².

La supériorité de la soie chinoise tient à deux causes. Tout d'abord son brillant, et son élasticité qui donnent des fils très fins. Cette finesse tient au sol et au climat. C'est ainsi que tandis que les fils des cocons japonais ont plus de trois deniers, ceux de provenance chinoise ont moins de deux deniers. Or la France et les Etats-Unis, grands consommateurs de soie, recherchent ces qualités très fines qui leur servent pour la fabrication des bas de soie et des soieries très légères.

Ensuite la soie de Chine n'accuse qu'une perte de fonds au décreusage très minime. Le pourcentage est inférieur de 3 % à celui de la soie jaune du Japon et de 5 % à celui de la soie d'Italie³.

1. Voir sur toute cette question l'ouvrage de Tsing Tung chun, *La production et le commerce de la soie en Chine*, thèse, Lyon, 1928.

2. Reinaud, *Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale pendant les 5 premiers siècles de l'ère chrétienne*, Paris, M. D. C. C. C., livre 53, p. 116.

3. *The China year book* (1925-1926), Tien-Tsin press.

L'industrie du ver à soie comprend deux variétés : l'une, le ver à soie domestique, qui est élevé dans les provinces de Kiangsu, Tchekian, Szechun, Kwangsi, Houpé, Han-Wei, Honan, avec les villes de Nankin, Sou-Tchéou Changhaï, Hong-Tchéou, Canton et Tchang-Toug. L'autre variété, c'est le ver à soie sauvage qu'on trouve surtout dans les provinces de Chantong, Feng-Tien, Honan et Kuei-Tchéou. Le développement de la production du ver à soie dépend d'après les situations climatiques des différentes provinces. C'est ainsi que dans certaines provinces (Kiang-Su et Tche Kieng) ont fait trois élevages par an : des cocons au printemps, des cocons en été et des cocons en automne. Dans la province de Kwangtong où la température est très chaude, les vers à soie font jusqu'à 7 pontes dans l'année.

Cette industrie a conservé de nos jours encore un caractère archaïque. C'est la femme qui file le coton tandis que l'homme le manipule pour le convertir en soie.

Un proverbe chinois dit pour bien marquer l'association de l'agriculture et de la sériciculture : « Si un homme ne laboure pas, il y a quelqu'un qui souffre de la faim ; si une femme ne tisse pas, il y a quelqu'un qui souffre du froid ».

Ce n'est qu'en 1889 que les premières machines firent leur apparition¹.

En 1925, on comptait 433 filatures pour le tissage de la soie représentant un capital investi de 193.242.371 dollars. Leur capacité de production est évaluée à 15 millions de kilogrammes² — La production de la soie chinoise est estimée de 40 % de la production mondiale³.

1. *Annuaire de la Chine*, 1924-1925, Changhaï, The Commercial Press.

2. Niech Chi Chieh (ancien président de la Chambre de Commerce de Changhaï), *China's trade for the past 45 years. The past fifty years (1872-1922)*. The Schum Paos, Changhaï.

3. *Revue de la Science*, t. III, n° 3, Changhaï, The Commercial Press.

L'invention de la soie artificielle, plus encore peut-être que la concurrence de sa sœur japonaise, a diminué très sensiblement le chiffre des exportations. La Chine occupe maintenant le second rang après la France. Mais, outre ces causes externes, il faut ajouter les causes internes de la diminution d'importance de cette industrie pendant longtemps sans rivale dans le monde. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire, en particulier pour l'industrie du coton : c'est la disparition de l'économie chinoise sous sa forme familiale. Le paysan avait son art à lui pour l'élevage des vers à soie et pour la fabrication de la soie. Le machinisme ici encore a accompli son œuvre destructrice.

Le gouvernement chinois aurait dû se préoccuper de cette situation. En réalité il ne s'est jamais soucié d'encourager l'industrie nationale, absorbé qu'il était par les luttes politiques. Mais l'initiative individuelle a suppléé à la carence gouvernementale : des écoles de sériciculture ont été créées pour la sélection des œufs et pour le développement de nouvelles méthodes commerciales.

Voici d'après la *China Year Book* de 1924 le nombre des écoles de sériciculture instituées dans les centres de production : Chan-ton : 2 ; Ho-nan : 5 ; Chan-si : Kyang-sou : 2 ; Ngan-Hwei : 4 ; Tche-kiang : 2 ; Fou-kien : 1 ; Hou-nan : 1 ; Kwang-tang : 1 ; Kwang-si : 2 ; Yunnan : 1 ; (*The China Year book, The Tientsin Press, 1925-1926*)

Le chiffre des exportations de la soie en 1875 atteignait 74.183 piculs et en 1925 il était de 127.982 piculs.

Commerce de la soie.

Années	Importation	Exportation	Total
	(en millions de taels)		
1864	51	54	105
1900	211	158	371
1910	462	380	843
1921	906	601	1.507
1922	945	654	1.590
1923	923	752	1.675
1924	1.018	771	1.789
1925	958	766	1.724

Nota. — Ces chiffres ne comprennent par les réexportations.

La France est le meilleur client de la Chine puisque la moitié des soies grèges exportées par les ports de Canton et de Changhaï sont destinées à l'industrie française

Section IV

Industries diverses

Parmi les industries importantes qu'on rencontre en Chine, nous mentionnerons les fabriques d'allumettes, de porcelaine, la minoterie et la tapisserie.

a) *La fabrique d'allumettes.*

C'est une industrie qui a fait beaucoup de progrès, quoiqu'elle soit de date récente. En effet, c'est seulement en 1893 qu'on voit apparaître les premières fabriques¹.

1. Statistique du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pour 1925.

En 1911, la production des allumettes atteignait 30.090.020 kilogrammes. Puis, depuis la période des luttes civiles et sociales, elle a beaucoup diminué, puisqu'en 1922 on ne trouve plus que 2.702.696 kilogrammes. Malgré cette régression dans son activité¹, elle occupe présentement plus de 60.000 ouvriers répartis dans 99 fabriques, qui représentent un capital de 6.675.500 dollars¹.

b) *La porcelaine*

C'est avec la soie, l'industrie nationale par excellence Vieille de plusieurs millénaires elle a fait la gloire des vieux artisans chinois par ses qualités incomparables de finesse et de recherche artistique. Les porcelainiers chinois pratiquaient leur art avec amour : c'est de génération en génération qu'on devenait porcelainier comme l'aïeul et l'arrière-grand-père. Leur secret de fabrication se transmettait en même temps que leur art, mais chaque artisan y apportait sa technique personnelle et c'est tout cela : tradition ancestrale et caractère particulier de l'œuvre qui a contribué à maintenir en honneur l'industrie porcelainière.

On sait qu'elle comporte trois opérations distinctes : l'extraction du kaolin, la confection de la pâte, la décoration et la fabrication de la porcelaine.

C'est surtout dans les provinces de Hounan, Honan, Tchili Chantong, Hanwei et plus particulièrement dans le district de Cheng-Té-Tching province de Kiangsi où se trouvent concentrées les fabriques.

Cheng-Té Tching, par exemple, a acquis de ce chef

1. *Annuaire de la Chine*, 1924-1925, Changhaï.

une grande importance. Sa population est supérieure à un million d'habitants. Elle contient plus de 500 fourneaux tous en activité. Et à plusieurs lieues à la ronde, dès qu'on approche des environs de cette ville, on aperçoit les tourbillons de flammes et de fumée qui révèlent l'activité de ce qui, autrefois, n'était qu'un misérable bourg de quelques centaines d'habitants. Aujourd'hui encore, l'industrie de la porcelaine a pu maintenir son activité mais elle est obligée de lutter contre la concurrence japonaise qui, depuis une vingtaine d'années s'est révélée particulièrement intense.

c) *La minoterie*

On trouve surtout cette industrie dans les vallées encaissées de la Mandchourie et irriguées par le fleuve Jaune. Ce sont les régions de la production du blé. Auparavant les minotiers travaillaient dans leurs moulins que les vieilles estampes chinoises ont popularisé.

Dès 1896, la minoterie a été complètement transformée par l'introduction de machines. La guerre de 1914 lui a fait atteindre une importance exceptionnelle, à cause des besoins en blé qui se faisaient sentir en Europe surtout. Depuis, elle est obligée de lutter avec la production des Etats-Unis, du Canada, du Japon et de la Russie, quoique l'exportation russe soit moins à craindre à cause des difficultés politiques et économiques que rencontre le régime soviétique¹.

1. *Annuaire de la Chine.*

Années	<i>Exportation</i> (en piculs)	<i>Importation</i> (en piculs)
—	—	—
1918	2.011.899	4.552
1919	2.694.271	271.328
1920	3.960.779	511.021
1921	2.047.004	752.673
1922	993.225	2.060.838
1923	131.553	4.012.716
1924	137.285	6.657.162

L'année 1920 marque l'apogée de l'activité de l'exportation de blé; à partir de 1922 on constate ce fait paradoxal, la Chine envahie par les blés étrangers. Il nous faut répéter de nouveau que c'est là le résultat de la politique néfaste de coterie et de luttes stériles suivie depuis une dizaine d'années. On retrouve encore en 1928 123 minoteries, parmi lesquelles quelques-unes seulement sont entre les mains des étrangers : 9 japonaises et 7 russes. Leur production est estimée à 11.835.900 piculs occupant 70.000 ouvriers.

d) *L'industrie du tapis*

C'est la seule industrie qui soit encore en pleine activité. Elle trouve surtout des débouchés aux Etats-Unis et dans l'Amérique du Sud. Plus de deux cents maisons d'exportation font connaître dans le monde entier la fabrication des tapis chinois (6.631.138 pieds carrés représentant une valeur de 6.116.151 taëls en 1925).

Les fabriques se trouvent dans les centres de Tien-Tsin et de Pékin. La ville de Tien-Tsin à elle seule compte 162 ateliers avec une production annuelle de 1.823.900 pieds carrés.

CHAPITRE IV

LA CONCENTRATION DES CAPITAUX

La révolution économique du xix^e siècle est surtout caractérisée par le machinisme et la division du travail. Un autre phénomène qui s'est surtout manifesté à la fin du siècle, c'est celui de la concentration des capitaux. Les chefs d'entreprises en avaient besoin pour l'achat des mines et l'entretien des grands travaux entrepris ou à entreprendre : « Il semblerait, *à priori*, a dit M. Hauser, que le perfectionnement de l'outillage et de la division du travail ait précédé la concentration du capital »¹. Cette observation se trouve vérifiée pour la Chine contemporaine, car seules les industries où l'outillage se trouve perfectionné (comme celles des transports) bénéficient d'investissements de capitaux importants.

Quoi qu'il en soit, le développement de l'industrialisme devait aboutir au surcapitalisme en Angleterre, en Allemagne et en France. Pour nous, nous ne sommes encore qu'au premier stade du développement industriel.

La Chine n'est pas encore entrée complètement

1. M. Hauser, *Les débuts du capitalisme*, Paris, 1927, p. 17.

dans ce cycle économique, mais elle paraît s'y acheminer. C'est ce que nous allons essayer de montrer.

Section I

Les capitaux étrangers

Après la guerre dite de l'opium de 1840, l'Angleterre s'empresse d'établir des comptes. Ce fut d'abord à Hong-Kong, le grand port d'exportation du thé, puis elle essaima dans le bassin du Yang-Tseu, une des régions les plus commerçantes de la Chine centrale.

Les autres puissances suivirent cet exemple. La France depuis qu'elle était établie au Tonkin (1885) essayait de pénétrer dans le Yunnan. Au nord, c'était la Russie qui disputait au Japon le commerce de la Mandchourie septentrionale. La guerre russo-japonaise finissait par un accord entre les deux belligérants dont la Chine faisait les frais; le Japon obtenait la possession de la presqu'île de Liao-Tung et les droits de la Russie en Mandchourie étaient reconnus.

Les Etats-Unis, tout en affirmant leur intention de respecter l'intégrité et la souveraineté du gouvernement de Pékin, cherchaient des débouchés commerciaux et surtout de fructueux placements.

En 1881, l'Angleterre fonde le grand établissement financier appelé la « Hong-Kong and Shanghai Bank ». Il a pour but de consentir des prêts aux maisons de commerce britanniques, répandues en Extrême-Orient pour leur développement, mais aussi il s'intéresse activement à tous les grands emprunts qui sont consentis au gouver-

nement chinois. Il s'immisce dans l'organisation économique du pays. Il sert de banquier aux établissements privés, à l'Etat pour qu'il puisse entreprendre des travaux urgents. Comme gage, il est autorisé à encaisser les recettes des douanes, les impôts qui proviennent du sel.

Cette banque, qui est la plus ancienne des établissements européens dans toute l'Asie, a acquis une influence considérable. On peut dire que c'est elle qui a contribué à créer cette situation privilégiée que l'Angleterre possède en Chine au point de vue commercial et politique. Ses nombreuses succursales sont autant d'agents au service de l'influence anglaise.

La France avait créé de son côté la Banque de l'Indo-Chine, qui est un puissant organisme financier et qui s'emploie à développer l'influence française avec des filiales qui sont installées dans le sud de la Chine. En 1889, le consortium des grandes banques allemandes fonda la « Deutsche asiatische Bank » et en 1890, puis ce fut le tour du Japon avec la « Yokohama specie-bank » spécialisée dans les opérations commerciales de la Mandchourie et la « Bank of Tai-Wan » en 1898 pour les régions du sud de la Chine.

Les Etats-Unis fondèrent en 1901 « l'International Banking corporation » pour les établissements commerciaux qu'ils possédaient dans la région du Pacifique.

Puis c'est la Belgique : « La Banque belge pour l'étranger » en 1902 et l'Italie : « l'Italian Bank for China » (1905).

La Russie avait créé avec l'aide des établissements financiers français la banque russo-chinoise qui était destinée à faciliter ses opérations commerciales dans la Mandchourie.

Au surplus, voici la liste des principaux établissements financiers établis en Chine.

1. Banque de l'Indo-Chine (française, 72.000.000 fr.).
2. Banque Franco-Chinois pour le Commerce et l'Industrie (française, 10.000.000 francs).
3. Chartered Bank of India Australia and China (anglaise, 3.000.000 livres).
4. Hong-Kong and Shanghai banking (anglaise, 20.000.000 livres).
5. P. et O. Banking corporation (anglaise, 2.594.160 livres).
6. Mercantile Bank of India (anglaise, 1.050.000 livres).
7. American Oriental banking corporation (américaine, 428.949.094 dollars).
8. Equitable Eastern banking (américaine, 2.000.000 dollars).
9. Park-Union foreign banking corporation (américaine, 754.000 dollars).
10. International banking corporation (américaine, 10.000.000 dollars).
11. Banque belge pour l'étranger (belge, 75.000.000 francs).
12. Banque de Corée (japonaise, 80.000.000 dollars).
13. Mitsubishi bank (japonaise, 30.000.000 dollars).
14. Mitsui bank (japonaise, 43.600.000 dollars).
15. Sumitomo bank (japonaise 50.000.000 dollars).
16. Yokohama specie bank (japonaise, 100.000.000 dollars).
17. Bank of Tai-Wan (Formose), (japonaise, 60. millions dollars).
18. Banca commerciale industriale (italienne).
19. Deutsche Asiatische bank (allemande).

20. Banque russo-asiatique (russe, 55.000.000 roubles)
21. Nederlandsche Handel Maatschappij (Hollandaise, 80.000.000 florins).
22. Nederlandsche Indische Handels bank (Hollandaise, 55.000.000 florins).
23. La Banque Industrielle de Chine, française.

En réalité, tous ces établissements financiers ont été créés pour servir les ambitions des puissances étrangères. Moyennant des gages très dispendieux, ils ont servi de garantie aux besoins d'argent des divers gouvernements qui se sont succédé à Pékin, comme ils ont servi à souder et à encourager les généraux dans leurs rivalités sans cesse renaissantes.

On a calculé que les dettes hypothécaires de la Chine pouvaient être évaluées à près de 3 milliards de dollars et les autres dettes à 450 millions¹.

La tutelle financière de la Chine a été admirablement organisée, mais nous croyons que ses jours sont comptés et que le nouveau gouvernement nationaliste est décidé à se libérer de l'emprise étrangère.

Quant aux capitaux investis dans le commerce international, on ne peut en donner qu'une idée approximative. La valeur annuelle des importations anglaises représentait plus de 100 millions de taëls en 1913; elle avait déchu en 1918 pour tomber à 79 millions. Mais en 1920, elle a repris sa marche ascendante avec 193 millions 204.043 taëls.

Le commerce d'importation du Japon de 1912 à 1919 a plus que doublé, ce qui montre évidemment que la

1. Statistique du Ministère du commerce et de l'agriculture pour l'année 1923.

campagne de boycottage organisée entre les marchandises d'origine japonaise n'avait pas atteint son but.

La valeur des marchandises d'origine française était de 12.375.444 taëls en 1907, pour tomber à 8.028.623 taëls en 1920¹. Le commerce avec les Etats-Unis était pour l'année 1920 de 144.696.386 taëls.

Tous ces chiffres montrent quelle est l'importance du commerce étranger avec la Chine.

Mais il ne faut pas oublier qu'ils ne correspondent nullement à la réalité et qu'en fait le commerce étranger est encore plus considérable que les statistiques ne nous le représentent.

Section II

Les capitaux chinois

a) *Les capitaux des mandarins*

Qu'est-ce qu'un mandarin ? Pourquoi un mandarin possède-t-il des capitaux ?

Pour répondre à cette double question, il est nécessaire de se représenter exactement la place du mandarin dans la société chinoise. Il appartient à la classe des lettrés qui a joué un rôle de tout premier ordre dans l'histoire de la Chine, non seulement dans le domaine des lettres, mais plus encore dans le domaine politique, économique et social. A l'époque féodale, c'est-à-dire avant la dynastie Tsin (256 av. J.-C.) la Chine est une véritable confédération de seigneuries d'importance iné-

1. Statistique du Ministère du commerce et de l'agriculture pour l'année 1923.

gale. Ces féodaux sont groupés sous la suzeraineté nominale d'un roi¹. Mais d'autres plus puissants sont demeurés indépendants. Les uns et les autres se sont emparés de toutes les richesses et exercent le pouvoir. En 221, Tsin divisa la Chine en 36 commanderies et il plaça à la tête de chacune d'elles un fonctionnaire. C'est l'origine de la fonction du mandarin qui devait s'accroître singulièrement par la suite². Il percevait l'impôt foncier, c'était son traitement de fonctionnaire. A l'époque de la dynastie Han, le fonctionnaire porte le nom de yep-tsien-tan qui veut dire deux mille piculs. C'était ce qu'il recevait comme appointement³. Ce système dura jusqu'à la veille de la proclamation de la république chinoise en 1911.

Sous la dynastie Tsing, il existait trois sortes d'impôts directs : l'impôt de service personnel, l'impôt de la capitation et l'impôt portant sur la terre. Chaque gouverneur de district était payé sur le produit de ces impôts. Il en était de même du gouverneur de province qui payait une redevance au gouvernement central de Pékin et gardait le reste du produit du recouvrement pour lui à titre de plus-value. C'est ce qui explique que les mandarins aient pu reconstituer des capitaux. Les hauts fonctionnaires du gouvernement central qui sont également des mandarins touchent des traitements royaux soit en nature, soit en espèces.

La révolution qui a supprimé la dynastie mandchoue n'a pas supprimé ce système. On peut dire qu'elle l'a

1. Granet, *La civilisation chinoise*, Paris, 1929, p. 79.

2. Les vingt-quatre histoires dynastiques de la Chine.

3. Lao-Chi-Cheng, *Essai sur l'histoire sociale de la Chine*, Changhaï, 1929, p. 122.

consolidé. C'est ainsi que les gouverneurs militaires qui sont placés à la tête de chaque province ressemblent étrangement aux anciens féodaux. Leur influence s'est accrue au détriment de celle du pouvoir central, qui, en ces temps troublés surtout, est plus nominale que réelle.

D'ailleurs la plus grande gabegie règne à tous les degrés de la hiérarchie. On a vu des généraux changer de camp parce que tel prétendant payait plus généreusement et très souvent les ministres des finances n'ont marqué leur passage du pouvoir que juste le temps nécessaire pour sauver leur caisse au détriment de celle du Trésor public. D'ailleurs tous ces hauts fonctionnaires ont leurs dépôts dans les banques étrangères : la précaution est sage. Ils évitent ainsi les restitutions que leurs successeurs seraient tentés d'exiger.

Quand ils quittent le pouvoir, les poches remplies de leurs dilapidations, ils n'hésitent pas à se faire les commanditaires, soit directement, soit par pouvoir interposée d'exploitations commerciales et industrielles.

Les capitalistes d'origine chinoise de l'heure actuelle en Chine ce sont les gouverneurs provinciaux et les ministres.

b) *Les capitaux des commerçants.*

Depuis 1911, la guerre civile règne à l'état endémique en Chine apportant les plus grandes entraves au développement du commerce intérieur et extérieur. Néanmoins, les données statistiques relatives au commerce accusent pour la période de 1912 à 1920 une progression continue¹.

1. Hwang Yen Pei et Shen chi, *China's foreign trade statistics for the past 45 years, the past fifty years (1872-1922)*, Changhaï, *The Sun Paos*.

<i>Années</i>	<i>Importations (taëls)</i>	<i>Exportations (taëls)</i>	<i>Total</i>
1912	473.097.031	370.520.403	843.617.434
1913	570.162.557	403.305.546	973.468.103
1914	569.241.382	356.226.629	925.468.011
1915	454.475.719	418.861.164	873.336.883
1916	516.406.995	481.797.366	998.204.361
1917	549.518.774	462.931.630	1.012.450.404
1918	554.893.082	485.883.031	1.040.776.113
1919	646.997.681	630.809.411	1.277.807.092
1920	762.250.230	541.631.300	1.303.881.530

Nous ne possédons pas de chiffres précis pour les années postérieures, mais si nous en croyons les doléances des commerçants, ils seraient en régression. Mais le phénomène économique qu'il faut souligner c'est le développement des grandes entreprises avec son corollaire : la concentration des capitaux.

Les commerçants chinois qui ont gagné beaucoup d'argent en Malaisie, aux Philippines, aux îles de la Sonde et même en Amérique, ont développé les grandes affaires commerciales. Les villes de Changhaï, Tien-Tsien, Hankow, Canton et Pékin possèdent à l'exemple des grandes villes européennes des magasins luxueusement aménagés.

Les banques ont contribué beaucoup au mouvement progressif des transactions. C'est que, autrefois, elles faisaient en même temps les opérations bancaires, le commerce du sel, de la soie, de fer. Il y eut bientôt dans toutes les provinces des banques qui étaient des succursales des maisons de commerce connues. Le commerce des changeurs est très ancien en Chine, c'est le type classique du vieux banquier. Il a une clientèle de fortune modeste composée de petits commerçants de quartier

qui viennent lui confier leurs dépôts d'argent ou, en temps de crise, lui demander des avances.

Parmi les grandes banques chinoises, nous citerons l'ancienne banque impériale « Ta-Tsing » transformée au mois d'août 1912 en Banque de Chine. C'est une banque d'Etat; sur un capital de 60 millions de dollars chinois, l'Etat en a souscrit 50 millions.

La banque de communications a été fondée au mois d'août 1908 avec un capital de 20 millions de dollars chinois dont la moitié seulement ont été versés. Le gouvernement exerce son droit de contrôle en qualité de principal actionnaire : il possède en effet 30 % des actions. Ces deux banques bénéficient du privilège d'émission des billets.

Si nous passons aux grands établissements de crédit, nous trouvons la Banque commerciale de la Chine (Tong Chong), fondée à Changhaï en 1896, sur le modèle européen¹. Elle reçoit des dépôts, pratique l'escompte, se livre à toutes les opérations de change et de banque et fait des avances aux maisons d'exportations. On compte à l'heure actuelle plus de 140 banques d'importance avec un capital de 375.150.000 dollars².

Les causes du développement et de la prospérité des banques chinoises sont dues tout d'abord à l'effondrement des principales banques étrangères établies en Chine. En effet, en 1917, la Deutsche Asiatische Bank était obligée de fermer ses guichets; ce fut ensuite la Banque américaine des Philippines qui suspendait ses paiements, et en 1921, la Banque industrielle de Chine.

Les banques chinoises se substituèrent à elles, et sur-

1. Shiu Chi-Chung. *Histoire des banques de Changhaï*. 1926, p. 39.

2. Li-Ta, *Etude sur l'évolution industrielle de la Chine*.

tout après la faillite de la Banque industrielle de Chine, elles purent rembourser pour plus de 3 millions de dollars aux porteurs de billets de cet établissement en déconfiture.

Il faut signaler que la grande crise économique de 1916, qui avait déterminé le gouvernement à donner aux deux banques d'Etat, de Chine et des communications, de suspendre le remboursement des billets, fut en partie atténuée par le groupe des banques chinoises qui refusèrent d'obéir au décret de Yuan Chi-Kaï et sauvèrent de la faillite un grand nombre de commerçants.

Une autre cause de la prospérité des établissements bancaires tient à ce que les billets émis par les banques chinoises jouissent du droit de circulation à travers tout le territoire de la Chine; tandis que ceux des banques étrangères ne peuvent dépasser les limites des certains grands centres commerciaux qui bénéficiaient de certains privilèges d'exterritorialité comme Canton, Changhaï, etc.

c) *Les capitaux des sociétés industrielles*

Les statistiques publiées par le Ministère du Commerce en 1925 font mention de 956 sociétés commerciales et industrielles, dont le capital s'élève à 192.132.484 dollars.

Parmi ces sociétés, 378 avaient un capital inférieur à 10.000 dollars (1.092.562) 275 entre 10.000 et 50.000 dollars (5.672.879); 86 entre 50.000 et 100.000 dollars (9.791.720) 78 entre 100.000 et 500.000 dollars (21.226.234); 27 entre 500.000 et 1 million (17.791.546); 33 seulement dépassent 1 million de dollars (101.213.359).

Cette statistique ne donne pas une idée exacte du dé-

veloppement des sociétés industrielles, car elle ne nous renseigne que sur celles qui sont inscrites aux registres du ministère.

Nous pouvons affirmer que le mouvement des entreprises à se constituer en sociétés a pris depuis longtemps une importance considérable.

CHAPITRE V

LA CONDITION DE LA CLASSE OUVRIERE EN CHINE

Section I. — Les salaires

Le taux des salaires est beaucoup plus bas en Chine que dans les autres pays, en raison sans doute de l'abondance de la main d'œuvre, car aujourd'hui, les ouvriers sont assimilés semble-t-il à des produits. Plus ils sont nombreux, dès lors, plus leur prix est bas. La population de la Chine dépasse en effet 400 millions¹ et la main d'œuvre ne trouve pas les débouchés qui lui seraient nécessaire dans l'industries ou l'agriculture, actuellement encore à l'état embryonnaire dans notre pays.

Les salaires se paient selon deux modalités distinctes, en nature ou en espèces.

Les salaires se paient en nature dans les campagnes, et dans les petits ateliers où l'ouvrier est logé vêtu et nourri.

En revanche, le salaire en espèces se rencontre dans les établissements industriels les plus modernes.

Ce système de salaires comporte à son tour deux

1. Le rapport de l'Administration des Postes pour l'année 1927 donne le chiffre de 436 millions.

modalités distinctes : le salaire au temps et le salaire aux pièces.

Le salaire au temps est appliqué dans les établissements d'électricité, d'imprimerie, de minoterie ainsi qu'aux coolies en général. Au contraire, les filatures et tissage de coton, les fabriques d'allumettes et les tanneries pratiquent le salaire aux pièces. Notons ici que dans les manufactures de soie et de tabac les salaires se paient au temps et aux pièces¹.

Voyons maintenant quels sont les taux des salaires en Chine.

Une enquête publiée par le Ministère du Commerce et de l'Agriculture donne pour 1923 les moyennes mensuelles suivantes :

<i>Catégories</i>	<i>Ouvrier non qualifié</i>	<i>Ouvrière non qualifiée</i>	<i>Ouvrier qualifié</i>	<i>Ouvrière qualifiée</i>
Ouvr. de fil. de coton..	\$ 9	\$ 7.5	\$ 26	\$ 12
Mécaniciens	\$ 15		\$ 25	
Mineurs	\$ 14		\$ 22	
Ouvr. de fil. de soie..	\$ 8.5	\$ 7.5	\$ 12	\$ 9
Ouvr. d'autres indust.	\$ 1.5	\$ 5.5	\$ 15	\$ 12

Malgré sa clarté apparente, ce document officiel n'en est pas moins insuffisant pour nous donner des renseignements précis. Nous ferons donc appel à d'autres documents². Nous verrons ainsi que d'une enquête, faite par le Bureau international du Travail dans les filatures anglaises qui se trouvent sur notre territoire, il résulte que les travaux de battage et

1. *The Eastern Miscellany*, Changhaï, vol. 24, n° 18, 7, 1927, p. 40.

2. *Revue d'éducation*, Changhaï 20-8 1928. Vol. 20. N° 10, p. 4.

de cordage sont confiés aux hommes moyennant un salaire mensuel de \$ 25 à 30 par mois. Les enfants exécutent le dévidage, ils sont payés aux pièces \$ 2 à 10 par mois. Ils sont affectés parfois aussi aux ateliers de bobinage et reçoivent dans ce cas 5 cents par jour ainsi que leur ration de riz. Leur contremaître touche par mois \$ 16 à 20. Quant aux femmes, elles gagnent de 40 à 60 cents par jour. Le « comprador » qui les paie reçoit lui-même de l'entreprise une commission variant de 10 à 11,50 taëls par pelote de coton filé. Une contremaîtresse surveille un groupe de 20 bannes (chaque banne comporte de 364 à 428 broches) moyennant \$ 22 par mois¹. Le contremaître principal reçoit de \$ 40 à 50 par mois.

Dans les ateliers de tissage, les femmes sont payées aux pièces tous les 8 ou 15 jours, à raison de 12 à 13 cents par pièce de tissu de 10 livres et de 17 à 18 cents par pièce de 13 livres. Ces ouvrières touchent en général 10 à 15 dollars par mois.

Une autre enquête sur les salaires dans les filatures de Ning-Po nous apprend que le taux du salaire journalier est fixé différemment selon chaque catégorie d'ouvriers. Les ouvriers qualifiés reçoivent de \$ 0,35 à 0,6; les ouvrières simples de \$ 0,3 à 0,5.

Les ouvriers non qualifiés touchent de \$ 0,3 à 0,5, les femmes de \$ 0,2 à 0,3 ainsi que les garçons, alors que les filles ne reçoivent que \$ 0,1 à 0,2².

A Wusih, centre industriel important les salaires quotidiens pratiqués dans les filatures de soie sont de \$ 17 à 0,38 par jour pour les femmes occupées au nettoyage des

1. *Revue Internationale du Travail*. Genève, août 1929, p. 269.

2. *Finance and Commerce Changhai*, 22 février 1922.

cocons, de \$ 48 par jour pour celles qui sont affectées au dévidage¹.

Dans les minoteries, les ouvriers des entrepôts gagnent de 12 à 30 dollars, comme les mécaniciens, tandis que les emballeurs et les livreurs reçoivent de 11 à 13 dollars.

Le taux de salaires en Chine est d'ailleurs tout à fait insuffisant. On a pu établir en effet que, dans le budget mensuel d'un ouvrier qualifié recevant en moyenne \$ 18,20, les dépenses d'alimentation représentent \$ 7,32, celles d'habillement \$ 2,31, celles de logement \$ 3, celles de chauffage et d'éclairage \$ 0,57². La femme et les enfants sont donc obligés de travailler pour que la famille ouvrière ait les ressources qui lui sont indispensables. On a établi également que dans 48 familles de Pékin comprenant 140 hommes et 106 femmes, dont 72 hommes et 74 femmes sont obligés de travailler, le gain de chacun d'eux ne dépasse guère en moyenne 93 dollars 75 et cela pour une période de 6 mois³.

Autre exemple d'insuffisance des salaires en Chine. Le salaire mensuel d'un tapissier à Pékin n'atteint pas 9 dollars alors que cet ouvrier travaille plus de 12 heures et même le dimanche⁴. D'après l'enquête faite dans la banlieue de Pékin par mon ami, M. Cheng-Ta, Professeur de sociologie à l'Université nationale de Tsieng-Hwa⁵, un fermier ne reçoit guère plus de 201 dollars 5 dans une année, et le salaire mensuel d'un ouvrier agricole peut être évalué à 4 dollars 57. Les dépenses annuelles d'une famille peuvent se dénombrer ainsi : \$ 12,5 pour l'alimen-

1. *Revue Internationale du Travail*. Genève, novembre 1929, p. 750.

2. *Annuaire de la Chine* 1924-1925. Changhaï 1925, p. 1257.

3. *L'Information sociale*. Pékin 1926.

4. *Revue d'éducation*. op. cit p. 4.

5. *V. Bulletin de l'Université de Tsieng-Hwa*, Pékin 1926, vol. 3, N° 1.

tation, \$ 13,88 pour l'habillement, \$ 15,26 pour le logement, \$ 22,96 pour le chauffage et l'éclairage, \$ 6,32 pour dépenses diverses. D'autre part, le coût de la vie a singulièrement augmenté dans les grands centres industriels. Le prix du picul de riz s'est élevé par exemple de 8 dollars à 14 et 16 dollars¹. Au surplus, les ouvriers payés très souvent en cents de cuivre, ont eu à souffrir des variations de la valeur de la monnaie de cuivre chinoise. En 1923, un dollar valait à Pékin 195 coppers, en 1924, 229 coppers et en 1926, 340 coppers². Il ne faut donc pas s'étonner si de nombreuses grèves ont éclaté en Chine. Ainsi de 1918 à 1925, on en compte 698 exactement et 49 % d'entre elles ont affecté 273.606 travailleurs³.

Section II. — La durée du travail

Dans la Chine ancienne la durée du travail n'était point limitée. Dans les campagnes, comme aujourd'hui encore d'ailleurs bien souvent, les ouvriers travaillaient durant toute la longueur du jour, plus ou moins par conséquent suivant les saisons. Parfois même, ils n'ont aucune horloge pour les guider. La tradition veut que Yao, le premier empereur de Chine qui « avait l'intelligence d'un être divin » fit régner sa vertu jusqu'aux limites du monde. Un jour, dit-on, où il se promenait aux champs, il entendit chanter par des paysans la strophe suivante :

1. Tsing Chin Chun, *Le mouvement ouvrier en Chine*, thèse Lyon 1929, p. 74.

2. *Revue Internationale du Travail*. Genève, mars 1927, vol. xv, n° 3, p. 309.

3. *Revue Internationale du Travail*. Genève, mars 1927, vol. xv, n° 3, p. 309.

« *Travaillant pendant que le soleil s'élève,*
« *Reposant pendant qu'il est couché,*
« *Fonçant le puits pour boire,*
« *Cultivant la terre pour manger,*
« *Que m'importe le pouvoir ? »*

il comprit, dit-on la dureté du labeur des masses payannes, mais qui pouvait songer à l'adoucir ?

D'une manière générale, on peut dire que bien souvent, le travail revêt un caractère essentiellement familial et il est instable aussi parfois. Pendant les périodes de production intense, la durée du travail est considérable atteignant même l'heure de minuit. Le règlement publié par le gouvernement de Nankin a réalisé des réformes profondes notamment en ce qui concerne l'âge minimum des ouvriers, hommes, femmes et enfants; la durée du travail est fixée à 10 heures au maximum par jour pour les adultes, le repos accordé aux femmes en couches, 10 semaines, ainsi qu'une allocation. Signalons toutefois qu'aucune tentative n'a été faite pour mettre ce règlement en vigueur, sauf en ce qui concerne les chemins de fer et les postes, c'est-à-dire, les entreprises d'*Etat*. Dans les autres entreprises, on travaille couramment de 14 à 17 heures par jour¹. D'autre part, on voit dans les fabriques de tapis des enfants de 7 à 8 ans qui ont été recrutés dans les campagnes par des entrepreneurs de main d'œuvre. Or, il s'agit là d'un travail fatigant pour le corps et les yeux durant parfois de 12 à 14 heures par jour.

Dans le district de Wusih qui comporte 36 filatures de soie et 26.246 travailleurs dont 80 % de femmes, la

1. Tsing Chin Chun, *Le mouvement ouvrier*, p. 57.

durée du travail est de 12 heures par jour de 5 heures et demie à 18 heures et demie avec repos d'une heure pour le déjeuner¹. Ajoutons que dans certains établissements où la durée du travail est de 15 heures, aucun repos n'est prévu pour le déjeuner : les ouvriers en sont alors réduits à manger leur riz quand ils peuvent. Il y a là une situation lamentable et tout à fait inhumaine car, bien souvent les enfants se blessent dans leurs travaux à la fin de leur journée parce que, précisément, ils sont exténués du travail considérable et excessif qu'ils ont déjà fourni.

Enfin, nombreuses sont les usines où le travail s'exécute par une équipe de jour de 6 heures à 18 heures, par une équipe de nuit de 18 heures à 6 heures du matin. Des arrêts sont prévus à midi et à minuit pour les repas. Le passage de l'équipe de jour à l'équipe de nuit s'effectue les 1^{er}, 8^e et 23^e jours de chaque mois. Ce régime s'applique aux manufactures de tabac, aux filatures de coton et aux imprimeries. Il est d'ailleurs très inhumain puisqu'il comporte pour les femmes et les enfants l'obligation du travail de nuit. La journée de 8 heures devrait donc être généralisée, mais son extension se heurte à l'opposition des industriels qui craignent de ne plus pouvoir soutenir la concurrence, à celle des ouvriers qui ne veulent pas accepter la diminution de leurs salaires.

Section III. — Les syndicats ouvriers

L'organisation syndicale qui, en Chine comme ailleurs, est une nécessité a pris un essor considérable depuis une

1. *Revue Internationale du Travail*, novembre 1929, p. 750.

dizaine d'années. Jusqu'alors en effet il ne pouvait exister dans notre pays que des organisations secrètes, la loi interdisant les groupements ouvriers.

En 1919, un mouvement anti-japonais se déclencha qui provoqua une campagne de boycottage, et la formation de syndicats. Les ouvriers des chemins de fer d'Etat, des usines japonaises de Changhaï, ainsi que des filatures japonaises se mirent en grève au nombre de 20.000 environ. A cette époque, il y avait environ une centaine de syndicats ouvriers. Par ailleurs, les ouvriers de la filature provinciale de Hou-Nan se mirent en grève. Les grévistes étaient environ 2.000. Aussitôt, les chefs du syndicat Hwang Ngai et Ping Cheng Tsien furent condamnés à mort par le gouvernement militaire de Chao Heng Ti. Cette répression sanglante, la première dans cet ordre d'idées, devait amener les travailleurs à défendre plus énergiquement encore leurs intérêts de classe. A Hong-Kong une grève éclata. 30.000 marins chinois quittèrent à la même époque leur travail pour obtenir une augmentation de salaire. Le syndicat payait à chaque gréviste une allocation variant entre 40 cents et 1 dollar suivant ses charges de famille. Grâce aux fonds provenant de la caisse syndicale alimentée par les souscriptions provenant des travailleurs de la Chine du Nord, la grève put ainsi durer pendant 57 jours¹. Les grévistes obtinrent d'ailleurs une augmentation de salaire de 20 pour cent pour la navigation côtière et de 15 % pour toutes les autres lignes de navigation.

Par les résultats qu'ils venaient ainsi d'obtenir, les travailleurs pouvaient mesurer l'importance de l'organi-

1. *Les problèmes de la Révolution chinoise*, publication de la Société de la Nouvelle Jeunesse, Changhaï 1927, tome II, p. 488.

sation et de la solidarité ouvrière dans leurs conflits sociaux.

Les syndicats prirent ainsi un nouvel essor, et à Canton, le 1^{er} mai 1922, la Conférence nationale des syndicats ouvriers avait pu grouper 164 délégués de 200 syndicats formés dans 12 villes importantes et représentant 400.000 ouvriers environ. Cependant, les conflits ouvriers se multipliaient à partir de 1923; à Changhaï, Canton, notamment dans les chemins de fer d'Etat où l'organisation ouvrière s'était particulièrement développée. Dans la région qui s'étend de Pékin à Hanchow, le Maréchal Wu Pei Fou, conservateur militant, avec interdit toute réunion ouvrière. Or, en février 1923, le représentant des ouvriers se rendit à Tcheng-Tchéou, province de Ho-Nan pour inaugurer le siège du syndicat. Les autorités intervinrent brutalement. Une grève éclata aussitôt qui se termina par l'intervention des troupes. 36 ouvriers furent tués, 200 environ grièvement blessés.

Triste épisode en vérité. Mais il ne suffit pas pour démontrer que les rapports du capital et du travail puissent se régler uniquement par l'intervention militaire et la répression sanglante. Certes, les ouvriers furent obligés de plier momentanément sous le joug, mais ils comprirent bien vite qu'il leur fallait s'organiser plus fortement encore, même secrètement dans un grand nombre de cas. D'ailleurs la répression sanglante est de coutume en Chine.

Le 30 mai 1925, un ouvrier chinois avait été tué dans une filature japonaise pour avoir demandé une augmentation de salaire. Une centaine d'ouvriers chinois avaient été tués le même jour. La police de la concession internationale ouvrit le feu sur les grévistes chinois qui protestaient contre ces faits, il y eut 6 tués et 37

blessés. Peu après, en mesure de protestation, éclataient 135 grèves en solidarité avec celle de Changhaï.

Parmi ces grèves, 94 réunissaient 381.381 ouvriers, soit 4.057 grévistes par groupe. La moyenne des jours de grève dans 25 cas de ce genre, a été de 66.6 jours pour chaque grève¹.

L'incident de Ch'inghaï avait stimulé si profondément l'activité des syndicats, qu'ils décidèrent de s'organiser plus fortement que jamais. Ainsi, la 3^e Conférence nationale des syndicats ouvriers qui se réunit à Canton le 1^{er} mai 1926 groupa 400 délégués de 19 provinces représentant 1.240.000 syndiqués environ.

Nous avons tenu à citer ces faits qui ont une valeur démonstrative et qui sont gros de conséquences pour l'avenir de l'organisation syndicale en Chine.

Section IV

Les tendances du mouvement ouvrier en Chine

Certains éléments, placés à l'aile gauche du mouvement ouvrier, préconisent le sabotage, l'action directe, bref, la tactique communiste. Ils s'inspirent ainsi de la doctrine bolcheviste. Cette tendance est très accusée à Hong-Kong, Changhaï et Canton. Le Syndicat ouvrier des mines de Ping Hsieng à An-Yuan est particulièrement représentatif de ces idées révolutionnaires qui se résument dans la guerre de classes sous ses formes les plus violentes.

Pour d'autres ouvriers, notamment ceux qui sont affi-

1. *Revue Internationale du Travail*, mars 1927. p. 382.

liés au syndicat des mécaniciens de Canton (60.000 adhérents), c'est à la classe ouvrière et à elle seule qu'il appartient de défendre sa cause en développant ses organisations syndicales, aidée le cas échéant de sociologues avertis capables de s'intéresser à son ascension sociale et politique. C'est une tendance socialiste réformiste.

Toutefois, des politiciens rusés ont déjà trompé la confiance des travailleurs qui s'orientent maintenant vers la constitution de syndicats ouvriers nettement indépendants. Mais il faut toujours tenir compte de la propagande secrète révolutionnaire.

Notons enfin que le Kuomintang lui-même — comme d'ailleurs certains représentants ouvriers — considère la classe ouvrière comme étant incapable, à l'heure actuelle, de faire triompher par elle seule, ses revendications. Aussi a-t-il formé parmi ses membres une section du travail chargée de donner aux travailleurs les avis et conseils qui leur sont nécessaires.

TROISIÈME PARTIE

Les relations économiques de la Chine avec les Puissances étrangères.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES DE LA CHINE AVEC L'ÉTRANGER DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'EN 1840.

Section I. — Les origines

A l'origine, le territoire de la Chine ne dépassait guère les bords du fleuve Bleu¹. Nous savons par le Ya-Kong que l'Empire chinois au temps d'Yao (vers 2.000 ans av. J.-C.) était divisé en 9 tchéous, c'est-à-dire en 9 parties bornées par 4 mers. On croyait cependant que celles-ci comprenaient tout ce qui se trouve sous le ciel.

« Tout ce qui est sous le ciel est limité par 4 mers² ». L'arrivée des premières armées chinoises sur les bords de l'Iaxarte est fixé par les annales de la Chine à une

1. Chou-King, *Livre sacré chinois*.

2. V. Chi-King, *Livre classique de la poésie chinoise*.

époque placée entre 87 et 49 avant J.-C. Ce fut quelques années plus tard que l'on commença à parler des Chinois en Occident. A cette époque l'un des plus importants facteurs des relations de la Chine avec l'étranger fut le Bouddhisme. L'empereur Weng-Ti reconnut officiellement le bouddhisme en 61 avant J.-C.

La Chine commença alors à faire du commerce avec l'étranger, notamment en matière de soieries.

Vers le milieu du premier siècle de l'ère chrétienne, un navigateur romain Hippalus se rendit directement du détroit de Bab-Almandeb au golfe de Cambaye¹. Les Chinois suivirent cet exemple et des navires chinois se dirigèrent sur Java, Malacca et Ceylan où se faisaient les échanges commerciaux avec l'Occident, en particulier pour la soie et les épices. Si les Romains cherchaient à pénétrer en Chine, ils n'en rencontraient pas moins de grandes difficultés pour y arriver. Les voies maritimes comme les moyens de communication par terre étaient difficiles. Les Parthes de l'An-Si avaient intérêt à vendre eux-mêmes aux Romains les étoffes de soie qu'ils achetaient en Chine. Ils voulaient garder le rôle d'intermédiaire qui, apparemment, était très lucratif.

Vers 166 après J.-C. Marc-Aurèle² envoya une ambassade au fils du Ciel. L'ambassadeur lui offrit comme présents des dents d'éléphant, des cornes de rhinocéros et des écailles de tortue. Ce fut en vain, car les Chinois voulaient bien vendre leur soie à l'étranger, mais ils ne voulaient pas que les étrangers pénétrant en Chine et puissent ainsi entraver ses communications avec l'exté-

1. Cordier, *Aperçu sur l'histoire de l'Asie en général et de la Chine en particulier*, Paris, p. 9.

2. Les annales chinoises donnent le nom de Ta-Thsin ou de Grand Thsin à l'Empire romain.

rieur. Enfin, il s'agissait pour notre pays de conserver le monopole du commerce de la soie, les documents romains sont formels sur ce point.

Toutefois, des caravanes entrèrent bientôt en relations commerciales avec Canton où, pendant des siècles, régna une activité commerciale considérable¹.

Dès l'année 758, les Arabes s'établirent en Chine et à Canton, ils étaient très nombreux². En 875, les Musulmans déplacèrent leurs établissements de Canton à Kalah dans la presqu'île de Malacca³.

Au moyen-âge, un grand nombre de voyageurs publièrent des relations de leur voyage en Chine et firent ainsi connaître ce pays aux Occidentaux. Les Mongols y contribuèrent aussi. Maîtres de Moscou en 1235, de Kief en 1240, ils envahirent la Pologne, la Moravie, la Bohême, la Hongrie⁴.

Le Pape Innocent IV envoya Jean de Plan Carpin en 1246 comme ambassadeur auprès de l'Empereur Mongol Guzik pour obtenir la paix. L'empereur s'y refusa en lui répondant avec arrogance : — « Toi en personne, à la tête de tous les rois assemblés, venez nous rendre service et hommage. A ce moment-là, nous connaissons votre soumission. Si vous n'observez ni l'ordre de Dieu, ni mes ordres à moi, nous vous traiterons en ennemis ».

18 ans plus tard, le Pape Grégoire envoya au gouvernement chinois trois délégués, dont le plus illustre fut Marco Polo (1254-1323). Arrivé en Chine en 1275 après

1. Pendant fort longtemps les Occidentaux n'eurent pas le droit de faire du commerce ailleurs que dans la ville de Canton.

2. Reinaud, *Relations de voyages*, faits par les arabes et les persans dans l'Inde et à la Chine dans ix^e siècle de l'ère chrétienne, Paris 1845, p. 129, t. I.

3. Cordier, *cf. cit.*, p. 16.

4. Maspero, *La Chine*, Paris, 1925, p. 90.

avoir traversé le désert de Gobi, il fut reçu avec honneurs par le grand Rhan des Mongols, Koubilaï-Rhan, qui lui confia de hautes fonctions. En 1288, un envoyé du Pape Nicolas IV, Jean de Monté-Corvino fonda à Pékin la première communauté chrétienne. De nombreuses personnalités occidentales se rendirent ensuite aisément en Chine, notamment Jean de Prodenone en 1314, Jean Marignolli, à Pékin en 1342, Ibn Bartara, en 1347. Toutefois, il n'y avait pas encore de représentant diplomatique accrédité en Chine, à l'exception de Jean Marignolli, envoyé du pape Benoît XII qui resta à Pékin pendant 4 ans (1342-1346¹).

Section II

Arrivée en Chine des Hollandais, des Portugais, des Espagnols et des Anglais

En 1498, le Portugais Vasco de Gama découvrit la route des Indes par le Cap de Bonne-Espérance. Il se rendit à Calicut, dans l'Inde, l'un des principaux comptoirs pour la vente des épices.

En 1511 Albuquerque prit Goa et Malacca.

En 1518, pour la première fois, les Portugais débarquèrent à Canton « sur de solides navires armés de canons redoutables pour l'époque ». Ils se présentèrent « en conquérants exigeants, décidés à imposer leur volonté par tous les moyens possibles² ». Les flottes portugaises

1. Maspero, *op. cit.*, p. 95.

2. Wellington-Kou, ancien ministre des Affaires Étrangères, *Le statut des étrangers en Chine*, Pékin, 1925, p. 6.

remontèrent vers le nord et abordèrent les provinces de Fou-Kiên et de Tché-Kiang.

En 1537, les Portugais occupèrent une île voisine de Canton et refusèrent de reconnaître l'autorité des mandarins. En 1545, un Portugais ayant été massacré, les navires portugais bombardèrent les campagnes chinoises. Des membres de la colonie portugaise au nombre de 800 furent jetés en prison et 35 navires incendiés¹. Mêmes massacres dans la province de Fou-Kien où cependant les mandarins étaient heureux des revenus que leur procurait leur commerce avec les Portugais et se laissaient gagner par leurs présents.

Pendant que les Portugais s'efforçaient d'affermir leur autorité en Chine, les Hollandais faisaient peser sur notre pays un joug plus intolérable encore. Ils chassèrent les Portugais en 1619 et fondèrent Batavia et Sumatra en 1622. Bientôt cependant, ils durent renoncer à recourir uniquement à la force militaire; aussi leur gouvernement envoya à Pékin en 1665 une ambassade pour obtenir l'autorisation de faire du commerce en Chine. L'empereur y consentit sous certaines conditions.

En 1520, époque où Magellan en doublant le Cap Horn ouvrit la mer des Indes aux caravelles de Castille, les Espagnols font leur apparition dans notre pays. Leur premier objectif fut de s'installer aux îles Philippines. Mais le commerçant chinois Li Ma Ping attaqua les Espagnols avec 62 navires, il fut repoussé jusqu'à la province de Fou-Kiên.

Dans la suite, les Espagnols cherchèrent à envoyer des missions dans cette province et obtinrent le mono-

1. Wellington-Kou, *op. cit.*, p. 10.

poledu commerce dans le port de Amoy. A cette époque la situation politique intérieure de la Chine commençait à devenir plus confuse, la dynastie Ming étant en pleine anarchie, il devint nécessaire de refuser aux étrangers l'accès de la Chine pour empêcher la propagation de conflits (analogues à ceux provoqués par les Espagnols) dans des régions nouvellement découvertes. De 1575 à 1579, les missionnaires espagnols ne furent pas autorisés à pénétrer en Chine et en 1580, l'ambassadeur du roi d'Espagne fut jeté en prison à Canton¹.

Précisions maintenant l'attitude de l'Angleterre à l'égard de la Chine. A la fin du xve siècle, l'Angleterre voulait avoir une marine nationale et prendre aussi sa part des conquêtes nouvelles qui se réalisaient alors dans le monde. En 1592, trois grands navires anglais passèrent près de Mosambique, arrivèrent aux Comores, puis à Zanzibar, pillant même des navires portugais. Ils débarquèrent enfin à Perak. Ce fut le premier voyage de James Lancaster aux Indes orientales² qui provoqua la création de la Compagnie des Indes Orientales en 1600 sous le nom de : « The governour and Company of Merchants of London trading into the East Indies ». Cette compagnie n'était pas seulement chargée d'assurer le commerce anglais avec les Indes. Elle devait encore traiter toutes les affaires commerciales de l'Angleterre en Extrême-Orient. En 1620 à Macao, les Anglais débarquèrent pour la première fois en Chine.

En 1634, un ancien officier de la Compagnie des Indes : John Weddell (1538-1642) se dirigea sur Canton à

1. Wellington-Kou, *op. cit.*, p. 8.

2. Cordier, *Les débuts des Anglais en Extrême-Orient*, 1919, p. 31.

la tête d'une escadre pour demander à conclure un traité de commerce. Les Portugais s'y opposèrent et les Anglais menacèrent de bombarder Canton s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Plus tard, ils essayèrent de profiter des succès du pirate Kossigna qui, ayant chassé les Hollandais de Formose, occupa Amoy où la Compagnie des Indes établit une factorerie. En 1702, les Anglais s'installèrent en Cochinchine, à Ponlocondor. En 1792, une ambassade anglaise demanda, mais en vain, à l'Empereur, d'ouvrir au commerce anglais les ports de Tien-Tsing, Ning-Po, et Tchéou-San. L'Angleterre voulut alors recourir aux armes.

Mais « lorsque l'amiral Drury se présenta devant Canton les Chinois firent preuve d'une énergie inattendue et menacèrent de le repousser par les armes¹ ». En raison de la politique commerciale des étrangers en Chine qui traitaient nos ports en pays conquis, l'attitude de l'Empereur à l'égard des Anglais fut nécessairement hostile.

D'autre part, au XVIII^e siècle, les missionnaires étrangers s'arrogèrent des droits excessifs et engagèrent même les Chinois à ne pas rester fidèles au culte des ancêtres, propagande pour le moins maladroite puisqu'elle heurtait les traditions nationales. Aussi en 1737, l'Empereur chassa tous les missionnaires du territoire chinois, si bien qu'en 1810 il ne restait plus en Chine qu'un petit nombre de chrétiens².

Cette politique eut des conséquences néfastes pour notre pays, elle indisposa les négociants qui cherchaient à obtenir de nouveaux marchés. Des conflits s'aggravèrent

1. Maspero, *op. cit.*, p. 101.

2. Wellington-Kou, *op. cit.*, p. 15.

chaque jour davantage entre eux et les autorités chinoises. Ils furent assurément la cause de la guerre de l'opium de 1840 que nous allons étudier ultérieurement. Toutefois il nous faut préciser, tout d'abord l'organisation du commerce étranger en Chine depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'en 1840.

Section III

L'organisation du commerce étranger en Chine depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'en 1840

Les marchands étrangers venaient de plus en plus nombreux pour vendre les marchandises qu'ils apportaient d'Europe et acheter de la soie, du thé et des porcelaines. En 1708, un gouverneur chinois nomma un agent commercial appelé Hong-Chang avec la mission de s'occuper de toutes les questions commerciales tant pour l'importation que pour l'exportation. Cette innovation fut de courte durée en raison de l'opposition des marchands étrangers qui voulaient garder les monopoles dont ils tiraient un grand profit. Un nouvel organisme commercial apparut bientôt à Canton : le Ko Hong. C'était une maison de commerce appartenant à un marchand privilégié qui se faisait l'intermédiaire ou le garant des commerçants étrangers. Cet organisme présentait quelque analogie avec la Hanse qui était une association commerciale formée entre plusieurs villes d'Europe au Moyen-âge. Ce Ko Hong fut chargé aussi de fixer le prix des marchandises, notamment ceux du thé et de la soie. Puis, en 1760, il obtint le privilège, exclusif

de faire du commerce avec l'étranger. Ce privilège fut aboli par les autorités de Canton, mais le Ko Hong se reconstitua, se livrant à de véritables exactions à l'égard des étrangers, surtout en matière de douanes maritimes. Bref, le Ko Hong redevenait l'intermédiaire obligé entre notre pays et les commerçants étrangers; il pouvait aussi juger les conflits qu'ils avaient provoqués, enfin il était seul qualifié pour transmettre les requêtes des étrangers aux autorités chinoises.

Il y avait environ douze nations qui se livraient alors au commerce dans notre pays; en un mot, toutes les grandes puissances du temps¹.

La Compagnie des Indes orientales, autorisée par le Parlement anglais, créa de nombreux comptoirs ou succursales.

L'influence de la Compagnie des Indes Orientales grandit à ce point que le Ko Hong perdit peu à peu ses prérogatives et se borna désormais à transmettre aux autorités chinoises les pétitions des commerçants.

Bientôt cependant ils s'adressèrent directement aux autorités. En 1729, les représentants de la Compagnie des Indes Orientales demandèrent la réduction des droits frappant à l'entrée les marchandises étrangères. Au cas où ils n'auraient pas reçu satisfaction, ils menaçaient de rompre leurs relations commerciales avec notre pays. La Chine répondit ainsi aux représentants de la Compagnie: « Libre à vous de ne pas faire de commerce avec nous, mais nous ne pouvons vous accorder la

1. Sauf la Russie pendant longtemps. Toutefois, en 1806, un russe Kmsenstern essaya, mais en vain de débarquer à Canton. Aux termes d'un traité sino-russe de 1689, les Russes ne pouvaient franchir le nord de la Chine.

réduction que vous demandez ». En 1728, une taxe nouvelle de 1 % fut appliquée qui frappait le numéraire apporté par les navires étrangers pour acheter des produits chinois. Devant les protestations des commerçants, l'empereur Kien-Long abolit cette taxe en 1736¹.

Dans l'espoir d'obtenir pour leur commerce une situation plus favorable encore, les Anglais envoyèrent en Chine l'ambassadeur Macartney en 1783 et Amherste en 1816.

Mais l'empereur se refusa à les recevoir sous le prétexte « qu'ils n'avaient pas observé les rites d'introduction et de présentation auprès de lui »².

Bien que le commerce se fût très développé en Chine, des faillites retentissantes ne tardèrent pas à éclater. Le passif s'élevait même à 4.266.650 dollars. L'empereur chargea le Ko Hong de régler ces affaires. D'ailleurs grâce aux revenus provenant de la surtaxe frappant les thés, le Ko-Hong parvint à rembourser une somme de 3.550.000 dollars de 1.793 à 1810. Bref, le passif s'abaissa progressivement, il était de 2.960.000 dollars en 1829, de 2.261.437 dollars en 1836 et de 1.000.000 de dollars en 1837³.

1. Hou Hon Chun, *Histoire douanière de la Chine*, thèse, Paris, 1929, p. 14.

2. Maspero, *op. cit.*, p. 102.

3. Wellington-Kou, *op. cit.*, p. 24.

CHAPITRE II

LES RELATIONS ECONOMIQUES DE LA CHINE AVEC L'ETRANGER DEPUIS LA GUERRE DE L'OPIUM JUSQU'A NOS JOURS

Section I

L'ouverture des principaux ports chinois au commerce international

La guerre de l'opium a des origines multiples et complexes. Tout d'abord l'Angleterre avait voulu contraindre la Chine à ouvrir ses principaux ports au commerce international. Elle n'y avait pas réussi. C'est ainsi que le gouverneur de Canton Lou Chun refusa de recevoir Lord Napier, l'envoyé de l'Angleterre, et le renvoya aux commerçants du Ko-Hong. Les relations sino-anglaises devinrent plus tendues encore par la suite. Aussi l'Angleterre chercha-t-elle une occasion de déclarer la guerre à la Chine. Cette occasion, elle la trouva dans la conflit de l'opium. En effet, l'Angleterre voulait obliger la Chine à consommer l'opium qui était exporté des Indes et dont elle ne pouvait trouver ailleurs l'écoulement. A partir de 1780, le commerce de

l'opium progressa sans arrêt. De 1.000 caisses en 1767, l'importation d'opium en Chine s'éleva à 4.054 caisses en 1790 et à 40.200 caisses en 1839 correspondant à une valeur de 3.323.200 livres¹. Il nous faut signaler ici que sous le règne de Kia-King (1796-1820) un édit avait prohibé la culture et l'importation de l'opium en Chine. Il fut sans effet. Aussi, plus tard, Lin-Tsai-Siou, le gouverneur du Hou-Kouang, Chinois strict et radical de la vieille école, demanda l'application de cet édit. Il fut chargé par le gouvernement de se rendre à Canton. Il décréta la peine de mort contre les fumeurs d'opium, fit entourer le consulat anglais d'un cordon de troupes et exigea la livraison et la destruction des 20.000 caisses d'opium qui avaient été découvertes à Canton. Un édit fut même rendu qui ordonnait de cesser tout commerce avec les « barbares anglais ». L'Angleterre résolut alors de s'emparer de Hong-Kong, petite île où elle pourrait introduire de l'opium en contrebande et créer un port d'une importance capitale pour le commerce international. Dès le lendemain de la déclaration de guerre de l'Angleterre à la Chine, les Anglais occupèrent Ting-Hai, dans la province de Tche-Kiang le 14 juillet 1840, puis le 21 juillet de la même année, ils prirent Tchen Kiang et pillèrent cette ville. Enfin, ils bombardèrent Nankin. Les hostilités se terminèrent par la signature du traité de Nankin, le 29 août 1842. La Chine s'engageait à verser à l'Angleterre une indemnité de 21 millions de dollars correspondant à ses dépenses de guerre, et

1. Wong Ching Wai, *La Chine et les Natisns*, traduction française de Heywood, Paris, 1928, p. 41.

cela en 4 annuités. C'est à partir de cette époque que le régime douanier de la Chine fut soumis au contrôle étranger. Enfin, la Chine céda à l'Angleterre l'île de Hong-Kong tout entière et ouvrit au commerce anglais les ports de Canton, Amoy, Fu Tchéou, Ning Po et Changhaï. Peu de temps après, la France et les Etats-Unis réclamèrent l'égalité diplomatique et commerciale avec l'Angleterre. Aussi, le traité sino-américain de Ouanghouï, signé le 3 juillet 1844, prévoit que « si des avantages ou privilèges quelconques venaient à être accordés plus tard par la Chine à n'importe quelle autre nation, les Etats-Unis et leurs ressortissants auraient droit à une participation égale et complète auxdits avantages et privilèges ». D'autre part, le traité sino-français de Auhampao du 24 octobre 1844 comportait aussi la clause de la nation la plus favorisée.

L'égalité est certes un bien joli mot, comme disent souvent les Français. Les étrangers pouvaient ainsi librement faire du commerce en Chine. La valeur totale du commerce international observé dans les cinq ports ouverts à l'Europe atteignait, en 1845, £ 12.590.053. Dans ce chiffre, la part des importations était de £ 4.516.487, celle des exportations de £ 8.073.566¹. En 1857 une nouvelle guerre fut décidée encore contre la Chine par l'Angleterre et la France, désireuses d'obtenir encore de nouveaux avantages commerciaux. Par le traité de Tien Tsin signé en 1858 et en vertu du traité de Pékin signé en 1860, l'Angleterre reçut la ville de Kéou-Lung, situé en face de Hong-Kong.

1. Hou Hon Chun, *op. cit.*, p. 63.

D'autre part, la Chine devait ouvrir 11 autres ports au commerce européen : Tching Kiang, Nankin, Taïouam, Tansaï dans l'île de Formose, Haï-Nan, Tchao-Tchéou dans la province de Kwang-Tong, Hankéou, dans la province de Houpé, Kio-Kiang dans la province de Kiang-Si, Newchouang, dans la province de Feng-Tien, Tchefou dans la province de Chan-toung et Tien-Tsin dans la province de Chili. De son côté, la Russie signa un traité avec la Chine le 14 novembre 1860. Elle obtint ainsi les territoires situés à l'est du fleuve Oussouri, du Sounougatsien, du lac Sinkaï et du fleuve Touman¹.

En 1876 l'Angleterre trouva encore une occasion de reprendre la lutte contre la Chine. En effet, un interprète anglais, Margary, chargé par le consul d'Angleterre d'accompagner une expédition dans les provinces du Yuan-Nan fut assassiné par des paysans ainsi que 6 Chinois, et cela malgré l'aide apportée par un grand nombre de particuliers et de fonctionnaires chinois. Cette expédition qui avait pour but de développer le commerce anglais se heurtait à l'hostilité de la population agricole opposée à la pénétration étrangère. Par le traité de Tchefou du 13 septembre 1876, l'Angleterre obtint à la suite de cet incident l'ouverture d'autres ports chinois au commerce européen. Ces ports étaient : I-Tchang dans la province de Hou-pè, Wou-Hou dans le Ngan Houè, Wen-Tchéou dans le Tché-Kiang, Pé-Haï dans le Kwang-Tong. En outre, le gouvernement anglais se faisait reconnaître le droit d'envoyer des officiers en résidence à Tchoung-King pour surveiller

1. Wong Ching Waï, *La Chine et les nations*, Paris, 1928, p. 77.

les transactions commerciales anglaises dans la province du Se-Tchouen¹. De 1885 à 1887, la France s'efforça de détacher l'Annam de la Chine. Celle-ci perdit bientôt ses droits souverains sur cet état vassal. La ville de Loung-Tchéou au Kwang-Si et Mong-Tseu au Yun-nan furent ouvertes au commerce français, ainsi que Han-Hao où la France recevait le droit d'y faire résider un agent commercial relevant du consul de Mong-Tseu.

A son tour le Japon s'attaqua à la Chine. La guerre sino-japonaise qui dura de 1894 à 1895, se termina par le traité de Shimonoseki, signé le 23 mars 1895. Le Japon obtenait de la Chine une indemnité de 200 millions de taëls, exigea d'elle l'indépendance de la Corée, puis se fit attribuer Formose, les Pescadores, le Liao-Toung. Il faisait ouvrir également d'autres villes au commerce : Cha-Chi, Tchoung King, Sou-Tchéou, Hang-Tchéou. Enfin, il obtenait la liberté de navigation sur le Yang-Tseu de I-Tchang à Tchoung King et sur la rivière de Wou-Soung et le Canal de Changhaï à Hong-Tcheou². Toutefois, au lendemain de la signature de ce traité, la Russie, la France et l'Allemagne obligèrent le Japon à rendre à la Chine la presque île du Liao-Toung, craignant que l'occupation de ce territoire par le Japon ne fût une source de conflits en Orient. La Russie ayant aidé la Chine à acquitter son indemnité de guerre au Japon, obtint, pour prix de ses services, le droit de prolonger le Transsibérien à travers la Mandchourie septentrionale et de construire un embranchement de cette ligne jusqu'à Port-Arthur.

1. *Traité de Tchefou*, section IV, article 1.

2. Cordier, *op. cit.*, t. III, p. 284.

C'était le début de la « bataille des concessions » suivant le mot de Lord Salisbury.

Deux missionnaires allemands, les Pères Nies et Henle ayant été assassinés à Kiao-Tchoung dans la Chantoung, des troupes allemandes débarquèrent à Kiao-Tchéou, port qui fut cédé à bail à l'Allemagne par la convention du 6 mars 1898. L'Allemagne fut autorisée également à construire une voie ferrée de Kiao-Tchéou à Tsi-Nan et à exploiter les mines dans un périmètre de 15 kilomètres de chaque côté de la voie. La Russie devait suivre l'exemple de l'Allemagne.

En effet, par le traité de Pékin du 15 mars 1898, la Chine cédait à la Russie, à bail, et pour 99 ans, la ville de Port-Arthur. La Russie se faisait aussi céder à bail pour 85 ans la presqu'île du Liao-Toung. De son côté, par la convention franco-chinoise du 16 novembre 1898, la France obtint à bail pour 99 ans Kouang Tcheou Wang pour y établir une station navale et construire une ligne de chemin de fer de la frontière du Tonkin à Mong-Tseu. L'Angleterre obtint aussi de nouvelles concessions au mois de juillet 1898. La Chine céda en effet à bail à l'Angleterre pour 99 ans Wei-Hai-Wei, dans la province de Chantoung et les mers avoisinantes¹. Plus tard, par la convention en date du 9 juin 1898, la Chine permit à l'Angleterre d'étendre son influence sur les îles proches du port de Hong-Kong et qui sont au nombre de 40 environ. Bien plus, le 9 février 1898 l'Angleterre demanda à la Chine de

1. Léon Young, *Les territoires à bail en Chine*, thèse, Paris, 1929, p. 51 et suiv.

s'engager à ne pas aliéner la vallée du Yang-Tseu qui devenait ainsi une sphère d'influence anglaise.

Deux mois plus tard, le chargé d'affaires de France, M. Dubail, présenta au gouvernement chinois une requête semblable à celle de l'Angleterre, en ce qui concerne les provinces limitrophes du Tonkin. Toutefois, la Chine répondit « qu'il n'y avait aucune raison pour que ces terres soient cédées ou louées à une puissance¹ ». De son côté, le Japon exigea et obtint de la Chine l'assurance que la province de Fou-Kien ne serait jamais cédée à une puissance étrangère. Plus tard, en septembre 1898, l'Allemagne et l'Angleterre précisèrent dans un accord les sphères d'influence qu'elles se reconnaissaient réciproquement dans notre pays. Les puissances voulaient ainsi morceler la Chine et y établir leur prépondérance politique, prélude nécessaire de leur pénétration économique dans ce pays. Bientôt, les Etats-Unis, reconnurent dans la Chine l'un des meilleurs débouchés pour leurs produits industriels. Aussi, le 6 septembre 1899, ils demandèrent aux puissances que les conditions faites au commerce étranger en Chine fussent les mêmes pour tous les pays intéressés. C'était la théorie de l'égalité des puissances dans le dépècement de la Chine.

La guerre des Boxers (1900-1902) donna aux Etats-Unis l'occasion d'intervenir de nouveau dans les affaires de Chine. Le 3 juillet 1900 ils adressèrent en effet une note demandant aux puissances « de chercher une solution qui puisse assurer la sécurité et la paix en Chine, d'une manière permanente, sauvegarder l'intégrité territoriale et administrative de la Chine et

1. Cordier, *Les relations de la Chine avec les puissances étrangères*, t. III, p. 369.

protéger les droits accordés par les traités aux puissances ».

Il était douteux toutefois que le conflit d'intérêts qui divisait les puissances pût être apaisé par une simple note diplomatique. Cette opinion est d'ailleurs corroborée par la guerre russo-japonaise qui éclata, exactement 3 ans après l'envoi de la note américaine aux puissances.

La guerre russo-japonaise s'explique aisément : le Japon cherchait à consolider sa domination en Mandchourie alors que la Russie prétendait garder les privilèges qu'elle avait obtenus. Le traité de Portsmouth signé en septembre 1905 termina cette guerre. Il donnait la Corée au Japon, lui attribuait les droits qui appartenaient à la Russie sur la presqu'île du Liao-Toung et la section méridionale du chemin de fer de Mandchourie. Le Japon obtint de la Chine des concessions nouvelles en décembre 1905. Notamment l'ouverture au commerce étranger des villes suivantes : Feng Huan Cheng, Fakumen, Tieh-Ling, Tung-Chiang-Seu, Simintung, Liao-Yang dans la province de Feng Tien, Chang Chun, Kirun, Ninguta, Harbin, Hunchun et San-Sing, Hunchun, Tsitsihar, Aigun, Manchuli.

En 1911, la dynastie Mandchoue ayant été renversée, la République fut proclamée en Chine. Les puissances ne changèrent point cependant leur attitude à son égard. L'Angleterre envoya en effet une note à Pékin pour interdire à la Chine d'intervenir dans la politique générale du Thibet. Cette note qui comportait 4 parties distinctes visait notamment les fonctionnaires chinois et les troupes chinoises du Thibet. Une conférence anglo-chinoise fut convoquée pour régler le problème du Thibet et l'année suivante un accord intervenait. La Russie obtint, elle aussi, de nouveaux avantages

par une convention en date du 5 novembre 1913 relative à la Mongolie.

Avec la guerre mondiale (1914-1918) le Japon, en raison de l'impossibilité où se trouvaient les autres puissances d'intervenir en Chine, trouva une occasion unique pour accroître son influence en Chine.

Le 16 août 1914, le Japon demanda à l'Allemagne de lui céder, avant le 15 septembre suivant, le territoire de Kiao-Tchéou¹. L'Allemagne s'y refusa, le Japon lui déclara la guerre, fit occuper Kiao-Tchéou, et la voie ferrée de Kiao-Tchéou à Tsi-Nan qui traverse le Chantoung. Il s'empara aussi de tous droits et entreprises de l'Allemagne dans cette province. D'autre part, le 18 janvier 1915 le gouvernement japonais envoya à Pékin une note où il formulait ses exigences. Les 21 concessions que le Japon réclamait de notre pays comportaient 4 rubriques distinctes relatives au Chantoung, à la Mandchourie méridionale, à la Mongolie intérieure, aux golfes, aux îles et aux ports.

Parmi les prétentions du Japon, les plus remarquables nous paraissent avoir été exposées dans les textes suivants :

1) « Le gouvernement chinois s'engage à donner son assentiment à tout accord que le gouvernement japonais pourra ultérieurement conclure avec le gouvernement allemand au sujet de la disposition en faveur du Japon de tous les privilèges et concessions de l'Allemagne dans le Chantoung, qu'ils soient ou non fondés sur des traités conclus avec le gouvernement chinois². »

1. Challaye, *La Chine et le Japon*, Paris, 1921, p. 200.

2. Note adressée par le Japon à la Chine le 18 janvier 1915, 1^{re} section, art. 1.

2) « Les deux parties contractantes conviennent de porter à 99 ans la durée de la concession de Port-Arthur et de Ta Lien Wan ainsi que celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer d'Antoung¹. »

3) « Il sera concédé ou donné à bail aux fonctionnaires et sujets japonais dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale des terrains nécessaires à la construction d'immeubles et d'usines². »

4) « Le gouvernement chinois s'engage à concéder aux fonctionnaires et sujets japonais le privilège d'exploiter les mines de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale³. »

5) « Le gouvernement s'engage à concéder au Japon le droit de construire des lignes de chemins de fer reliées à la ligne de Outchang et Kiou-Kiang à Nanchang de Nanchang à Han-Tchéou⁴. »

Les 5 articles que nous venons de citer contiennent des demandes injustifiables et si excessives que jamais la Chine n'avait eu encore à répondre à de telles prétentions. Ainsi, fut provoqué en Chine un mouvement anti-japonais dont les répercussions furent d'ailleurs sensibles sur les conférences réunies pour le règlement de la paix. Toutefois, en présence de l'ultimatum adressé par le Japon à la Chine, le 7 mai 1915, le Président de la République Chinoise, Yuan Chi Kaï dut accepter

1. Note adressée par le Japon à la Chine le 18 janvier 1915, 2^e section, art. 1.

2. Note adressée par le Japon à la Chine, 2^e section, art. 2.

3. Note adressée par le Japon à la Chine, 2^e section, art. 3.

4. Note adressée par le Japon à la Chine, section V, art. 5.

les conditions qu'il lui était imposées par la force. Le Parlement n'a d'ailleurs jamais ratifié l'accord signé par le Président.

Section II

Le contrôle international des douanes chinoises

Tous les pays sont amenés à instaurer sur leur territoire un régime douanier, aussi bien pour défendre leurs industries contre la concurrence étrangère que pour se procurer ainsi des revenus appréciables. Avant 1840, la Chine avait un régime douanier, mais il ne comportait pas encore d'agents spécialisés et chargés d'en contrôler l'application. Deux ports seulement étaient alors ouverts au commerce : Macao et Canton. Toutefois, la Chine, à cette époque fixait elle-même les droits de douane exigibles sur son territoire. En 1690, par exemple, elle établissait un droit de 4 % à l'importation et de 1, 6 % à l'exportation. En revanche, à la suite de la guerre de l'opium, la Chine perdit son autonomie douanière. L'article 2 du traité de Nankin disposait en effet que la perception des droits de douane serait contrôlée par des agents britanniques dans chacun des ports ouverts au commerce européen. Les Anglais jouaient ainsi le rôle d'intermédiaires entre les commerçants et les autorités chinoises. Bien plus, le 8 octobre 1844, par le traité de Hou-Man qui complétait celui de Nankin, la Chine s'engageait à ne pas établir de droits à l'importation et à l'exportation qui dépasseraient le taux de 5 % *ad valorem*. Seuls, l'acajou,

le bois de santal, le buis, le cuivre jaune, le bronze, l'encens pourraient être taxés à 10 %. L'application de ces textes devait permettre aux produits étrangers de concurrencer aisément ceux de notre pays. En outre, le traité de Hou-Man stipulait en son article 8 que « si plus tard il plaisait à l'Empereur, pour n'importe quelle raison, d'accorder des privilèges ou des immunités nouvelles à des nationaux d'autres puissances étrangères, les mêmes privilèges ou immunités seraient étendus aux sujets britanniques ». Les Etats-Unis et la France réclamèrent bientôt le bénéfice de cette clause de la nation la plus favorisée, le taux de 5 % devint ainsi applicable à toutes les marchandises étrangères. La Chine n'en gardait pas moins certains droits dans l'application de son régime douanier, peu considérables d'ailleurs. Elle devait bientôt perdre ce qui lui restait de son autonomie. En effet, les droits de douane ne pouvant plus être régulièrement perçus à Changhaï; à la suite d'une rébellion, les consuls d'Angleterre, de France et des Etats-Unis décidèrent qu'ils seraient acquittés par leur intermédiaire. Wou-Kien Tchang, sous-intendant des douanes, s'enfuit, mais il fut découvert dans sa retraite et dut consentir à admettre dans les douanes chinoises des étrangers désignés par les 3 puissances et qu'il nommerait en apparence lui-même. Le 29 juin 1854 une conférence entre Wou-Kien-Tchang et les trois consuls se réunit à cet effet. Bientôt furent nommés membres de la commission des inspecteurs des douanes de Changhaï M. Smith, interprète du consulat français, M. Carr, attaché à la Légation des Etats-Unis, M. Wade, vice-consul d'Angleterre.

Cet organisme de contrôle allait devenir permanent.

C'est ainsi que successivement les ports récemment ouverts au commerce européen furent pourvus d'un bureau de douane au profit des puissances étrangères. Il y en avait 14 environ en 1864¹. Par le traité de Tien-Tsin de 1858, l'Angleterre obtint que les tarifs établis par la Chine ne seraient pas révisés avant l'expiration d'un délai de 10 ans, la France, par le traité de Pékin de 1860 se fit accorder la même condition, mais pour une période de 7 années seulement.

A la suite de la guerre des Boxers de 1900 les puissances obtinrent par traité en 1901 une indemnité de 450 millions de taëls, calculée sur la base de la monnaie or de chaque pays. Le recouvrement en était garanti par les revenus des douanes maritimes chinoises, qui au lieu d'être affectés à la Chine elle-même allaient servir désormais à satisfaire les exigences des puissances étrangères. En 1911, les Anglais créèrent même des banques à Hong-Kong et à Changhaï pour assurer la perception immédiate des revenus des douanes². Dans ces conditions, peut-on dire que la Chine est un pays vraiment indépendant et n'a-t-elle pas eu raison de protester lors de la signature du traité de Versailles contre un pareil état de fait ?

1. Cordier, *Les douanes impériales maritimes de la Chine*, Paris, 1905, p. 6 et suiv.

2. Wen Ching Yin, *Le système fiscal de la Chine*, thèse, Paris, 1929, p. 146.

Section III

La pénétration industrielle des étrangers en Chine

Rappelons tout d'abord que le traité de Shimono-seki avait permis, pour la première fois, aux étrangers d'établir des industries dans notre pays. Le Japon obtint de pouvoir introduire librement en Chine des machines de tous genres sans payer d'autres droits que ceux d'importation. Des marchandises fabriquées en Chine par des sujets japonais seraient traitées désormais comme les articles d'importation de provenance japonaise, en ce qui concerne les exemptions de taxes et de droits.

L'application de la clause de la nation la plus favorisée étendit bientôt ses avantages aux autres puissances. En outre, par le traité de commerce et de navigation du 21 juillet 1896, la Chine accordait aux Japonais, ainsi qu'à leurs familles, leur suite et leurs établissements le caractère d'inviolabilité. Même, ils reçurent le droit de pouvoir choisir librement leurs employés, interprètes et domestiques. Grâce à ces dispositions et au faible taux des salaires en Chine, les étrangers arrivèrent facilement à concurrencer le commerce et les industries chinois. Au surplus, les banques étrangères en vinrent bientôt à une politique de collaboration entre elles pour construire des voies ferrées par exemple telles celles du Houkouan : Canton, Hankow, Szeeleman¹. Successivement l'Angleterre, l'Alle-

1. Vialatte, *op. cit.*, p. 163.

magne, la France, les Etats-Unis et la Russie pratiquèrent la politique que nous venons de préciser. Les puissances exploitaient aussi nos mines de houille. En 1922, la production totale s'élevait 19.954.529 tonnes dont 13.928.355 avaient été extraites des mines concédées situées sur notre territoire¹.

Les puissances pouvaient aussi exploiter des forêts, celle du Yalou en Mandchourie et même établir des lieux d'élevage, tels ceux de la Russie dans la Mandchourie du Nord².

Fait plus important encore, le monopole des communications par câbles appartient on peut dire en totalité à des compagnies étrangères, notamment la « Eastern extension Australasia and China Telegraph Company » (anglaise), la C^{ie} du télégraphe du Nord (danoise), la « Commercial Pacific Cable Company » (américaine), les deux premières ayant droit d'exploiter jusqu'en 1930. Des stations de T. S. F. étrangères existent aussi en Chine. La France en possède à Changhaï qui est en communication avec la station de Bordeaux ; à Kouang-Tchéou Wan et Mong-Tseu. Les stations américaines se trouvent à Pékin et à Changhaï ; celles de l'Angleterre à Hong-Kong et à Kiou Loong. Enfin jusqu'en 1922, des services postaux concédés à des entreprises étrangères fonctionnaient en Chine. A cette date, en effet, la Conférence de Washington estima que la poste chinoise avait acquis un développement suffisant pour remplacer les bureaux de poste étrangers qui successivement, au cours de l'année 1922, furent supprimés. Rele-

1. Dubarbier, *La Chine contemporaine politique et économique*, p. 268.

2. Wong Ching Waï, *op. cit.*, p. 124.

vons d'ailleurs ici que l'organisation du service postal chinois remonte à 1861 époque à laquelle sir Robert Hart inspecteur général des Douanes Maritimes avait réalisé cette création dans notre pays. Toutefois, ce service visait surtout à développer les influences et les intérêts des puissances européennes. Dans l'intérieur de la Chine, subsistaient les organisations postales chinoises. Vers la fin de la dernière dynastie de Tsieng le service postal fut disjoint du bureau des Douanes Maritimes et étendu à tout l'empire. Seules désormais furent autorisées à assurer le transport des lettres et des colis postaux les villes qui s'étaient affiliées à l'organisation postale centrale.

Section IV

La pénétration économique du Japon en Mandchourie et le mouvement de boycottage anti-japonais

a) *Voies ferrées.* — Depuis la fin de la guerre mondiale, les relations de la Chine et du Japon sont plus étroites que par le passé. Aussi bien, en raison de sa population chaque jour grandissante, le Japon est obligé de chercher des terres, des débouchés, sa production agricole ne pouvant être accrue davantage. De 33 millions en 1902 la population japonaise atteignait en effet 46 millions en 1902. Les Japonais s'infiltrèrent de préférence en Mandchourie, parce que cette région est voisine de la Corée. Au surplus, le Japon avait déjà obtenu des droits importants sur

la Mandchourie du sud, à la suite de la guerre russo-japonaise. La Mandchourie comporte d'ailleurs une production agricole très abondante et des forêts immenses dans la région du Yalou par laquelle précisément les Japonais ont fait passer l'invasion économique qu'ils avaient projetée.

Signalons ici qu'au lendemain de la guerre russo-japonaise, la Russie avait transféré au Japon tous ses droits sur la Mandchourie du Sud. Or, les Japonais avaient déjà fondé la Compagnie des Chemins de fer de Mandchourie sur le modèle de la Compagnie des Indes Orientales. Le capital était à l'origine de 200 millions de dollars le gouvernement japonais en souscrivait la moitié, l'autre moitié étant représentée par des capitaux privés. Ce même capital s'est élevé par la suite à 440 millions de dollars. Cette Compagnie de chemins de fer emploie 38.000 employés. Elle assure l'exploitation des mines et des services de navigation et de voies ferrées suivantes: ligne de Ta Lien Wan à Changechum, d'Angton à Moukden avec embouchements, notamment à Port-Arthur. La compagnie possède 400 wagons de voyageurs, et 6.500 wagons de marchandises.

Les lignes de Shi Ping Chilh à Tao Nang et de Chanchun à Kiren qui traversent la Mandchourie sont une entreprise sino-japonaise, mais en fait, la majorité des capitaux ont été fournis par la Compagnie des chemins de fer de la Mandchourie du Sud, elles sont sous la tutelle japonaise. La ligne de Kiren a été prolongée jusqu'à Ting-Fa. C'est une ligne stratégique d'une importance capitale pour le Japon qui pourra ainsi pénétrer en Mandchourie Orientale en passant par la Corée. Bref, la Chine possède la ligne de Pékin à Moukden en Mand-

chourie tandis que les chemins de fer de l'Est Chinois sont placés sous le contrôle de la Russie et les autres lignes de la Mandchourie sont sous la dépendance de la Compagnie des chemins de fer de la Mandchourie du Sud.

Cette compagnie exploite également des ports mandchous parmi lesquels Ta Lien Wan, le plus important de tous, et Antoung.

C'est cette même compagnie des chemins de fer de la Mandchourie Méridionale qui possède aussi les mines de houille de Fushan qui assurent l'approvisionnement des villes de Hong-Kong et de Changhaï, les mines de fer de An-sam, les gisements pétroliers de Fushan et un établissement connexe qui produit 55.000 tonnes de pétrole chaque année.

En dépit de la suppression des bureaux de poste étrangers en Chine, le Japon possède encore sur notre territoire 42 bureaux de poste, et 83 bureaux de télégraphe¹. A Ta Lien Wan et à Moukden, il a monopolisé les services d'électricité. D'autre part, la Compagnie des Chemins de fer de la Mandchourie méridionale a fondé les établissements les plus divers, des écoles primaires, des écoles des mines, des écoles d'agriculture, notamment à Wen-Yo-Tchang, la Faculté de Médecine de Moukden, l'école des Hautes études industrielles de Ta-Lien-Wan ainsi que l'Université du Génie de Port-Arthur. La même compagnie créa aussi trois centres d'expériences agronomiques destinés à faciliter l'amélioration de l'élevage et de la culture. La population japonaise en Mandchourie dépasse sensiblement le chiffre de 280.000. Aussi, les entreprises d'huilerie,

1. Tsian Kun Tchong, *Histoire des humiliations infligées à la nation Chinoise*, Changhaï 1927, p. 239.

de minoterie et de tabacs sont elles accaparées par les Japonais. Le capital de la société des minoteries de Mandchourie atteint 6 millions, celui de la société des Tabacs de l'Asie Orientale 10 millions de dollars. On trouve enfin en Mandchourie des entreprises de papeterie et des fabriques de lainages et de porcelaine.

L'influence du Japon ayant ainsi grandi chaque jour davantage, un mouvement populaire de boycottage ne tarda point à éclater. Déjà, en Turquie, les jeunes-Turcs avaient eu recours à cette politique à la suite de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Les Grecs firent de même par la suite, plus récemment encore.

Le développement du boycottage anti-japonais s'est réalisé en 4 phases distinctes. Tout d'abord en 1908 un vapeur japonais chargé d'armes de toute nature fut saisi par les Chinois à Canton. Le boycottage fut alors appliqué contre le Japon pour la première fois. Le commerce japonais en Chine en fut sérieusement diminué, l'exportation japonaise s'abaissa de 85.619.000 dollars en 1907 à 60.506.000 en 1908; l'importation de 59.182.000 dollars en 1907 à 50.966.000 dollars en 1908. Dans une seconde période, les Chinois s'opposèrent par le boycottage à la construction de la voie ferrée japonaise d'Antoung à Moukden en 1909, sans grand succès d'ailleurs, car les répercussions en furent presque négligeables.

La 3^e période fut marquée par l'acceptation en 1915 des 21 demandes faites par le Japon au gouvernement chinois. Le boycottage sévit alors, en signe de protestation contre l'accord intervenu, notamment à Pékin, Tien-Tsin, Changhaï, Han-Kow, Canton. Des associations anti-japonaises se formèrent en grand nombre

et dans un certain nombre de villes des grèves importantes eurent lieu.

De 1914 à 1915 les répercussions du boycottage sur les relations commerciales sino-japonaises furent les suivantes.

En 1914 le mouvement des échanges commerciaux correspondait respectivement à 53.695.000 dollars. pour le mois de mars, à 47.377.000 pour le mois d'avril et à 50.472.000 pour le mois de mai. Or, en 1915, les chiffres afférents au mois de mars étaient de 44.091.000 dollars, pour le mois d'avril de 40.448.000 dollars, et pour le mois de mai de 33.707.000 de dollars seulement¹.

Enfin, en 1919, après la Conférence de Versailles où la Chine éprouva une désillusion, lorsque les puissances se refusèrent à lui restituer ses privilèges dans le Chantoung, le boycottage anti-japonais éclata de nouveau. Mais sans effet cette fois parce qu'il fut de très courte durée, et parce que les puissances européennes à la suite de la guerre de 1914 constituaient d'immenses débouchés pour les produits japonais.

La Conférence de Washington ayant refusé de rendre à la Chine Port-Arthur et Ta-Lien-Wan et d'admettre que les 21 demandes faites antérieurement fussent rapportées, le boycottage fut décrété contre le Japon et atteignit durement cette fois ses exportations et ses importations comme le montre le tableau suivant

1. *The Eastern miscellany*, vol. XXV, n° 3.

1. *Mouvement des exportations (en dollars) :*

		Avril	Mai	Juin
1922	...	34.509.000	33.612.000	30.456.000
1923	...	30.147.000	21.919.000	18.957.000

2. *Mouvement des importations (en dollars) :*

1922	...	18.410.000	16.368.000	14.034.000
1923	...	19.099.000	20.653.000	23.093.000

De même le commerce du coton subit les fluctuations suivantes au détriment du Japon :

1922	...	8.169.000	8.622.000	4.864.000
1923	...	5.550.000	3.771.000	1.600.000

Les boycottages décidés contre le Japon avaient donc exercé des répercussions sérieuses sur son commerce, mais les conséquences qui en découlèrent ne furent pas aussi importantes qu'on aurait pu l'espérer parce que la Chine ne pouvait continuer longtemps cette politique de boycottage, absorbée qu'elle était par ses luttes intérieures.

CHAPITRE III

LES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LA CHINE POUR RÉCUPÉRER LES AVANTAGES QUI LUI ONT ÉTÉ RETIRÉS PAR LES PUISSANCES.

Section I.

Déception éprouvée par la Chine à la Conférence de Versailles

Membre de l'Entente, la Chine participa à cette Conférence. Croyant que le monde allait être reconstruit sur la base des principes wilsoniens qui reconnaissaient aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes, la Chine demanda la récupération des privilèges qu'elle avait cédés à l'Allemagne dans le Chantoung, avant sa déclaration de guerre à ce pays du 24 mars 1917. De même, la Chine exposa que ses conventions avec le Japon devaient être considérées comme caduques parce qu'elles lui avaient été imposées par la violence, comme le fut le traité de Brest-Litowsk à la Russie par l'Allemagne. En conséquence, nos délégués réclamaient la suppression des sphères d'influences, de l'occupation militaire étrangère et des services postaux étrangers. Ils demandaient aussi l'abolition des droits d'exterritorialité, la restitu-

tion des concessions et des « settlements » étrangers, l'octroi de l'autonomie douanière¹. Aussitôt, le Japon invoqua les accords sino-japonais du 25 mai 1915 qui lui avaient attribué tous les droits appartenant à l'Allemagne dans le Chantoung. Bref, les puissances ne voulaient plus entendre parler des « défenseurs de la Justice et de l'Humanité » pour employer la formule qu'elles répétaient elles-mêmes pendant la guerre; car elles s'étaient engagées à soutenir la politique japonaise dans le Chantoung. Et M. Wilson lui-même qui, par ses 14 points avait fait naître parmi les nations des espoirs de libération, dès qu'il fût entré au palais de Versailles, oublia toutes ses promesses de la veille.

Le Traité de Versailles donna, en effet, pleine satisfaction au Japon (articles 156, 157, 158). L'article 156 consacre la renonciation de l'Allemagne en faveur du Japon à tous les droits de privilèges sur le territoire de Kiao-Tchéou. Le Japon gardait ainsi notamment le contrôle de la voie ferrée de Tsingtao à Tsinanfou et des cables sous-marins de Tsingtao à Changhaï et de Tsingtao à Tchefou.

L'article 157 confirmait l'emprise du Japon sur les droits mobiliers et immobiliers que l'Etat allemand possédait dans le territoire de Kiao-Tchéou.

L'article 158 prévoyait la remise au Japon des archives, registres et plans que l'Allemagne possédait dans le même territoire.

La Chine se trouvait ainsi évincée de la Conférence. Les délégués chinois se refusèrent en conséquence à signer le protocole de paix et les puissances gardèrent

1. Wang Ching Waï, *La Chine et les Nations*, p. 158.

à notre égard la même attitude que par le passé. Conséquence affligeante, en vérité, d'une guerre mondiale qui devait être celle « des défenseurs de la Justice et de l'Humanité ».

Section II

Echec de la Chine à la Conférence de Washington

Le 10 juillet 1921, la Chine fut invitée par les Etats-Unis à prendre part à la Conférence de Washington sur la limitation des armements et le règlement des problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient. La conférence avait un programme très chargé et qui comprenait tous les problèmes essentiels de notre politique nationale¹. La Conférence devait traiter en effet la question des concessions, de l'égalité des droits en matière industrielle et commerciale (equality of commercial and industrial opportunities).

Elle devait examiner aussi le développement des voies ferrées, celle de l'Est chinois en particulier. Enfin, elle devait préciser les engagements que la Chine avait encore à cette époque à l'égard des puissances (status of existing commitments).

Nous pouvions donc légitimement espérer obtenir à Washington ce que la Conférence de Versailles nous avait refusé. MM. Alfred Sze, Wellington Koo, Chung-Hui-Wang et Chao Chu Wu furent délégués par le gouvernement chinois à la Conférence de Washington.

1. Archambaud, *La conférence de Washington*, p. 85.

Le 16 novembre, M. Sze, dans un discours qui fut appelé « déclaration d'indépendance de la Chine », demanda l'abolition des traités inégaux qui nous lient aux puissances.

De son côté, à la Commission du Pacifique et de l'Extrême Orient, M. Chung Hai Wang réclama l'abolition de l'exterritorialité. Une commission d'enquête fut nommée pour rechercher si la situation de la Chine permettait d'envisager cette réforme. Nos délégués demandaient également la suppression des territoires à bail. Les puissances s'y refusèrent en général, toutefois, le Japon se décida à évacuer le Chantoung.

Le 8 décembre, M. W. Koo réussit à faire abolir les sphères d'influence en application du principe de la porte ouverte ou des chances égales pour chaque puissance dans le domaine industriel et commercial. Cette concession s'explique, écrit M. Wang Ching Weï parce que les puissances se « rendaient compte maintenant de la nécessité d'éviter de nouveaux conflits en coopérant étroitement les unes avec les autres¹ ».

L'autonomie douanière de la Chine fit l'objet d'une intervention de M. W. Koo. Il proposait que le droit de douane à l'importation fût porté de 5 % à 12 %. La Chine s'engageait à abolir le likin à partir du 1^{er} janvier 1924, mais, par ailleurs, elle serait autorisée par les puissances à frapper d'une surtaxe les marchandises de luxe.

Un nouveau régime douanier comportant un droit maximum de 25 % *ad valorem* sur les articles importés serait mis en vigueur dans un délai de 5 ans à compter

1. Wang Ching Wai, *La Chine et les Nations*, p. 172.

de la signature de l'accord de Washington. Dans un délai de 10 ans à partir de ladite signature les traités conclus entre la Chine et les puissances pour régler le prélèvement des droits de douane ou de transit devaient être abrogés. Enfin, M. W. Koo déclara que la Chine n'entendait apporter aucun changement au régime appliqué jusqu'alors en ce qui concerne l'administration des douanes et l'affectation des recettes des douanes au service des emprunts étrangers garanti par lesdits revenus.

Après une discussion très confuse les puissances se mirent d'accord sur un texte transactionnel, réalisant l'unification des droits de douane perçus aux frontières terrestres et maritimes de la Chine et fixant à 2 % *ad valorem* le taux de la surtaxe. Enfin, une conférence se réunirait ultérieurement pour préparer l'abolition du likin.

La question des postes chinoises fut traitée à la Conférence par M. Alfred Sze. Notre délégué démontra que les services postaux chinois fonctionnaient normalement et pouvaient remplir leurs obligations à l'égard du commerce et de l'industrie, et que leur développement était singulièrement entravé par l'établissement, illégal d'ailleurs, des bureaux de postes étrangers. Ces bureaux n'étaient en effet autorisés par aucun traité et constituaient une violation formelle du principe de l'intégrité administrative et territoriale de la Chine.

Les puissances donnèrent satisfaction à la Chine sous réserve que toutes les puissances sans exception suppriment leurs bureaux de poste et que les services fonctionnent d'une manière satisfaisante. Toutefois, il fut décidé que le codirecteur général des postes chinoises

qui était de nationalité étrangère serait maintenu dans ses fonctions.

En ce qui concerne la suppression des installations radiotélégraphiques appartenant aux puissances en Chine, on arriva à adopter une résolution prévoyant la création d'un comité comprenant des représentants des puissances intéressées et de la Chine pour réaliser une collaboration effective dans l'organisation des communications radioélectriques.

Le problème du Chemin de fer de l'Est chinois fit l'objet d'une intervention toute spéciale de notre délégation. En 1896, il fut concédé par la Chine à la Russie. La Banque russo-asiatique possède le capital obligations de la compagnie, mais en fait l'administration et l'exploitation sont assurées par le Comité international des chemins de fer russes qui fut créé pendant la guerre de 1914. A l'origine, ce Comité ne s'occupa que du réseau Transsibérien, mais depuis 1919, il étendit son activité au réseau de l'Est chinois. La Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient décida que la question du Chemin de fer de l'Est chinois devait être traitée « par la voie diplomatique appropriée », et elle se borna à consacrer les droits des bailleurs de fonds de ce chemin de fer.

On a prétendu que la Chine avait été libérée des risques d'internationalisation par la Conférence de Washington. Cette assertion nous semble inexacte. Nous allons le démontrer.

Section III

La Conférence douanière de Pékin.

Le 13 août 1925, le gouvernement chinois envoya aux puissances signataires du Traité de Washington (Belgique, France, Italie, Japon, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal), une invitation en vue de la réunion de la conférence douanière projetée à Washington. L'Espagne, la Suède le Danemark, la Norvège reçurent aussi une invitation à cet effet.

A la première séance de la conférence douanière, le Dr Wang, notre délégué, se fit l'interprète des déceptions éprouvées par la Chine à la Conférence de Versailles et à celle de Washington. Il déclara qu'elle entendait abolir le likin dans le plus bref délai et instaurer un nouveau régime douanier.

Après des discussions mouvementées, la résolution suivante fut adoptée par la conférence :

« Les puissances contractantes, autres que la Chine, reconnaissant ici même le droit de la Chine à jouir de son autonomie douanière acceptent d'écarter les restrictions en matière de tarifs existant entre elles et la Chine et consentent à la mise en vigueur de la loi relative au tarif douanier national chinois, à compter du 1^{er} janvier 1929 ».

Le Gouvernement de la République de Chine fit connaître que le likin sera aboli dès le jour de la mise en vigueur de la loi sur le tarif douanier chinois. Il déclara en outre que l'abolition du likin sera effectivement

réalisée le 1^{er} janvier de l'année 1929, 18^e année de la République chinoise.

Il nous faut reconnaître que la conférence douanière de Pékin n'a eu que des résultats très limités puisqu'elle n'a pas donné naissance à un accord général entre la Chine et les puissances. Notons d'autre part que successivement, le gouvernement nationaliste de Canton et le gouvernement de Pékin appliquèrent la surtaxe de 2 et demi % *ad valorem* prévue par le traité de Washington. Bientôt, d'ailleurs, le gouvernement de Pékin allait être renversé.

Section IV

Renouvellement des traités de la Chine avec les puissances en 1928

Il n'est pas exagéré d'affirmer que depuis un siècle, la Chine se trouve livrée, pieds et poings liés aux puissances étrangères en application de traités « inégaux » qui ont ruiné son indépendance et entravé son développement matériel et moral.

Aussi, dans le discours qu'il prononça en 1924 sur les causes des troubles qui sévissent dans notre pays, le Dr Sun Yat Sen, fondateur du Kuomintang, pouvait-il dire justement : « Si nos compatriotes ne se décident pas dès maintenant à agir à l'unisson pour obtenir l'abolition des traités inégaux, des concessions, et la liberté douanière, la Chine cessera d'être un Etat, elle ne sera plus un peuple libre parmi les nations du monde¹ ». Le Kuomintang

1. Tsen Tsomming, *La Chine et le Kuomintang*, Changhaï et Paris 1930, p. 97.

préconisa d'ailleurs l'abolition des traités inégaux, puis, en 1928, le gouvernement de Pékin fut renversé. Le généralissime des armées nationalistes, organisa alors le gouvernement de Nankin qui ne tarda pas à être reconnu par les puissances étrangères.

Mais dès qu'il fut arrivé au pouvoir, le Kuomintang ne songea plus à abolir les traités « inégaux », qu'il avait dénoncés en termes virulents. Il s'empressa de les renouveler. En effet, successivement, furent conclus des traités douaniers avec les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Norvège, la Suisse, etc...

Bref, en cinq mois, 12 traités avaient été signés, sauf toutefois avec le Japon, en raison de la complexité des problèmes qui restaient à régler encore avec ce pays. Tous ces traités furent signés à Nankin, sauf celui qui fut conclu avec les Etats-Unis et qui fut signé à Pékin. Signalons ici que ces traités comportaient la clause de la nation la plus favorisée et perpétuaient par conséquent le marchandage douanier qui sévissait jusqu'alors contre la Chine. Le traité sino-anglais du 20 décembre 1928 précisait que les clauses du tarif douanier chinois seraient désormais respectées par l'Angleterre. Enfin, tandis que le Dr Wang, notre Ministre des affaires étrangères envoyait à l'Angleterre une note déclarant que les nouveaux tarifs seraient conformes à la résolution de la conférence douanière de Pékin, l'Angleterre nous demandait d'abolir le likin dans le plus bref délai. A cet effet, elle envoya à notre gouvernement la note suivante :

« Considérant l'incertitude et l'anxiété qui règnent parmi mes compatriotes en ce qui concerne les réper-

cussions qu'exercerait le nouveau tarif douanier chinois sur leurs transactions commerciales dans le cas où les taxes diverses autres que les droits de douanes, actuellement perçus, seraient encore exigibles après la mise en vigueur du nouveau tarif douanier, je tiens à rappeler à votre Excellence les termes de la déclaration faite par le gouvernement national de la République chinoise à Nankin, le 20 juillet 1927. Cette déclaration précisait en effet que le gouvernement national était décidé à abolir le likin aussi rapidement que possible et d'une manière effective ainsi que toutes les autres taxes frappant les marchandises importées, soit en cours de transit, soit à leur arrivée à destination. Dans ces conditions, je recevrais avec plaisir l'assurance du gouvernement national qu'il est bien décidé à exempter, dans le plus bref délai possible, des taxes visées dans sa déclaration de Nankin, les marchandises frappées actuellement, ou éventuellement des droits de douanes maritimes qui seront prévus à l'importation par de nouveaux tarifs douaniers chinois ».

Nous arrêterons ici notre exposé. La question des juridictions consulaires est en effet une question essentiellement politique que nous ne saurions traiter dans cet ouvrage sans dépasser les limites de notre sujet.

QUATRIÈME PARTIE

La situation économique de la Chine d'aujourd'hui.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE ECONOMIQUE DE SUN YAT SEN

Depuis la révolution industrielle, la production a pris un essor remarquable en Europe. C'est là, évidemment, un grand bienfait qui est dû au capitalisme, car il a instauré le machinisme et propagé la division du travail.

Cependant, si le capitalisme a provoqué des innovations dans le processus de la production, il a aussi déchaîné des maux sans nombre dans les sociétés. En effet, au point de vue économique, tout d'abord, car les capitalistes ne recherchent que leur profit personnel; ils ne proportionnent pas la production aux besoins de la consommation.

Tantôt, ils donnent naissance à des crises de surproduction en se livrant tous à des entreprises très lucratives, tantôt, au contraire, ils provoquent la raréfaction des produits pour en faire hausser les prix. D'autre part, le capitalisme basé sur le régime de la propriété individuelle exploite les ouvriers qui, dépourvus de moyens

de production sont obligés de travailler pour le compte des capitalistes et d'accepter leurs conditions, si rigoureuses soient-elles. Ainsi se creuse chaque jour davantage l'abîme qui sépare la classe ouvrière de la classe capitaliste. Tous ces maux nés du capitalisme sont trop évidents pour que nous ayons à les exposer plus longuement.

La Chine doit cependant réussir à créer de grandes industries sur son territoire; à cet effort, d'importants capitaux sont nécessaires. Toutefois, puisque le capitalisme a déchaîné tant de calamités en Europe, nous faudra-t-il suivre le chemin qui a conduit l'Europe à l'abîme? Ne devrions-nous pas prévoir la lutte du capitalisme et du prolétariat; lutte qui sera fatale le jour où le capitalisme sévira, à son tour, en Chine? Déjà les capitaux commencent à se concentrer sur notre territoire; les militaristes et les mandarins s'enrichissent aux dépens du peuple, les uns de connivence avec les étrangers abrités par les traités inégaux, les autres usant à leur profit d'influences militaires ou politiques. Si on cherche aveuglément à développer le capitalisme et l'industrialisme en Chine sans prendre des mesures préventives, on aboutira à ce résultat que les classes de la société dont nous venons de parler et qui possèdent des capitaux deviendront plus riches encore que par le passé, plus éloignées aussi de la classe ouvrière.

Il nous font donc chercher : d'une part à nous servir du capitalisme en Chine, pour développer l'expansion commerciale et d'autre part prévenir, en temps utile, les maux qu'il est susceptible de provoquer dans notre pays.

Le Docteur Sun Yat Sen a consacré une partie de sa doctrine à traiter ce problème (N. I).

« Après avoir observé pendant deux ans la situation sociale de l'Europe, dit-il, je vois que le peuple n'est pas toujours heureux lorsque l'Etat est riche est puissant. Aussi, en Europe, y a-t-il des penseurs qui travaillent à la révolution sociale.

« Si je prêche le 3^e démisme, c'est-à-dire l'amélioration de la vie matérielle du peuple, c'est que j'ai l'intention de faire la révolution une fois pour toutes » (N. II).

Pour bien comprendre la doctrine du Docteur Sun Yat Sen sur ce point, il faut la comparer avec le capitalisme, le collectivisme et une de ses dernières variantes, le communisme.

Section I

La doctrine de Sun Yat Sen et le capitalisme

Ces deux doctrines, a dit Sun Yat Sen, divergent en ce que « le capitalisme a pour but de procurer un gain à ses adhérents alors que ma doctrine n'a en vue que le bien-être du peuple tout entier » (N. III).

Comme Sun Yat Sen a dit que « le capitalisme peut être transformé progressivement et non point aboli tout d'un coup » (N. IV), il semble que la doctrine de Sun Yat Sen se confonde avec le socialisme d'Etat qui tend, lui aussi, à améliorer la situation matérielle du peuple par la mainmise de l'Etat sur les instruments de production. Toutefois il y a entre ces deux doctrines cette différence essentielle, c'est que celle du Docteur Sun Yat Sen tend à réaliser l'égalité dans le peuple tout entier, alors que le socialisme d'Etat envisage surtout l'amélioration des conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière.

Section II

La doctrine de Sun Yat Sen, le collectivisme et le communisme

D'après son auteur, le 3^e démisme de Sun Yat Sen que nous avons cité plus haut est un mélange de collectivisme et de communisme. En effet, l'abolition du capitalisme ne peut être suivie immédiatement de la formation de la société nouvelle rêvée par les communistes, la forme capitaliste survivra quelque peu à sa destruction car « la vertu du peuple n'étant pas arrivée à son apogée.. la plupart des gens ne consacreront pas leur force au travail commun ou chercheront à l'épargner en se livrant à des travaux faciles. Aussi, devons-nous réformer la société en tenant compte des circonstances, et il est important de réaliser tout d'abord les doctrines collectivistes » (N. V). Le Docteur Sun Yat Sen observe aussi que suivant le principe de la progression de la société, le collectivisme aboutit au communisme. En effet, pendant la période collectiviste, la productivité du peuple et son dévouement à la communauté se développeront chaque jour davantage et permettront de réaliser le principe : « De chacun selon sa capacité. A chacun selon ses œuvres ».

L'égalité sera ainsi réalisée dans le domaine économique et l'on peut dire que la première étape de l'application du 3^e démisme devra aboutir à l'idéal collectiviste la deuxième à celui du communisme.

Toutefois, le Docteur Sun Yat Sen préconise des

moyens d'action différents de ceux que comportent les doctrines que nous venons de préciser.

Karl Marx soutient, en effet, que le capitalisme a créé deux classes ennemies dans la société, la classe possédante et le prolétariat, lequel pour réformer la société doit se préparer à s'emparer du pouvoir et des moyens de production détenus par les capitalistes. Au contraire Sun Yat Sen estime que l'opinion de Marx est erronée, car la société, d'après lui, ne progresse pas nécessairement en raison de la lutte des classes. Leur coopération et les mesures telles que la nationalisation des moyens de transport, la socialisation de la répartition semblent plus efficaces à cet égard. D'ailleurs, il n'existe pas encore, à dire vrai, de classe capitaliste ni de classe ouvrière en Chine. Aussi le Docteur Sun Yat Sen a-t-il songé tout d'abord à fonder un gouvernement national avec tous les éléments de la société, puis par une politique appropriée, à développer les capitaux d'Etat, enfin à limiter et même faire disparaître peu à peu la propriété privée jusqu'au jour de la nationalisation elle-même de la propriété foncière (N. VI).

Les procédés préconisés par le Docteur Sun Yat Sen sont donc pacifiques et progressifs.

Des développements qui précèdent, il est permis de conclure que le 3^e démisme de Sun Yat Sen participe à la fois du collectivisme et du communisme et qu'il tend surtout à réaliser la révolution industrielle et la révolution sociale. Ces deux révolutions n'ont pas eu lieu en même temps en Europe, puisque c'est le capitalisme qui a donné naissance au socialisme.

Section III

La réalisation de la doctrine de Sun Yat Sen

Précisons maintenant les moyens pratiques préconisés par Sun Yat Sen pour appliquer sa doctrine.

Les capitaux étant un élément indispensable pour le capital comme pour le travail, Sun Yat Sen envisage à leur sujet deux mesures distinctes : l'une positive, l'autre négative.

La mesure positive consiste à développer les capitaux, l'autre à prévenir les inconvénients du capitalisme. Bref, l'auteur cherche, d'une part à pousser jusqu'à son maximum la production industrielle, d'autre part à assurer une juste répartition des richesses produites. Ces deux mesures sont d'ailleurs liées étroitement entre elles. En effet, la mesure positive seule donnera à l'industrie un développement suffisant pour que l'on puisse songer à répartir équitablement les richesses produites. De même, la mesure négative entravera l'accumulation des capitaux au profit d'un petit nombre d'entrepreneurs.

Etudions en détail les deux mesures que nous venons de préciser.

Tout d'abord la mesure positive : « Assurer le développement du patrimoine de l'Etat ».

En 1921, dans son livre : *Projets de reconstruction de la Chine au point de vue économique*, le docteur Sun Yat Sen expose en trois parties les mesures qui lui paraissent susceptibles d'améliorer la situation économique de notre pays.

Il énumère les travaux à entreprendre et comme l'Etat n'a pas assez de capitaux pour les exécuter tous à ses frais, il assigne certaines limites à l'intervention gouvernementale.

Les entreprises gouvernementales mentionnées par l'auteur sont :

1° Les industries dont le caractère est essentiellement d'intérêt public : l'exploitation des chemins de fer, des eaux et de l'énergie électrique.

2° Les industries que les particuliers lui paraissent incapables d'assumer : l'exploitation des grandes usines, de services de navigation.

3° La vente du tabac, du vin, du sel.

4° Les grands travaux de défrichement.

Sun Yat Sen propose également de confier à l'Etat et aux gouvernements régionaux, en collaboration toutefois avec les particuliers :

La production et la préparation des aliments : thé, haricots, céréales, la fabrication des vêtements, la construction des maisons, l'établissement de routes, de moyens de transports et d'imprimeries. Les particuliers seront pourvus par l'Etat des instruments de production nécessaires, mais devront prendre l'initiative d'améliorer la production.

Quant aux capitaux, ils proviendraient, d'après l'auteur, des emprunts obtenus à l'étranger ou en Chine. L'Etat émettra aussi des actions et les vendra au peuple (N. VII) mais dans certaines limites pour ne pas donner naissance à une nouvelle classe de capitalistes.

Le Docteur Sun Yat Sen préconise aussi la restriction des capitaux privés.

A cet effet, il propose l'application de mesures directes et de mesures indirectes (N. VIII).

a) *Mesures directes*

1. Application d'impôts progressifs sur les revenus en distinguant les revenus du travail de ceux qui proviennent du capital pour frapper ces derniers d'une manière toute spéciale (N. IX).

2. Application d'impôts progressifs en matière successorale.

La succession doit être sinon absorbée, du moins rigoureusement taxée, car suivant notre auteur, l'héritage n'est pas le fruit du travail et celui qui jouit de la fortune sans l'avoir acquise par son travail devient facilement paresseux et par là même parasite de la société.

3. Institution par la loi du partage égal du patrimoine familial entre tous les enfants. Ce serait d'ailleurs consacrer par la loi une vieille coutume chinoise et empêcher la concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre de capitalistes.

b) *Mesures indirectes*

1. Fixation d'un maximum légal de durée du travail et d'un minimum de salaire pour atténuer la misère des ouvriers et les profits des capitalistes qui les exploitent.

2. Promulgation de lois relatives à l'administration des usines et à la création d'organismes ouvriers placés sous la surveillance d'inspecteurs du pouvoir central

3. Création d'un système d'assurances obligatoires :

chômage, maladie, vie; l'Etat, le patron et l'ouvrier payant respectivement leur quote-part.

4. Etablissement du système de la participation aux bénéfices. Les capitalistes seraient ainsi forcés de partager leurs profits avec les ouvriers.

Le Docteur Sun Yat Sen préconise aussi la reconnaissance du droit de grève, la protection des associations ouvrières. Il voudrait également assurer la répartition égalitaire de la propriété foncière. La terre étant un élément essentiel de l'activité, du travail et du capital, joue un rôle primordial dans la vie humaine. Au surplus, la Chine, depuis des siècles, est un pays agricole, comme nous l'avons exposé dans le Chapitre premier de notre étude. Toutefois, dans notre pays, à côté des grands propriétaires, peu nombreux d'ailleurs, et des moyens propriétaires, nous rencontrons beaucoup de cultivateurs qui ne possèdent pas en propre la terre qu'ils travaillent. Le problème agraire apparaît donc comme étant d'une solution urgente en Chine. Le docteur Sun Yat Sen veut y arriver précisément en réalisant la répartition égale des terres.

Répartir égalitairement la terre, dit-il, c'est résoudre la question agraire et mettre un terme à la « répartition injuste des terres entre les pauvres et les riches ». Mais jusqu'à quel point faut-il appliquer cette doctrine ?

Certains estiment qu'il faudrait imposer la terre d'une manière toute particulière et frapper aussi la rente qu'elle produit.

Cette solution n'est pas admise par le Docteur Sun Yat Sen. Il pense en effet que cette doctrine oublie qu'il y aura quand même ainsi des terres plus fertiles que d'autres et par là même plus productives. Enfin, cette

doctrine n'empêchera pas non plus la répartition inégale des terres, certains pouvant en être entièrement dépourvus à l'avantage des grands ou des moyens propriétaires. Le Docteur Sun Yat Sen reconnaît aussi que la nationalisation des terres ne peut être envisagée qu'après une certaine évolution. L'exemple de la Russie des Soviets le démontre nettement. Le docteur Sun Yat Sen préconise donc deux étapes dans la réforme agraire :

1^o Pour arriver à une répartition plus équitable des terres, il suffirait tout d'abord de fixer une limite au delà de laquelle les grands propriétaires ne pourraient plus en acquérir de nouvelles. Il faudrait aussi consolider la situation des petits propriétaires et favoriser l'accès à la propriété individuelle de tous les cultivateurs qui ne possèdent aucune terre en propre.

2^o La terre étant ainsi devenue accessible à tous, l'Etat abolirait ensuite la propriété privée et introduirait le machinisme dans l'agriculture afin d'intensifier le rendement de l'exploitation agricole.

Pour réaliser la socialisation des terres, le docteur Sun Yat Sen songe à faire acheter par l'Etat les terres à un prix qui corresponde à leur valeur.

En principe, du moins, car les terrains d'une grande superficie seraient achetés pour un prix moindre suivant leur étendue et leur valeur. Cette distinction doit avoir pour effet d'entraver la formation d'une classe capitaliste.

Le docteur Sun Yat Sen prévoit d'autre part l'attribution à l'Etat de la plus-value des terres résultant d'événements naturels tels que l'accroissement de la population et le développement des moyens de communication.

L'Etat pourra exploiter les terres lui-même ou les remettre à un fermier qui en deviendra ainsi propriétaire.

L'auteur préconise encore la limitation de l'accroissement de la propriété individuelle. Il propose enfin l'institution d'établissement de crédit foncier accordant aux cultivateurs des emprunts de longue durée et d'un intérêt minime pour leur permettre de devenir propriétaires.

NOTES EXPLICATIVES

I. Docteur Sun Yat Sen est né à Siang-Shan, dans le Kwangtong. Il fit ses études de médecine à l'école Peuki, de Canton, en 1885. Un an après, il se rendit à l'Ecole de médecine anglaise de Hong-Kong. Il exerça ensuite la profession de médecine à Macao et à Canton. Il prit l'initiative de susciter un mouvement révolutionnaire pour fonder la République. Lors de sa première défaite de Canton, le Docteur Sun alla en Amérique pour y enrôler des Chinois; puis il se rendit en Angleterre. A ce moment, la cour Mandchoue prêtait déjà grande attention au mouvement qu'il avait provoqué. Le docteur fut arrêté sur l'ordre de la Légation de Chine, lors de son arrivée à Londres; puis, relâché grâce aux démarches de son professeur, M. Contilis. Le docteur Sun, désireux de continuer sa propagande révolutionnaire, parcourut l'Europe pour étudier la politique européenne. Il se décida ensuite à aller au Japon. Plus tard il parcourut l'Indochine, se rendit à Honolulu et de là en Europe, en Amérique pour recruter des partisans. En 1905, il établit le Tong-Men-Hoëi, à Tokio, et cette organisation s'est étendue aussitôt dans toutes les provinces de la Chine. Le docteur Sun Yat Sen avait subi dix défaites

en l'espace de seize ans environ, mais il n'était nullement découragé. En 1911, la dynastie mandchoue fut renversée par la Révolution Nationale. Les représentants de toutes les provinces se réunirent à Nankin et élurent le Docteur Sun comme Président de la République provisoire. Après la conférence de la paix entre le sud et le nord, il démissionna, avec l'idée d'organiser un parti. Il transforma le Tong-Men Hoëi en Kuomintang, organisme qui poursuivit le « Triple Démisme ». 1. Principe de l'égalité des races du peuple; 2. Principe des droits du peuple; 3. Principe de la vie du peuple¹.

Au cours de l'année 1916 se produisirent des événements importants, comme par exemple, la dissolution du parlement par le Gouvernement de Pékin. Le docteur Sun se retira en 1917 à Canton; le Parlement tint une session extraordinaire et l'élut comme généralissime pour réprimer les menées factieuses des généraux du Sud-Ouest. Au mois de mai 1918, Sun démissionna de ses fonctions de généralissime. L'année suivante il fut élu de nouveau Président. Il réorganisa l'armée et fit une expédition contre le nord. Malheureusement le général Cheng-Chun-Ming qui, jusqu'alors, avait été un de ses meilleurs partisans, se révolta, bombarda la Présidence, et le docteur Sun ne put qu'échapper au danger. En février, 1923 Cheng-Chun-Ming subit une défaite et Sun revint de nouveau à Canton. En janvier 1924, il reforma le Kuomintang sur la base la plus solide, Aux heures perdues des travaux militaires et politiques, il faisait à l'université de Canton des discours encyclopé-

1. Par principe des races du peuple, le docteur Sun Yat Sen entendait l'égalité des peuples, quels qu'ils soient, actuellement opprimés par l'organisation sociale.

diques sur le « Triple Démisme », discours recueillis dans des livres spéciaux. Après le coup d'Etat politique de Pékin (23 novembre 1924) le Docteur Sun se rendit à Pékin pour une assemblée nationale, mais il tomba malade en cours de route et mourut à Pékin le 12 mars 1925 à l'âge de soixante ans. L'influence de Sun Yat Sen a été considérable sur l'évolution politique et sociale de la Chine. Il est encore impossible d'en mesurer toute l'étendue.

II. *Doctrine de Sun Yat Sen*, Changhaï, VIII^e chapitre.

III. *Les trois principes du peuple de Sun Yat Sen. Troisième conférence du principe de la Vie du peuple*, Changhaï, 1926.

IV. *Les trois principes du peuple de Sun Yat Sen. Troisième conférence du principe de la vie du peuple*. Changhaï, 1926).

V. *La conférence du socialisme*, 1911.

VI. *Les trois principes du peuple de Sun Yat Sen, Première Conférence du principe de la vie du peuple*, Changhaï, 1926.

VII. *Les trois principes du peuple de Sun Yat sen. Première conférence du principe de la vie du peuple*, Changhaï 1926.

VIII. Tchéou-Loo-Haï, *Précis élémentaire des trois principes du peuple de Sun Yat Sen*, Cchanghaï, 1928, p. 347.

IX. *Les trois principes du peuple de Sun Yat Sen. Deuxième conférence du principe de la vie du Peuple*, Changhaï, 1926.

CHAPITRE II

LA RECONSTITUTION ECONOMIQUE DE LA CHINE CONTEMPORAINE

Section I

La conférence économique nationaliste

Cette conférence qui se réunit à Changhaï en 1928 traça un plan de restauration économique de notre pays. Elle voulait notamment voir adopter par le gouvernement des mesures réformatrices en ce qui concerne le système monétaire et le crédit public pour permettre à la Chine d'obtenir de l'étranger les emprunts dont elle aurait besoin. Enfin, la conférence préconisait le développement de l'outillage économique du pays.

Section II

La conférence nationale des Finances

Par ailleurs, du 1^{er} au 10 juillet 1928 se réunit à Nankin une conférence financière. Elle comprenait 15 délégués et des représentants de l'industrie et de la finance. Le Ministre des Finances insista dans son discours sur

l'urgence d'une réforme financière et d'un budget rationnellement élaboré. De son côté, M. Tehang Chao Yang, Vice-Ministre des Finances fit décider l'abolition du likin à partir du 31 décembre 1928. A l'unanimité, la Conférence décida qu'il y avait lieu de centraliser au Ministère des Finances le contrôle financier et cela, pour le pays tout entier. En conséquence, les impôts perçus dans les provinces seraient versés désormais au Trésor qui en répartirait le montant. On préconisa également l'unification des taxes portant sur le pétrole, la gazo-line ainsi que des impôts sur le tabac et le vin.

L'abolition du taël comme unité monétaire et son remplacement par le dollar fut aussi préconisée à la Conférence.

Ces projets de réforme se heurtèrent cependant à l'opposition du Commissaire des Finances du Kuo-mintang qui voulait autoriser la province de Kwangtong à percevoir encore pendant une année le système d'impôts qu'elle pratiquait, car cette province s'était fort endettée depuis l'établissement de la République. Les autres provinces s'étant ralliées à cette thèse, le Ministre des Finances insista sur le caractère de généralité que devait avoir l'unification fiscale envisagée. Il ne se refuserait pas toutefois à examiner les suggestions que voudraient lui faire les représentants des provinces.

La Conférence décida encore de réaliser le contrôle des salines et d'unifier l'impôt de la gabelle.

A l'unanimité, la Conférence réclama l'établissement de l'autonomie douanière de la Chine pour le 1^{er} janvier 1929.

Le nouveau tarif douanier entrerait en vigueur le 1^{er} octobre 1928, au plus tard, après avis favorable du Gou-

vernement. Il serait basé sur le principe de l'égalité douanière de la Chine avec les puissances étrangères. Pour compenser la perte de revenus résultant de l'abolition du likin, le gouvernement établirait des taxes de remplacement sur la consommation, sauf sur le riz qui est l'aliment principal de toute la population, le thé et les étoffes indigènes. Un impôt progressif sur le revenu et sur les héritages était aussi envisagé. Nous devons ajouter que ces mesures sont jusqu'ici demeurées à l'état de projet.

Pour développer l'outillage économique du pays, on préconisa la création de banques industrielles agricoles et l'affectation des troupes licenciées à des travaux d'irrigation et de construction de routes. L'effectif de l'armée fut en effet limité par la Conférence à 50.000 hommes et les dépenses militaires furent arrêtées au chiffre de 192 millions.

Section III

L'autonomie douanière de la Chine

Le gouvernement de Nankin s'efforça d'affranchir la Chine de la tutelle étrangère au point de vue des tarifs douaniers. A cet effet, il signa avec les Etats-Unis une convention de commerce basée sur le principe de « l'autonomie nationale ». Successivement, la Belgique, la France, l'Angleterre conclurent avec le gouvernement de Nankin des conventions analogues à celles des Etats-Unis. Il est intéressant de noter ici l'accroissement du rendement des douanes maritimes. On peut l'évaluer à 88 % environ; ce pourcentage élevé est dû à l'applica-

tion des nouveaux tarifs qui entra en vigueur le 1^{er} février 1929. A partir de cette date, les droits furent perçus sur la base de l'étalon-or, en exécution des instructions du Ministre des Finances à l'Inspecteur général des Douanes.

Section IV

La réforme monétaire en Chine

La Chine étant le seul pays qui ait gardé l'étalon-argent a vu sa monnaie se déprécier d'une manière considérable. En effet, elle est le marché le plus vaste de l'argent métal. L'argent afflue ainsi chez elle d'une façon excessive et contribue à diminuer la valeur de sa monnaie. C'est ainsi qu'à Changhaï, les stocks ont pu être évalués à 200 millions de taëls. Bref, le 9 janvier dernier, l'argent était tombé au cours le plus bas qu'il ait jamais atteint, 20,5 10 par pence. Aussi le gouvernement a-t-il songé à réaliser une réforme profonde du système monétaire. On a décidé tout d'abord la création d'une Banque d'Etat, dotée du privilège d'émettre des billets de banque. C'est là une innovation capitale, car il existe en Chine un grand nombre de banques (50 environs) qui jouissent également du droit d'émission. Il importait donc de réaliser la normalisation de notre système monétaire, et cette mission fut confiée précisément à la nouvelle Banque d'Etat.

Bien plus, en février 1929, le Dr Kenherer, Conseiller financier du gouvernement, recommanda l'introduction de l'étalon-or à un cours d'émission de 12 dollars argent pour une livre sterling. Enfin, comme nous l'avons vu déjà précédemment, les droits de douanes sont déjà

perçus sur la base de l'étalon-or. La nouvelle unité monétaire sera dénommée taël-or, et vraisemblablement l'importation du métal argent sera interdite jusqu'à nouvel ordre en Chine. Des sommes considérables seront nécessaires à la réalisation de cette réforme monétaire. L'emprunt y pourvoira sans doute, en partie du moins. Toutefois, il est permis de penser que les troubles qui règnent actuellement en Chine ne pourront qu'entraver l'exécution du programme que nous venons de fixer. Ce qu'il faut avant tout : c'est la fin de la guerre des provinces du Nord et du Sud qui rend impossible toute réponse sérieuse de l'État chinois.

Section V

La réforme du cadastre et de l'impôt foncier

On peut évaluer à 500 millions environ l'insuffisance de rendement de l'impôt foncier. Or, ce déficit a pour cause certaine l'état défectueux du cadastre. Il y a là une œuvre considérable à réaliser. Certains voulaient la confier à des techniciens étrangers. Ce projet n'a pas été suivi, fort heureusement d'ailleurs, car c'est aux Chinois et à eux seuls qu'il appartient d'opérer la révision du cadastre.

Section VI

Les voies et communications. Les chemins de fer

Au mois de septembre 1929, le ministère des Chemins de fer de Nankin a fait approuver un programme de

construction de voies ferrées qui doit être réalisé en 4 étapes.

En même temps, des administrations provinciales de Mandchourie projetèrent la construction de 5 voies ferrées nouvelles d'une longueur totale de 16.093 kilomètres, notamment, les lignes de Kintai à Changkâvan et de Tsitsibar à Heiho.

Les communications radiotélégraphiques firent aussi l'objet d'un plan très complet. Une station de T. S. F. actuellement en voie de construction à Changhaï sera terminée dans un délai de 6 mois. Celles de Hankow, Tien-Tsin et Canton devraient être achevées très rapidement aussi.

Les frais d'installation de ces postes sont d'ailleurs couverts au moyen d'un emprunt de 10 millions de dollars émis par le Ministère des Communications. Enfin, la Compagnie allemande « Telefunken » spécialisée dans la transmission des clichés photographiques doit construire en Chine des stations destinées à assurer des transmissions de cette nature.

L'abolition des privilèges appartenant aux Compagnies de navigation étrangères a retenu également l'attention du gouvernement de Nahkin. Ce dernier envisage, en effet, la création d'une grande Compagnie de navigation qui se substituerait aux compagnies étrangères. Des écoles de pilotes seront aussi créées pour donner aux officiers de la nouvelle flotte commerciale chinoise la formation technique qui leur est indispensable.

CHAPITRE III

LA LEGISLATION SOCIALE DU GOUVERNEMENT NATIONALISTE

Section I

Réglementation des syndicats

Bien que les syndicats eussent déjà pris un très grand essor, dans la province de Kwang-Tong, des progrès considérables restaient encore à réaliser dans notre législation sociale. L'incident qui est survenu à Changhaï devait exercer à cet égard des répercussions incalculables. La police de la concession internationale ayant fait tirer sur des manifestants chinois (blessés ou tués pour la plupart), le boycottage fut organisé et les ouvriers employés dans les concessions étrangères se mirent en grève. 100.000 ouvriers chinois de Hong-Kong se retirèrent à Canton et par leur présence donnèrent naissance à une agitation considérable dans la ville et dans la région. Les syndicats se multiplièrent en haine de l'impérialisme étranger que l'on confondait désormais avec le capitalisme lui-même. Bien plus, un organisme ouvrier essentiellement militant, véritable conférence des représentants des travailleurs, groupa 139 syndicats

alors que la Fédération générale des ouvriers de Canton ne comprenait que 39 syndicats seulement.

Le Kuomintang lui-même fut obligé de tenir compte des revendications de cette conférence ouvrière. En janvier 1926, réuni à Canton, le Kuomintang demanda la réalisation des onze réformes qui lui paraissaient particulièrement urgentes. Il entendait faire appliquer une législation sociale aussi développée que possible. Elle devait comporter entre autres, la journée de 8 heures, la fixation d'un salaire minimum, la protection des enfants et des femmes en couches, et le paiement du salaire pendant les congés réguliers. Enfin, le droit de vote serait reconnu à tous sans condition de cens ou justification de connaissances déterminées. Un organisme ouvrier devait même assurer le contrôle de l'application de la nouvelle législation sociale. Dès lors, le mouvement syndical prit un essor considérable. Aussi le 3^e Congrès ouvrier qui se réunit à Canton pouvait-il réunir 400 délégués représentant 1.240.000 ouvriers syndiqués dans la Chine tout entière. A ce congrès furent préconisés le repos du dimanche et des jours fériés avec paiement du salaire intégral, l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants et même l'institution d'assurances sociales.

Les conflits du travail devenant de plus en plus fréquents, un règlement d'arbitrage fut oublié en 1926. Il comportait la création d'une commission paritaire d'employeurs et d'ouvriers et l'interdiction de la grève et du lock-out, au cours de la procédure d'arbitrage. A Canton, la situation devenait chaque jour plus critique, les ouvriers étant toujours en conflit avec leurs employeurs. Le gouvernement provincial décida alors d'in-

terdire aux patrons de remplacer leurs ouvriers grévistes et de payer à ces derniers un salaire inférieur à celui qui a été fixé à la suite d'une grève lorsque celle-ci a eu pour objet d'obtenir une augmentation des salaires. Signalons encore que le gouvernement provincial de Kwang-Tong a publié en 1927 un règlement sur le travail des ouvriers des hôpitaux de la province. Les provinces de Hou-pé, Fou-Kien, puis Changhaï et Nankin firent aussi l'objet de règlements analogues à celui de Canton. De même, en juillet 1927, le général Feng yu Tsiang publia un règlement concernant les fabriques, applicable dans les provinces de Chensi et de Kansou.

En matière agricole, le gouvernement nationaliste a opéré la réduction des fermages dans la proportion de 25 %, mesure très habile. Enfin le contrôle de l'application des lois sociales fut confié à un Bureau du Travail, innovation conforme à l'idéal social, poursuivi par le gouvernement nationaliste : réaliser l'entente du capital et du travail, condition essentielle de la prospérité du pays.

Section II

La nouvelle législation applicable aux fabriques et aux usines.

Le texte de cette loi préparé en premier lieu par le Ministère du Commerce et de l'industrie, soumis ensuite à la Commission de législation, sera promulgué d'ici peu. On peut le considérer comme une manifestation remarquable des idées de la Chine nationaliste.

Applicable à toutes les usines chinoises ou étrangères qui emploient au moins 30 ouvriers, la loi nouvelle interdit le travail de nuit des mineurs des deux sexes âgés de 14 à 16 ans. Elle précise les conditions de validité des contrats individuels ou collectifs de travail; à peine de nullité, ils doivent être rédigés par écrit et avoir été approuvés par les représentants locaux du gouvernement. Lorsqu'il arrivera à son terme, le contrat individuel sera résilié de plein droit, toutefois, il pourra être renouvelé du consentement réciproque des parties. Dans tous les autres cas, celle des parties qui vont dénoncer le contrat de travail devra prévenir l'autre un mois à l'avance. Signalons ici que le congédiement d'un ouvrier, même justifié, oblige le patron à payer à l'ouvrier une somme correspondant à un mois de salaires.

La loi prévoit le cas où le contrat de travail peut être rompu par l'une des parties.

Cette faculté est reconnue aux patrons lorsque l'usine arrête ou suspend ses travaux, ou lorsqu'un ouvrier est incapable d'exécuter le travail qui lui a été confié, ou s'il a manqué son travail pendant 2 mois par an.

Réciproquement, les ouvriers peuvent se considérer comme libérés de leurs obligations à l'égard de leurs employeurs si ces derniers n'observent pas les règlements relatifs aux salaires, au contrat de travail et à la sécurité des travailleurs.

La loi fixe aussi la durée de la journée de travail à 8 heures pour les adultes.

L'autorisation de faire travailler pendant 10 heures peut être accordée par les autorités. Toutefois, les mineurs des deux sexes ne doivent pas travailler plus de 8 heures par jour. Quant aux femmes, le travail de nuit

leur est interdit de 10 heures du soir à 6 heures du matin.

En paiement de ces huit heures de travail, un salaire minimum devra être fixé suivant les conditions de la vie dans la localité où se trouve l'usine. En outre, le principe de la participation aux bénéfices est appliquée par la loi qui attribue 10 % des bénéfices à la direction de l'usine, 45 % aux actionnaires et 45 % aux ouvriers. Toute manœuvre pour échapper à ces prescriptions sera considérée comme un détournement de fonds et punie comme telle.

Le règlement des différends entre patrons et ouvriers est également visé par la loi nouvelle. A cet effet, elle institue dans chaque usine occupant plus de 30 ouvriers un conseil paritaire dont les délégués ouvriers font partie.

L'apprentissage ne pourra d'autre part avoir une durée supérieure à 3 ans et à peine de nullité, le contrat d'embauchage devra être approuvé par les parents ou les tuteurs de l'apprenti.

Précisons enfin que la loi prévoit pour chaque ouvrier un état spécial indiquant son âge, son salaire, ses fautes professionnelles et que les infractions aux dispositions de la loi nouvelle sont sanctionnées d'amendes variant de 50 à 300 dollars.

Section III

Les décrets relatifs à l'arbitrage

Promulgués en 1958 ils concilient le principe de l'intervention de l'Etat et celui de la collaboration des classes.

Ces décrets sont applicables aux conflits qui s'élèvent entre le patronat et les syndicats et aux organisations ouvrières qui comportent plus de 30 membres.

Ces conflits doivent faire l'objet d'un préliminaire de conciliation auprès d'une commission de conciliation, composée de 5 membres dont 4 sont élus en nombre égal par chacune des parties intéressées. La commission est présidée par le représentant de l'administration compétente. Dans un délai de 7 jours celle-ci doit être saisie d'une demande de conciliation par les intéressés.

Si le désaccord persiste entre les parties, ces dernières doivent envoyer à l'administration une demande d'arbitrage exposant l'évolution du conflit.

Dans les 3 jours, la Commission d'arbitrage doit être saisie de l'affaire. Cette commission comprend 5 membres dont le représentant de la Section locale du Kuomintang, celui de la Cour d'appel et ceux du patron et des ouvriers choisis toutefois en dehors des parties en conflit.

Il nous faut signaler ici que dans les entreprises d'utilité publique il est interdit de décider la grève ou le lock-out avant d'avoir soumis le conflit à la conciliation ou à l'arbitrage. En outre, durant la période de conciliation et d'arbitrage, ni la grève ni le lock-out ne peuvent être

déclarés dans les entreprises privées. Au reste, pendant l'année de la cessation du travail, il est interdit aux ouvriers de se rendre coupables d'entraves à la liberté du travail. Les décrets interdisent même les grèves de solidarité et la grève générale.

Notons enfin que le tribunal ou la Cour d'appel sont chargés de prononcer les sanctions prévues contre les infractions aux règles formulées par ces décrets. C'est ainsi que les intéressés qui ne se conforment pas aux décisions prises par la Commission d'arbitrage doivent être condamnés au maximum à une amende de 100 dollars ou à 4 jours de prison.

CONCLUSION

Nous avons essayé de donner une idée du mouvement économique qui s'est opéré en Chine.

Depuis le milieu du XIX^e siècle les étrangers appartenant à tous les Etats européens et extra-européens ont pénétré dans l' « Empire du milieu » attirés par ses richesses.

Nous n'avons pas à dissimuler que dans une certaine mesure ils ont contribué à créer un large mouvement d'échange. Ils ont même réussi, sauf pour les fabriques de monnaies, les arsenaux et entreprises de la soie et de la céramique, à prendre la direction ou le contrôle des industries sous forme de capitaux investis de toutes les principales entreprises. Le parti de Kuomintang, en 1920, a pris la direction des affaires du pays et il s'est trouvé en présence du problème de la reconstruction économique du pays. Les données en sont angoissantes.

La Chine n'a que 1 /10 de son sol cultivé et elle ne peut nourrir que les 3 /4 de ses habitants. Pour une étendue de 11 millions de kilomètres elle n'a que 28.392 kilomètres de routes. En 1926, elle produisait 150.000 tonnes métriques d'acier, tandis que la Grande-Bretagne en produit 3.618.000; l'Allemagne 12.342.000; les Etats-Unis 49.069.000. Les Chinois consomment donc par habitant 100 fois moins de fer que les Allemands.

La Chine n'a qu'un nombre infime d'usines possédant

un outillage moderne; son commerce n'est pas en proportion de ses ressources qui sont énormes et, depuis 1920, il est stagnant. Seuls les impôts, les taxes et les likins se développent sans cesse, et 98 % des dépenses budgétaires sont consacrés à la guerre.

La Conférence Economique de Changhaï de juin 1928, la conférence financière de Nankin (juillet 1928); la conférence des transports et communications de Nankin (août 1928) ont groupé les principaux hommes politiques et les hauts fonctionnaires pour la discussion des grands problèmes économiques.

Nous pouvons indiquer les directives des décisions les plus importantes qui ont été prises par les chefs du gouvernement nationaliste et qui doivent être considérées comme les préliminaires de la renaissance économique de notre pays.

Au point de vue financier : réorganisation des impôts existants. Autonomie douanière, nouveau tarif à partir du 1^{er} février 1929. Gabelle : contrôle des mines de sel; unification de la gabelle, Impôt foncier : enregistrement de la terre. Abolition du likin. Création d'impôts nouveaux, parmi lesquels l'impôt progressif sur le revenu. Restauration du crédit national par la consolidation des emprunts étrangers et locaux non garantis. Limitation et fixation des dépenses militaires.

Au point de vue économique: adoption d'une politique monétaire; abolir le taël, adopter le dollar. Création d'une banque nationale. Organisation d'une banque de change jouant le rôle de clearing-house. Création des banques agricoles. Développement des moyens de transport et communication.

Politique commerciale : protection de l'industrie na-

tionale. Organisation par les corporations de tout un système corporatif pour centraliser et développer les importations et exportations. Création de bureaux officiels dans les ports commerciaux. Création d'attachés commerciaux à l'étranger. Développement de l'industrie par la nationalisation des mines de fer, créations d'aciéries et hauts fourneaux. Nationalisation des nouvelles mines sans effet rétroactif pour les mines appartenant actuellement à des entreprises privées, etc.

Mais la condition préalable de toute reconstruction économique c'est la revision des traités inégaux, l'abolition des juridictions consulaires, la suppression des concessions et territoires à bail qui paralysent l'essor économique de la Chine.

Nous portons en tous nos destinées et nous réalisons notre idéal.

Nous n'excluons pas une politique d'association mais nous ne voulons plus d'une politique de domination étrangère qui exploite et asservit notre vieux sol national, riche de sa civilisation millénaire, de ses richesses naturelles et des espérances des jeunes générations qui rendront à la Chine d'aujourd'hui la place qui lui revient dans la politique mondiale.

Vu, le Doyen,
H. DELACROIX

Vu, le Président,
H. HAUSER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

Annuaire de la Chine (1924-1925). Changhaï, The Commercial Press.

Che King, un des livres classiques de la poésie.

Chou King, un des livres sacrés chinois.

Doctrine de Confucius ou les quatre livres de Philosophie morale et politique de la Chine, traduit du chinois par M. G. Pauthier. Paris, 1914.

FOSTER BAIN. — *Ores and Industry in the far east*. New-York, 1927.

GIDE (Ch.). — *Principes d'économie politique*. Paris.

GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris.

GRANET (M.). — *La civilisation chinoise*. Paris, 1929.

HAUSER (H.). — *Les débuts du capitalisme*. Paris, 1927.

— *Les principales puissances du monde*. Paris, 1929.

LEGENDRE. — *La civilisation chinoise moderne*. Paris, 1926.

The China year book (1925-1926). The Tien Tsien Press.

Vingt-quatre histoires dynastiques de la Chine (cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque de l'Institut des hautes études chinoises).

WAGNER. — *Die Chinesische Landwirtschaft*. Berlin, 1926.

Wen Hsien Tong Kao (ou *Histoire générale administrative et économique*) fut écrit par Ma Toang Lin. Supplément de *Wen Hsien Tong Kao*. (Ces ouvrages se trouvent à la Bibliothèque Nationale cote : Chinois courant 768-782).

OUVRAGES SPÉCIAUX.

I. Ouvrages en langue française.

VIALATE (Achille). — *L'Impérialisme économique*. Paris, 1923.

ARCHIMBAUD. — *La Conférence de Washington*. Paris, 1921.

- CHALLAYE. — *La Chine et le Japon*. Paris, 1921.
- CHARIGNON (A. J. H.). — *Les Chemins de fer chinois*. Paris, 1914.
- CORDIER (H.). — *Aperçu sur l'histoire de l'Asie en général et de la Chine en particulier*. Paris.
- *Le début des Anglais dans l'Extrême-Orient*. Leide, 1919.
- *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*. Paris, 1902.
- *Les douanes impériales maritimes chinoises*. Paris, 1905.
- DUBARBIER. — *La Chine contemporaine politique et économique*. Paris, 1926.
- HOU HON CHUN. — *Histoire douanière de la Chine*. Thèse. Paris, 1929.
- LÉON YANG. — *Les territoires à bail en Chine*. Thèse. Paris, 1929.
- MASPERO (G.). — *La Chine*. Paris, 1925, 2 vol.
- REINAUD. — *Relations des voyages faits par les Arabes et les Persans dans l'Inde et à la Chine dans le IX^e siècle de l'ère chrétienne*. Paris, 1845.
- *Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale pendant les cinq premiers siècles de l'ère chrétienne*. Paris.
- TSEN TSONMING. — *La Chine et le Kuomintang*. Changhaï et Paris, 1930.
- TSING CHIN-CHUN. — *Le mouvement ouvrier en Chine*. Thèse. Lyon, 1929.
- TSING TUNG-CHUN. — *De la production et du commerce de la soie en Chine*. Thèse. Lyon, 1928.
- WANG CHING WAI. — *La Chine et les nations*, traduit en français par M. Heywood. Paris, 1928.
- WEN-CHING YIN. — *Le système fiscal de la Chine*. Thèse. Paris, 1929.

II. Ouvrages en langue chinoise.¹

- HU SHIH TSE (professeur de l'Université de Pékin). — *China's Literature for the past 50 years. The Past fifty years (1872-1922)*. Changhaï, 1923. *The Shun Paos*.

1. En Chine, il est d'usage courant que le titre de l'ouvrage soit en chinois et en langue anglaise.

HWANG YEN PEI et SHEN-CHI. — *China's foreign trade statistics for the past 50 years.*

The Past fifty years (1872-1922). Changhaï 1923.

KAÖ CHENG-CHUN. — *China's agricultural history for the past 50 years. The Past fifty years* (1872-1922). Changhaï 1923.

KUÖ PING WEN (recteur de l'Université nationale du Sud-Est). — *China's advanced education for the Past 50 years The past fifty years* (1872-1922).

LAO CHI-CHEN. — *Etudes sur l'histoire sociale de la Chine.* Changhaï, 1929.

Les problèmes économiques de la Chine, publication de l'Association économique de la Chine. Changhaï, 1929.

Les problèmes révolutionnaires de la Chine, publication de la Société de la nouvelle jeunesse, 2 vol. Changhaï, 1927.

LI-TA. — *Etudes sur l'évolution industrielle de la Chine.* Changhaï, 1929.

MA YIN CHU (professeur de l'Université de Pékin). — *La Conférence de Ma Yin Chu*, 2 vol. Changhaï, 1924.

MO HSIANG YAO (vice-ministre du commerce et de l'industrie). — *Progress of Chinas Cotton textile industry for the Past 50 years. The Past fifty years.* Changhaï, 1923.

NIEH CHI-CHIEH (ancien président de la Chambre de Commerce de Changhaï). *China's trade for the past 50 years.* Changhaï. *The past fifty years.*

NIU TSAI-CHUN. — *China's trade in Furs for the Past 50 years. The past fifty years* (1872-1922). Changhaï.

SHU-CHI-CHUNG. — *Histoire des banques de Changhaï.* Changhaï, 1926.

Statistique du Ministère du Commerce et de l'Agriculture (1919, 1920, 1922, 1925).

SUN-YAT-SEN. — *Les trois principes du peuple.* Changhaï, 1926.

TING WEN-CHIANG. — *China's Mining industry for the past 50 years.*

TSIANG KUN CHENG. — *Histoire des Humiliations infligées à la nation chinoise.* Changhaï, 1927.

WELLINGTON KUO (ancien Ministre des Affaires étrangères). — *Statuts des étrangers en Chine.* Pékin, 1925.

- YANG CHUN (ancien doyen de la Faculté du génie de l'Université du Sud-Est). — *China's industrial enterprises for past 50 years The past fifty years (1872-1922)*. Changhaï.
- YEH KUNG TSO (Ministre des Communications). — *China's communications system for the past 50 years. The past fifty years (1872-1922)*. Changhaï.

PÉRIODIQUES.

- Revue économique internationale*, vol. IV, n° 3. Bruxelles, 1928.
- Revue Illustration*. Paris, 4 février 1928.
- Bulletin franco-chinois*. Paris, octobre-décembre 1929.
- Revue internationale du travail*, mars 1927, août et novembre 1929. Genève.
- L'économiste européen*, vol. 77, n° 4, Paris.
- The Eastern Miscellany*, vol. 24, n° 17, 18, 20, vol. 25, n° 1, 19, vol. 26, n° 2, 3, 9. Changhaï, The commercial Press.
- Revue périodique de la Science sociale*, éditée par l'Université de Pékin, vol. III, n° 4.
- Bulletin du Commerce*, Chambre de Commerce de Changhaï, vol. 18, n° 2.
- The Bankers Weekly*, Changhaï, 1928, vol. 12, n° 6.
- Revue de sciences*, vol. III, n° 3, Changhaï.
- Bulletin de la Fédération des filatures chinoises*. Changhaï, 1927.
- Bulletin de l'Université de Tsieng-Hwa*, année 1926, vol. 3, n° 1.
- Revue d'éducation*, vol. 20, n° 10. Changhaï. The Commercial Press.
- Finance and Commerce*. Changhaï, 22 février 1922.
- L'Information sociale*, publication de la Société de la fondation éducative de la Chine. Pékin, 1926.
- The Shun Paos* (journal de Changhaï), 8 octobre 1929.
-

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
Introduction	9

PREMIERE PARTIE

LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE EN CHINE DES LA SECONDE MOITIE DU XIX^e SIECLE

Chapitre premier. — Les types principaux d'organisation agricole et la question agraire	21
Section I. — Les statistiques récentes relatives aux exploitations agricoles	21
Section II. — Morcellement et transformation des domaines	24
Chapitre II. — De la décadence de l'agriculture dans la Chine contemporaine	27
Section I. — Augmentation de l'étendue des terres incultes	27
Section II. — La dépopulation des campagnes	28
Section III. — Accroissement de l'importation des denrées alimentaires	29
Chapitre III. — Les causes qui ont amené la décadence de l'agriculture	31
Section I. — Causes imputables aux rapports économiques internationaux	31
Section II. — L'influence néfaste de la politique intérieure	33
Section III. — Les rapports du capital et du travail dans l'agriculture	37

DEUXIEME PARTIE

LE DEVELOPPEMENT DE LA NOUVELLE INDUSTRIE EN CHINE

Chapitre premier. — L'industrie dans la Chine ancienne	41
<i>Section I. — Caractère familial des premières manufactures</i>	41
<i>Section II. — Organisation de l'apprentissage...</i>	43
<i>Section III. — Le développement de l'industrie mécanique ..</i>	43
Chapitre II. — L'évolution historique de l'industrie moderne en Chine	46
<i>Section I. — Apparition des procédés industriels à la fin du xix^e siècle : la fabrication des armes....</i>	46
<i>Section II. — Le développement des entreprises d'Etat et des entreprises à caractère mixte.....</i>	48
<i>Section III. — L'investissement des capitaux étrangers et la naissance de l'entreprise individuelle....</i>	50
<i>Section IV. — Extension de l'industrie en Chine pendant la guerre mondiale</i>	55
Chapitre III. — La situation actuelle des principales industries	57
<i>Section I. — L'industrie minière</i>	57
<i>Section II. — L'industrie des transports....</i>	63
<i>Section III. — Les industries textiles</i>	68
<i>Section IV. — Industries diverses</i>	73
Chapitre IV. — La concentration des capitaux.....	77
<i>Section I. — Les capitaux étrangers.....</i>	78
<i>Section II. — Les capitaux chinois.....</i>	82
Chapitre V. — La condition de la classe ouvrière en Chine	89
<i>Section I. — Les salaires</i>	89
<i>Section II. — La durée du travail.....</i>	93
<i>Section III. — Les syndicats ouvriers.....</i>	95
<i>Section IV. — Les tendances du mouvement ouvrier en Chine</i>	98

TROISIEME PARTIE

LES RELATIONS ECONOMIQUES DE LA CHINE AVEC LES PUISSANCES ETRANGERES

Chapitre premier. — Aperçu historique sur les relations économiques de la Chine avec l'étranger depuis les origines jusqu'en 1840	101
<i>Section I. — Les origines</i>	101
<i>Section II. — Arrivée en Chine des Hollandais, des Portugais, des Espagnols et des Anglais.....</i>	104

<i>Section III.</i> — L'organisation du commerce étranger en Chine depuis le début du XVIII ^e siècle jusqu'en 1840	108
Chapitre II. — Les relations économiques de la Chine avec l'étranger depuis la guerre de l'opium jusqu'à nos jours	111
<i>Section I.</i> — L'ouverture des principaux ports chinois au commerce international	111
<i>Section II.</i> — Le contrôle international des douanes chinoises	121
<i>Section III.</i> — La pénétration industrielle des étrangers en Chine	124
<i>Section IV.</i> — La pénétration économique du Japon en Mandchourie et le mouvement de boycottage anti-japonais	126
Chapitre III. — Les efforts déployés par la Chine pour récupérer les avantages qui lui ont été retirés par les puissances	132
<i>Section I.</i> — Déception éprouvée par les Chinois à la conférence de Versailles	132
<i>Section II.</i> — Echec de la Chine à la conférence de Washington	134
<i>Section III.</i> — La conférence douanière de Pékin	135
<i>Section IV.</i> — Renouveau des traités de la Chine avec les puissances en 1928	139

QUATRIEME PARTIE

LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA CHINE D'AUJOURD'HUI

Chapitre premier. — La doctrine économique de Sun Yat Sen	143
<i>Section I.</i> — La doctrine de Sun Yat Sen et le capitalisme	145
<i>Section II.</i> — La doctrine de Sun Yat Sen, le collectivisme et le communisme	146
<i>Section III.</i> — La réalisation de la doctrine de Sun Yat Sen	148
Chapitre II. — La reconstitution économique de la Chine contemporaine	156
<i>Section I.</i> — La conférence économique nationaliste	156
<i>Section II.</i> — La conférence nationale des finances	156
<i>Section III.</i> — L'autonomie douanière de la Chine	158
<i>Section IV.</i> — La réforme monétaire en Chine	159
<i>Section V.</i> — La réforme du cadastre et de l'impôt foncier	160
<i>Section VI.</i> — Les voies de communications	160

Chapitre III. — La législation sociale du Gouvernement nationaliste	162
<i>Section I. — Réglementation des Syndicats</i>	162
<i>Section II. — La nouvelle législation applicable aux fabriques et aux usines</i>	164
<i>Section III. — Les décrets relatifs à l'arbitrage</i>	167
Conclusions	169
Bibliographie	173

